

Maxime Durand

LA TOURMENTE MEXICAINE



Révolution, miracle et crise



LA BRECHE

Maxime Durand

***La tourmente
mexicaine***

Révolution, miracle et crise

Editions La Brèche

1987

Sommaire

Couverture

Présentation

Page de titre

Dédicace

Introduction

I. - L'institutionnalisation d'une révolution

1. La révolution

Le porfiriat

La thèse de la révolution interrompue

Zapata : la clé

Un pense-bête pour s'y retrouver dans l'histoire de
la révolution

Les paysans prennent la capitale

Le reflux

2. Le cardénisme

La réforme agraire

3. La mise en place du système

II. - Du miracle à la crise économique

4. L'industrialisation

La mesure de l'industrialisation

Le « miracle » économique mexicain

Débouchés et répartition

La contrainte extérieure

La contrainte budgétaire

5. La crise agricole

Trois grandes périodes

« Ejido » et révolution verte

La rupture de 1965

Les effets de la crise et la polarisation à la campagne

La polarisation de l'agriculture

La mise en cause des fonctions traditionnelles de l'agriculture

6. La fin du miracle

Crise de la balance des paiements

Crise budgétaire

Les limites de l'articulation entre les différentes fractions du capital

Les limites de la bourgeoisie nationale

Une faible intégration entre banques et industrie

La crise des relations de l'Etat avec la bourgeoisie

La dévaluation de 1976

7. Le mirage pétrolier

La manne pétrolière

Les raisons de l'envol de la dette

Les limites d'un modèle d'accumulation

1982

La nationalisation de la banque

8. L'économie politique du tunnel

1983 : tous freins bloqués

Le projet à moyen terme : priorité aux
exportations industrielles

La logique de l'intégration économique avec les
Etats-Unis

Le verrou de la dette

La poudrière du chômage

Vers le chaos urbain

Deux principales contradictions

III. - La longue crise du régime

9. Le système PRI

Vrais et faux partis

L'idéologie nationaliste révolutionnaire

Le contrôle social

10. Les luttes sociales

La naissance du « charrismo »

Du mouvement des cheminots à celui des étudiants

La radicalisation des années soixante-dix

Les guérillas

L'« insurgencia obrera »

Les années quatre-vingt

11. La gauche

La longue marche du PCM

La gauche d'après 1968

La réforme politique et ses effets

Deux projets, deux gauches

Où va la gauche ?

Conclusion

Annexe 1 - Présidents mexicains depuis 1915

Annexe 2 - Lexique des sigles

Annexe 3 - Bibliographie

Graphiques

A Rosario Ibarra



Introduction

Paco Ignacio Taibo II, auteur d'un beau livre sur les origines du communisme mexicain, termine son introduction en disant qu'« un prologue est toujours une tentative manquée pour améliorer un livre ». Ces quelques lignes se borneront donc à situer la démarche de ce livre.

Il s'agit d'une étude de la crise mexicaine écrite à l'attention de lecteurs de langue française. Plutôt qu'une élaboration originale, ce livre se consacre en grande partie à retransmettre des travaux qui alimentent les débats de la gauche mexicaine. La synthèse ici proposée cherche avant tout à répondre aux interrogations d'un public français, mieux que ne l'aurait sans doute fait une compilation de textes mexicains un moment envisagée. C'est pour cela aussi que le livre ne vise pas à une élaboration théorique achevée.

La démarche suivie part donc des paradoxes qui semblent caractériser la réalité mexicaine, lorsqu'on aborde celle-ci avec un jeu de références trop européennes. Tout un travail de mise en perspective doit être fait, ce qui explique la nécessité d'une première partie historique relativement développée. En réalité, elle serait scandaleusement insuffisante s'il s'agissait vraiment de proposer une histoire du XX^e siècle mexicain.

Une seconde partie, la plus longue du livre, correspond à tout un ensemble de questions portant sur l'économie mexicaine : comment celle-ci a-t-elle pu passer du miracle à une profonde crise, et ceci malgré le boom pétrolier ? La réponse n'est pas simple et nécessite des développements

intégrant la question agraire qui est au Mexique d'une importance évidemment bien plus grande qu'en France.

La dernière partie cherche à expliquer comment fonctionne ce que l'on a choisi d'appeler « système PRI », comment il supporte le choc de la crise et des luttes sociales et quelles sont ses perspectives d'avenir. La conclusion sera cependant courte, tant est imprévisible le Mexique de la fin des années quatre-vingt.

Différents thèmes auront été abordés au passage, le plus souvent en creux, quant à la validité du marxisme, les limites de l'industrialisation du tiers monde, etc., mais la place manquait pour une systématisation qui n'aurait pu de toute façon être fondée sur la seule étude du cas mexicain. Une chose est sûre, au moins : c'est que le destin historique des ouvriers et paysans mexicains est rigoureusement indépendant des fluctuations du goût parisien.

Enfin ce livre ne réussit pas vraiment à communiquer un peu du charme qu'exerce le Mexique : il m'aurait fallu plus de place et d'autres talents.

Mexico D.F.

Juin-novembre 1986

Mes remerciements vont à Arturo, Adolfo, Félix et Laurent pour l'impulsion, les encouragements et les commentaires, à Acacia pour la frappe, aux camarades de La Brèche pour la confection du livre, enfin à Visi, Emmanuel et Julien pour leur patiente tendresse.

I.

L'institutionnalisation d'une révolution

1. La révolution

On ne peut évidemment pas comprendre la réalité mexicaine actuelle sans remonter aux sources, c'est-à-dire à la période révolutionnaire ouverte en 1910. Ce premier chapitre sera donc consacré à un rapide survol historique afin de donner les points de repère nécessaires. Mais il s'agit là d'une tâche difficile, tant est complexe et dense cette période de l'histoire du Mexique.

La relation même des faits est si compliquée que l'on peut en arriver à penser qu'il s'agit d'une explosion sociale incontrôlable et incontrôlée, ou d'une longue suite de luttes mettant aux prises divers généraux et caudillos n'ayant d'autre objectif que l'établissement de leur propre pouvoir. A côté de cette vision à la Tintin, la même perplexité conduit à une thèse extrême présentant la révolution mexicaine comme une phase, certes particulièrement mouvementée, de l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie capable de se consacrer pleinement à sa fonction historique de développement du capitalisme. L'argument central est que, avant comme après la révolution, le pouvoir en place se consacre précisément à cet objectif de renforcement du capitalisme et que, par conséquent, la rupture introduite par la révolution devrait être fortement relativisée ; mais cette interprétation ne rend pas réellement compte de la genèse du Mexique actuel avec toutes ses particularités.

Selon la vision officielle, celle du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI *) (* voir liste des sigles en annexe), le sens de la révolution mexicaine – au-delà de la diversité de

ses grandes figures dont le PRI se réclame avec un unanimité peu fidèle à la réalité historique – serait d’avoir donné naissance, précisément, à ce régime politique qui, pour reprendre un slogan des dernières élections, a assuré cinquante-cinq ans de paix sociale. Ces années d’affrontements auraient en somme constitué un processus de tâtonnements pour dégager un système politique adéquat, un régime perpétuant et vivifiant constamment les objectifs révolutionnaires. Cette idéologie spécifique, dont on aura l’occasion de détailler les ressorts essentiels et les subtilités tactiques, est assez bien résumée par le sigle apparemment paradoxal du parti au pouvoir : le PRI symbolise l’institutionnalisation de la révolution.

Cette lecture reste largement dominante et inspire également des courants se réclamant du marxisme. Il faut donc la combattre et y opposer une autre lecture qui donne sens aux différentes péripéties de la révolution. L’outil central est ici le livre d’Adolfo Gilly, *La Revolución interrumpida*, qui sera largement paraphrasé dans ce chapitre.

Le porfiriato

Notre point de départ sera ici la période de dictature de Porfirio Díaz qui commence en 1876 pour s’achever en 1910 avec l’éclatement de la révolution. Cette période peut être rapidement caractérisée comme une phase d’accumulation primitive relativement classique dans ses formes.

L’un des ressorts essentiels est en effet, de manière assez semblable à l’histoire du capitalisme européen, l’expropriation de terres et la constitution de gigantesques exploitations, les haciendas, absorbant en leur sein les villages et communautés paysannes. L’institution de la *tienda de raya* symbolise le rapport social spécifique, mélange de

salariat et de dépendance féodale, qui s'institue entre le grand propriétaire et ses *peones* : il s'agit d'un magasin qui vend les produits de base aux paysans, ou plutôt les lui avance, ce qui fait que la partie réellement monétaire du salaire disparaît peu à peu à cause de l'endettement du *peón* qui fait boule de neige, se transmet de père en fils et fonde en pratique un quasi-servage.

A côté de cette accumulation primitive à la campagne, peu susceptible à cette phase d'engendrer une expansion dynamique du capitalisme, ce dernier se développe à partir des ressources minières, avec une forte participation de capital étranger et la construction d'un important réseau de voies ferrées destiné à acheminer rapidement la production minière vers les ports ou la frontière avec les Etats-Unis. Enfin, dans les centres urbains, principalement à Mexico, Puebla et Veracruz se développe une petite industrie de biens de consommation courante, essentiellement textile.

Deux chiffres résument bien les deux caractéristiques essentielles de ce mode de développement du capitalisme mexicain :

- Importance cruciale des capitaux étrangers : ils représentent en 1910 les trois quarts du capital total investi.
- Concentration phénoménale de la terre : selon le recensement de 1910, 834 propriétaires d'haciendas possédaient 168 millions d'hectares, soit 85 % de la superficie totale. Dépendant de ces haciendas, vivaient plus de 3 millions de paysans et leur famille, soit environ 12 millions d'habitants sur un total de 15 millions.

Cependant, ce processus de concentration n'était pas complètement achevé : à la fin du régime de Diaz, il y avait 57 000 villages absorbés dans les haciendas et 13 000 villages libres continuant à fonctionner selon des formes d'organisation communautaire pré-capitalistes. Ces villages, concentrés dans les Etats du centre, correspondront plus ou

moins à la zone d'extension des partisans de Zapata. La révolution de 1910 résulte essentiellement de l'incapacité du régime Diaz à s'ouvrir à la participation des nouvelles couches bourgeoises en formation et aspirant à la participation au pouvoir.

En 1906, les mineurs du cuivre de Cananea entrent en grève et sont réprimés avec l'aide de rangers nord-américains appelés à la rescousse par le gouvernement de l'Etat. En janvier 1907, ce sont 5 000 ouvriers du textile de Río Blanco, dans l'Etat de Veracruz, qui entrent en grève après avoir mis sur pied le Grand cercle d'ouvriers libres. Là encore, le régime répond par la répression.

Dans les deux cas, l'action ouvrière est dirigée par des activistes du Parti libéral mexicain (PLM *) des frères Flores Magon qui, après une très rapide évolution idéologique, défend une politique anarcho-syndicaliste. En 1908, le même PLM organise, sans succès, diverses tentatives de soulèvement. Par la suite, les magonistes planteront un très éphémère Etat ouvrier en Basse-Californie, mais leur trajectoire idéologique et politique rendra impossible leur jonction avec les masses paysannes. L'épopée magoniste n'en constitue pas moins une page importante de l'histoire du mouvement ouvrier mexicain.

Face à l'émergence des luttes ouvrières, apparaît au sein de l'opposition bourgeoise une option représentée par Francisco I. Madero, partisan de réformes politiques minimales assurant une succession pacifique, tandis que les fidèles de Díaz préconisent l'intransigeance. Madero fait campagne sur le mot d'ordre de « suffrage libre, pas de réélection », et se fait emprisonner par Díaz qui est réélu en juin 1910. Mis en liberté conditionnelle, il passe la frontière après avoir lancé le plan de San Luis Potosí dont le troisième point, mentionnant la restitution des terres à leurs légitimes propriétaires, va mettre le feu aux poudres et assurer le succès du soulèvement

populaire prévu pour le 20 novembre 1910. Le premier éclate au nord, dans l'Etat de Chihuahua, avec le développement d'actions de guérilla dirigées par Francisco Villa et Pascual Orozco. Puis c'est le soulèvement armé dans l'Etat de Morelos, dirigé notamment par Emiliano Zapata.

Devant cette mobilisation paysanne armée, les tendances de la bourgeoisie arrivent rapidement à un compromis, les Accords de Ciudad Juárez : Porfirio Díaz démissionne, s'exile tandis que Madero entre triomphalement dans la capitale et sera élu en octobre 1911. C'est la fin de la première phase, qui, dans l'esprit de la bourgeoisie, devait être la dernière. En réalité c'était le début de la révolution paysanne, marquée par un mouvement de récupération des terres s'étendant rapidement, spontanément, à l'ensemble du pays. « Sans chefs nationaux, sans plan, impulsée par sa propre force sociale mise en mouvement dans l'ensemble du pays, l'initiative des paysans armés était en train de résoudre le problème de la terre d'en bas, avec ses propres méthodes claires et directes, sans attendre ni lois ni décrets¹. » Ainsi commença la révolution mexicaine.

La thèse de la révolution interrompue

On peut aussi bien exposer d'emblée la grille de lecture qui permet de comprendre le processus de la révolution mexicaine. Et le mieux est de citer Gilly : « La conception prolétarienne et marxiste dit que la révolution mexicaine est une révolution interrompue. Avec l'irruption des masses paysannes et de la petite bourgeoisie pauvre, elle s'est développée initialement comme révolution agraire et anti-impérialiste pour acquérir un caractère empiriquement anticapitaliste porté par les initiatives d'en bas et malgré la direction bourgeoise et petite-bourgeoise dominante. En

l'absence de direction prolétarienne et de programme ouvrier, elle dut s'interrompre à deux reprises : en 1919-1920 d'abord, puis en 1940 sans pouvoir atteindre une issue socialiste ; mais en même temps, sans que le capitalisme réussisse à mettre les masses en déroute en leur retirant leurs conquêtes révolutionnaires fondamentales. Il s'agit pour cette raison d'une révolution permanente dans la conscience et l'expérience des masses². »

Cette conceptualisation permet d'abord de comprendre pourquoi le régime qui s'est instauré à l'issue de la révolution a dû revêtir cette forme bonapartiste corporatiste si particulière au lieu d'exprimer « directement et sans médiation la domination de la bourgeoisie, semblable à celle que Carranza tenta avec ténacité d'imposer et que Madero rêva d'établir³. » Il s'agit maintenant d'utiliser cet outil conceptuel pour présenter brièvement les principales étapes de la révolution mexicaine.

Zapata : la clé

Le mouvement zapatiste est né dans l'Etat de Morelos, voisin de la capitale, où perdurait une forte tradition d'exploitation communautaire de villages constamment confrontés aux exigences des grandes entreprises sucrières. Au départ, Zapata s'engage dans le soutien à Madero et la mobilisation armée du mouvement zapatiste contribue, on l'a vu, à l'accession de celui-ci au pouvoir. Mais les Accords de Ciudad Juárez ont oublié complètement le point essentiel, aux yeux de Zapata, à savoir celui de la terre. Et, dès son arrivée à la présidence, la principale préoccupation de Madero est de stabiliser le pouvoir rénové de la bourgeoisie, en désarmant les armées paysannes et en affrontant celles de Zapata après avoir vainement cherché à négocier avec lui et à le

neutraliser.

Le 6 novembre 1911, Madero entre officiellement en fonction : le 28 novembre est signé le Plan de Ayala qui constitue la charte essentielle du mouvement zapatiste et aujourd'hui encore, la référence des mouvements paysans. Les deux aspects essentiels de ce plan sont les suivants : « Le premier point exige la nationalisation de tous les biens des ennemis de la révolution, ce qui désigne l'ensemble des propriétaires fonciers et des capitalistes du Mexique. Le second, qui va au-delà de l'aide jacobine petite-bourgeoise, qui de fait transcende le cadre juridique bourgeois et possède un contenu objectif anticapitaliste, indique que les paysans dépossédés de leurs terres les récupéreront immédiatement, autrement dit en exerçant leur propre pouvoir. Cette propriété serait défendue "à tout prix, les armes à la main". Et ce serait aux propriétaires fonciers après le triomphe de la révolution de se présenter devant les tribunaux spéciaux afin de faire valoir leurs droits sur les terres ainsi occupées et récupérées⁴. »

C'est là la pierre d'achoppement du zapatisme qui marque son contenu de classe : on récupère les terres d'abord, on régularise ensuite avec une présomption de légitimité à la propriété paysanne. Tous les plans bourgeois auront pour trait commun de raisonner à l'inverse : on dépose les armes et ensuite, on distribue la terre. La force historique de la figure de Zapata est qu'il n'a jamais accepté de transiger sur ce principe. La seconde caractéristique du zapatisme, à la différence du villisme, concerne son projet communautaire susceptible de s'intégrer dans un processus de transformation socialiste. Pour les paysans de l'armée de Villa, la plupart du temps des *peones* ayant quitté les haciendas, l'idéal social est relativement simple et se résume finalement à l'obtention d'un lopin de terre capable d'assurer la subsistance d'une exploitation familiale. Il s'agit donc d'un projet flou et en

porte à faux par rapport à la dynamique du capitalisme et au développement des forces productives. Par contre, la dimension communautaire du projet zapatiste lui donne des virtualités sociales complètement différentes en ce sens qu'il pourrait s'articuler avec un processus de transformation socialiste. Il s'agit ici d'un point programmatique essentiel qui concerne la définition d'une alliance ouvriers-paysans réussie et constitue un enjeu central.

Un pense-bête pour s'y retrouver dans l'histoire de la révolution

Au risque de résumer et de schématiser horriblement, cette petite parenthèse voudrait servir de point de repère, utile provisoirement, pour ne pas trop se perdre dans les méandres de la révolution mexicaine.

On peut distinguer trois tendances. La première est constituée par les radicaux-paysans, Zapata dans la région du Centre, Villa dans la région du Nord avec les différences déjà brièvement signalées. A l'autre extrême, on trouve les partisans de la mise en place d'un pouvoir bourgeois classique assorti de réformes minimales : ce courant sera incarné par Huerta, puis, d'une manière moins brutale, par Carranza. Entre les deux, ceux qui comprennent qu'il est nécessaire de trouver une forme spécifique de domination de la bourgeoisie face à l'explosion paysanne et à la montée du mouvement ouvrier, ce sera l'orientation politique d'Obregón, tandis que Carranza représentera une position intermédiaire qui se révélera finalement non viable.

Les dix ans qui vont de 1910 à 1920 peuvent s'analyser comme un conflit mouvant mettant en jeu trois formules politiques dont deux apparaîtront progressivement incapables d'apporter des réponses complètes et stables aux

questions ouvertes par la révolution et dont la troisième forgera progressivement un système de gouvernement et une forme d'Etat qui conditionnent encore aujourd'hui la réalité mexicaine. Le fait que la plupart des dirigeants de la période ont fini assassinés ne relève pas en réalité d'un folklore mexicain un peu facile ; chacun de ces meurtres est venu marquer, quelquefois après coup, l'épuisement historique, au moins provisoire, d'un projet. De la même façon, la plupart des péripéties militaires revêtent en réalité une signification politique et s'expliquent essentiellement par l'état des rapports de forces sociaux, plutôt que par des facteurs exclusivement militaires. Certaines batailles, comme certains meurtres, revêtent une signification politique extrêmement précise et constituent autant de points de repère dans l'histoire de la révolution dont on va maintenant entamer la description événementielle.

Les paysans prennent la capitale

La présidence de Madero ne réussira pas à résoudre les problèmes qui lui étaient posés, à savoir stabiliser un pouvoir bourgeois et liquider l'abcès zapatiste. Cette incapacité conduit à son assassinat en février 1913 et au coup d'Etat de Victoriano Huerta qui représente un retour à une dictature sans perspectives historiques. Ce coup de force fait rebondir la confrontation à l'intérieur de la bourgeoisie : face à la réaction brutale de Huerta se lèvent les armées constitutionnalistes, dont la figure de proue politique est Venustiano Carranza et la force réelle la division du Nord de Pancho Villa : « A la différence du zapatisme, la division du Nord, c'est-à-dire l'armée villiste, au moment de ses plus grandes victoires militaires contre l'armée fédérale, n'était pas politiquement indépendante de la direction bourgeoise de

la révolution... Mais elle conquiert dans les faits une indépendance militaire croissante qui manifestait la nécessité d'indépendance. politique qu'exprimait confusément la base paysanne de la division du Nord. Cette nécessité n'aurait jamais trouvé une façon de s'exprimer sans la présence de l'armée zapatiste au sud. La conjonction entre l'armée paysanne qui descendait violemment du nord, dirigée par Villa, et l'armée paysanne dirigée par Zapata qui, depuis le sud, menaçait la ville de Mexico, était un fait prévisible que redoutaient les dirigeants bourgeois et petits-bourgeois de la révolution... Ceux-ci sentaient que non seulement tomberait le gouvernement de Huerta contre lequel ils combattaient, mais qu'en même temps, leur propre perspective de classe allait être exposée à une menace dont la portée était difficile à prévoir... L'histoire de la division du Nord est l'histoire militaire et sociale de la manière dont les masses paysannes organisées frayèrent leur voie et en arrivèrent à contrôler presque tout le territoire du pays⁵. »

Ainsi se répète l'histoire du soulèvement de Madero : le Plan de Guadalupe, qui sert de programme à l'armée constitutionnaliste de Carranza, ne contient rien quant à la terre et aux réformes sociales, alors qu'une aile radicale souhaitait voir incorporer de telles mesures. Là encore le refus de Carranza symbolise cette défiance vis-à-vis des armées paysannes d'une direction bourgeoise qui, en même temps, a besoin de les utiliser. Mais cette fois encore, le dynamisme de l'armée de Villa va échapper au contrôle politique de Carranza.

L'armée de Villa est créée le 29 septembre 1913 et se lance à l'assaut des places fortes de l'armée fédérale : en octobre, elle s'empare de la ville de Torreón, important centre ferroviaire. Après avoir vainement entamé le siège de Chihuahua, Villa remonte au nord et prend par surprise la ville frontrière de Ciudad Juárez, assurant ainsi ses arrières. Il défait les troupes

fédérales le 23 novembre dans la bataille de Tierra Blanca, prend Chihuahua sans combat et remporte la nouvelle victoire de Ojinaga. L'irrésistible marche sur la capitale est alors ouverte à partir de Torreón reprise en avril 1914.

Ces extraordinaires succès militaires reposent sur la mobilisation de l'énergie et des espoirs des masses paysannes. « En apparence, c'est le désordre absolu. Mais dans l'action, au-delà de cet apparent désordre, existe un ordre supérieur à n'importe quel règlement militaire. C'est l'ordre instauré par la volonté et l'objectif communs qui guide les paysans organisés en armée : la victoire signifie les terres : après la révolution, il n'y aura plus de riches et de pauvres, quand nous vaincrons, nous serons tous égaux et vivrons en paix. Nous aurons la terre et il n'y aura plus d'exploiteurs. C'est sur ce ressort profond de la volonté paysanne que s'appuie l'autorité de Pancho Villa pour unifier en sa volonté militaire de victoire, celle de tous. Il peut le faire mieux que quiconque parce qu'il est lui-même un paysan, il est la synthèse de toutes les qualités et traits de caractère, des désirs et projets de ses hommes. C'est de cette façon que la capacité d'organisation de Villa peut faire de cette masse d'hommes en armes la meilleure armée de la révolution mexicaine⁶. »

Effectivement, tout le monde sent bien en mai 1914 que rien ne saurait empêcher l'entrée triomphale de Villa dans la capitale. Et c'est bien ce que voulait éviter Carranza qui donne l'ordre à Villa de rester à Torreón et de se borner à envoyer des troupes réduites pour aider à la prise de Zacatecas. Refusant de se plier à ses ordres, Villa impose finalement sa décision et prend lui-même la ville de Zacatecas le 23 juin 1914. Disposé à reprendre sa marche en avant, Villa se voit de nouveau arrêté par un véritable embargo en charbon et munitions organisé par Carranza lui-même. La rupture ne sera pas consommée complètement ; au contraire le pacte de Torreón entre Carranza, Villa, avec la médiation

des représentants des deux autres armées constitutionnalistes vient résoudre le conflit. Ce pacte contient une clause imposée par Villa et où l'on retrouve l'influence magoniste du général Villareal qui indique bien la tendance au dépassement des revendications purement démocratiques bourgeoises. « Le conflit actuel étant une lutte des déshérités contre les abus des puissants (...), les divisions du Nord et du Nord-Est s'engagent solennellement à combattre jusqu'à ce que disparaisse complètement l'armée fédérale qui sera remplacée par l'armée constitutionnaliste ; à mettre en place dans notre pays le régime démocratique ; à procurer le bien-être des ouvriers ; à émanciper économiquement les paysans en réalisant une juste répartition de terres ou selon d'autres moyens tendant à la solution du problème agraire. »

En réalité, ce pacte est un moyen pour Carranza de gagner du temps et d'obtenir que ce soit l'armée du Nord-Ouest, dirigée par Obregón, qui entre la première à Mexico, ce qu'elle fera le 15 août 1914 après une époustouflante marche forcée. Carranza y établit son gouvernement quelque temps après. Mais il ne représente pas pour autant une solution stable. Alors que Zapata a renforcé son emprise en s'emparant de Cuernavaca, la chute de Huerta et la destruction de l'armée fédérale ouvrent une situation à l'issue incertaine : ce sont les masses paysannes qui ont remporté cette victoire et celle-ci déclenche un mouvement gigantesque d'occupation des terres et de mise en culture.

Entre les vainqueurs de Huerta va s'établir une ligne de partage avec Carranza et Obregón d'un côté, Villa et Zapata de l'autre, floue au départ. En témoigne cet épisode sidérant où Obregón va rendre une visite exploratoire à Villa au cœur de son état-major de Chihuahua, afin de tester le rapport de forces. Villa, découvrant le double jeu d'Obregón, traîne celui-ci devant un peloton d'exécution, puis hésitant, change d'avis

et l'invite à dîner. L'avantage reste cependant au camp paysan et cette supériorité va se concrétiser avec la Convention d'Aguascalientes d'octobre 1914, conçue au départ pour redéfinir un *modus vivendi* entre Carranza, Obregón et Villa.

Mais l'arrivée de la délégation zapatiste, le 27 octobre, va en modifier profondément le sens et la portée : la jonction entre la puissance militaire de Villa et le programme de Zapata se réalise et la convention se trouve brusquement déportée vers la gauche, l'aile la plus radicale des carranzistes contribuant à ce basculement. Le Plan de Ayala est approuvé dans sa quasi-totalité.

La convention s'étant déclarée souveraine, le pouvoir de Carranza comme chef de l'exécutif est remis en cause et Eulalio Gutiérrez est désigné comme président par la convention. Carranza quitte la capitale et Obregón laisse la place libre le 24 novembre 1914 à l'Armée de libération du Sud de Zapata. Le 3 décembre, c'est l'armée de Villa qui pénètre dans la capitale. Les armées paysannes contrôlent le pays et leurs états-majors s'installent au Palais national.

Cette période de la révolution mexicaine offre un spectacle extraordinaire. Villa et Zapata passent leurs troupes en revue des balcons du Palais national, se font photographier dans le fauteuil présidentiel mais, en réalité, ils ne savent que faire de ce pouvoir qu'ils occupent. La bourgeoisie est battue mais le prolétariat est absent en tant que force politique indépendante et les dirigeants paysans ne peuvent donner un contenu de classe spécifique au gouvernement à qui ils remettent de fait le pouvoir. Ce vide devant être rempli, c'est Obregón qui saura l'occuper après avoir fondé un système de domination de la bourgeoisie adapté à cette genèse mouvementée. Mais le mois de décembre 1914 reste pour la bourgeoisie un cauchemar dont elle saura mesurer rétrospectivement la portée ; l'un de ses axes politiques

constants sera d'empêcher la convergence entre luttes paysannes et mouvement ouvrier organisé. Conséquence logique de cette incapacité à occuper le pouvoir : Zapata retourne dans l'Etat de Morelos, tandis que Villa combat dans le centre du pays. Dans ces conditions, Obregón peut, en partant de Veracruz, reprendre Puebla et, finalement, à la fin de janvier 1915, occuper la capitale.

« Ainsi sont définitivement consommés la séparation militaire entre le villisme et le zapatisme et leur échec à maintenir le pouvoir paysan au centre politique du pays. Mais cet échec ne se conclut pas par l'entrée d'une armée contre-révolutionnaire (...) mais d'une armée qui représente l'aile centriste de la révolution, qui ne vient pas massacrer les masses mais leur faire des concessions et, pour vaincre par les armes, a dû radicaliser son programme en fonction des objectifs de ses ennemis, y compris en leur donnant une expression formelle plus limitée mais plus claire⁷. »

La loi de réforme agraire du 6 janvier 1915, même si elle ouvre la porte à un vaste mouvement d'appropriation de terres par les officiers, fonctionnaires et politiciens constitutionnalistes, n'en constitue pas moins une concession d'importance aux masses et montre bien que la direction Carranza-Obregón a parfaitement compris que la répression directe n'est pas le moyen approprié d'asseoir son pouvoir. Rien n'est encore complètement joué.

Le reflux

Deux faits d'importance marquent l'année 1915. Le premier est le ralliement de la Maison de l'ouvrier mondial au pouvoir constitutionnaliste, d'où naissent alors les Bataillons rouges – dont l'importance sera plus politique que militaire – qui viendront appuyer l'offensive obregoniste contre les armées

paysannes. Ce ralliement constitue une date évidemment fondamentale pour l'évolution ultérieure du mouvement ouvrier mexicain et il convient d'en bien comprendre les déterminations : « Une fois de plus, le facteur déterminant de cette décision ne fut pas l'habileté d'Obregón, ni la tendance des bureaucrates à soumettre les syndicats au gouvernement bourgeois, mais plutôt le fait que les directions paysannes manquaient de tout programme national qui représente ou reflète les intérêts de la classe ouvrière ; et que les dirigeants anarcho-syndicalistes radicaux, qui voyaient en ce pacte une soumission à la bourgeoisie, n'offraient aucune alternative de classe, aucune issue organisationnelle pour un programme ouvrier. Dans ce contexte, ils ne comprenaient pas non plus la nécessité d'opposer au pacte avec la bourgeoisie l'alliance avec les paysans sur la base d'un programme ouvrier et se limitaient à refuser le pacte à partir de déclarations abstraites sur la future "révolution sociale". Au contraire, même de manière réformiste, apparaissaient dans le camp constitutionnaliste, à travers son aile radicale petite-bourgeoise, des revendications ouvrières et, pour le prolétariat, une perspective d'organisation, d'influence et de conquêtes futures. C'est pourquoi les accusations de "réactionnaire" qu'adressait Obregón au villisme pouvaient avoir un écho et n'apparaissaient pas comme de simples invectives, surtout en raison de la politique, en partie démagogique mais indispensable au renforcement de son armée, que le même Obregón avait suivie vis-à-vis des classes possédantes de la ville de Mexico et qui, affectant leurs intérêts, du moins immédiats, contrastait avec la paralysie du gouvernement de la convention qui était apparu comme le représentant au pouvoir de Villa et Zapata⁸. »

Le second tournant est constitué par la défaite finale de Villa au cours des quatre batailles dites du Bajío qui s'échelonnent d'avril à juin 1915. Dans la foulée, le pouvoir

carranziste se retourne contre ses autres ennemis déclarés ou potentiels. La Maison de l'ouvrier mondial est mal payée de retour et la grève générale qu'elle organise en juillet 1916 est un échec complet. Partout dans le pays, la répression s'exerce contre ceux qui prennent trop à la lettre les promesses révolutionnaires ; dans l'Etat de Sonora, le général Calles s'illustre par une répression particulièrement brutale à l'encontre de la tribu Yaqui qui avait appuyé le mouvement d'Obregón dans l'espoir de récupérer ses terres. Cependant ce retour « à la normale » admettait des limites assez étroites que l'Assemblée constituante de Querétaro allait révéler. Cette Assemblée, inaugurée le 21 novembre 1916 et dont devait sortir quelques semaines plus tard la Constitution de 1917, évolua selon un scénario comparable à la Convention d'Aguascalientes. La discussion démarra à partir d'un projet envoyé par Carranza, projet timide qui n'était qu'une simple mise à jour de la Constitution libérale de 1857. Mais ce projet fut rapidement bousculé par la majorité jacobine du congrès, impulsée par Múgica qui donna à la Constitution une tonalité radicale qui s'exprime particulièrement en quatre articles.

L'article 3 concerne l'éducation et l'article 130 la nationalisation des biens de l'Eglise. Mais les plus importants sont l'article 27 sur la terre, et l'article 123 sur le droit du travail. L'article 27 déclare « nulles toutes les expropriations réalisées sous le régime de Porfirio Díaz et affirme le caractère premier de la propriété nationale sur le sol et le sous-sol, la propriété privée et les concessions n'étant que des formes dérivées ». Ce même article prévoit deux formes constitutionnelles de propriété : *l'ejido*, qui représente une forme moderne d'exploitation collective, et la petite propriété privée dont la Constitution définit les limites ; autrement dit, la grande propriété foncière est déclarée anticonstitutionnelle. Enfin, est ouverte la possibilité d'une réforme agraire : « Les groupes de population qui ne

disposent pas d'*ejidos* ou ne peuvent obtenir leur restitution faute de titres de propriété (...) seront dotés de terres et d'eaux suffisantes pour les constituer, en fonction des besoins de sa population, et à cet effet sera exproprié, sur le compte du gouvernement fédéral, le terrain nécessaire. » L'article 123 constitue un texte extrêmement avancé en matière de législation du travail. Il prévoit notamment la journée de huit heures de travail (sept heures de nuit), l'interdiction du travail de nuit, dangereux ou insalubre pour les femmes et les moins de seize ans, l'interdiction du travail des moins de douze ans et un maximum de six heures par jour entre douze et seize ans, un jour de repos hebdomadaire obligatoire, un mois de repos après un accouchement, un salaire minimum (« celui qui peut être considéré comme suffisant, compte tenu des conditions de chaque région pour satisfaire les besoins normaux de la vie de l'ouvrier, pour son éducation et ses distractions honnêtes ») ; à travail égal, salaire égal sans distinction de sexe et de nationalité ; droit d'association et de formation de syndicats ouvriers (ou patronaux) et droit de grève ; interdiction des licenciements sans cause justifiée. Malgré ce caractère extrêmement avancé, la Constitution de 1917 reste évidemment bourgeoise et son application restera en grande partie lettre morte. Mais, à sa façon, elle témoigne de l'avancée des masses et de la nécessité pour la bourgeoisie de réaliser des concessions permettant de l'absorber. D'ailleurs, Carranza tentera, dans les mois qui suivent, de réformer cette Constitution en ses quatre articles les plus radicaux. Après l'assemblée de Querétaro s'ouvre une période incertaine durant laquelle la position dominante de Carranza va s'épuiser dans la lutte pour éliminer l'abcès zapatiste et freiner l'application de la Constitution.

La Commission agraire nationale ne distribuera que 180 000 hectares et la répression contre le mouvement ouvrier, avec la fermeture de la Maison de l'ouvrier mondial, ôtera au

gouvernement un soutien possible. Au contraire, les grèves et conflits ouvriers se multiplieront en 1918 et 1919. Le 10 avril 1919, Zapata est tué dans un guet-apens sans que ceci ne résolve en rien le problème d'un pouvoir bourgeois de nouveau en porte à faux.

Annoncée au milieu de l'année 1919, la candidature d'Obregón à la présidence va rapidement polariser une nouvelle formule de pouvoir qui va se préciser durant l'année 1920 avec le soutien de la majorité des officiers, des successeurs de Zapata, de la Confédération régionale des ouvriers mexicains (CROM *) et du Parti du travail créés par Luis Morones. Le soulèvement obregoniste est rapidement vainqueur ; Carranza abandonne la capitale le 7 mai et sera assassiné deux semaines plus tard. Huerta, président intérimaire, obtient peu après la reddition de Villa qui avait jusque-là continué ses combats dans la région de Chihuahua. En échange, lui est offert un ranch où il vivra encore trois ans avant d'être finalement assassiné.

La défaite de Carranza représente l'échec de la troisième tentative, après celles de Madero et Huerta, de liquider la révolution et de stabiliser un pur régime démocratique bourgeois. Elle constitue un semi-succès des masses, empêchant la bourgeoisie de recueillir tous les fruits des défaites passées et imprimant ainsi un caractère bonapartiste au régime de la bourgeoisie. La période qui sépare l'élection à la présidence d'Obregón le 1^{er} décembre 1920, de celle de Cárdenas en 1934, marque un certain retour de balancier avec Plutarco Elías Calles : celui-ci sera président de 1924 à 1928. En 1928, Obregón est réélu puis assassiné et de 1928 à 1934, période dite du *maximato*, Calles exerce de fait le pouvoir et organise le Parti national révolutionnaire (PNR *), première version du parti officiel. De 1926 à 1929, il est confronté au mouvement des Cristeros, soulèvement paysan organisé par l'Eglise face à la politique anticléricale du gouvernement. Puis

c'est la crise mondiale avec ses répercussions sur le Mexique ; la nécessité d'une refondation du système de domination se fait sentir de manière croissante et ce sera l'une des tâches historiques de Cárdenas.

Le but de ce chapitre aura été atteint s'il fournit les points de repère suffisants pour comprendre à quel point la révolution mexicaine et le régime auquel elle a donné naissance sont des phénomènes spécifiques. Ce terme ou son équivalent latin *sui generis*, cher aux trotskystes, va revenir constamment dans la suite de ce livre.

A de nombreux titres, cette révolution n'a en effet pas d'équivalents : une dictature bourgeoise, son Etat, son armée détruits par des armées paysannes, l'impossibilité de restaurer un Etat et un gouvernement bourgeois classiques, une réforme agraire qui, surtout avec Cárdenas, constituera un processus de redistribution des terres sans comparaison en Amérique latine, sinon avec la réforme agraire bolivienne de 1952 et évidemment les expériences de Cuba et du Nicaragua, un mouvement ouvrier dont on verra comment, dès sa naissance, il est lié à l'Etat bourgeois.

A ceux qui, à juste titre, resteront sur leur faim à l'issue de ce chapitre forcément expéditif, on ne peut que recommander de se plonger dans *la Revolución interrumpida*, d'Adolfo Gilly, qui mériterait bien une traduction. En langue française, trois livres, tous édités chez Maspero, sont intéressants à titres divers : le *Zapata* de Womack est un récit minutieux de la révolution vue à l'intérieur du mouvement zapatiste ; le *Mexique insurgé*, de John Reed, est un témoignage passionnant sur l'avancée de l'armée de Villa, dont a été tiré par ailleurs un film remarquable. Enfin, *l'Histoire de la révolution mexicaine*, de Jesús Silva Herzog, offre une présentation plus événementielle, bien documentée, mais assez proche d'une lecture officielle et, de ce fait, manquant la plupart du temps d'un point de vue de classe élémentaire.

1

Gilly Adolfo, *La Revolución interrumpida*, éd. El Caballito, 1971, p. 47.

2

Id., *ibid.*, p. 398.

3

Gilly, *Interpretaciones de la Revolución mexicana*, éd. Nueva Imagen, 1985, p. 51.

4

Id., *La Revolución interrumpida*, p. 64.

5

Id., *ibid.*, p. 87-88.

6

Id., *ibid.*, p. 96.

7

Id., *ibid.*, p. 177.

8

Id., *ibid.*, p. 184-185.

2. Le cardénisme

Le sexennat de Cárdenas représente, après la décennie révolutionnaire, une période tout à fait essentielle dans le processus de constitution du système politique mexicain et, en même temps, d'une certaine manière, la réouverture du processus révolutionnaire. Lors des élections de 1934, Lazaro Cárdenas semblait être le candidat naturel du Parti national révolutionnaire de Plutarco Elías Calles. En fait, cette candidature signifie une évolution à gauche que l'on peut expliquer de la manière suivante : à l'intérieur du parti, une aile radicale s'accommode mal du glissement dirigé par Calles vers une forme de pouvoir autour du *Jefe Máximo* (chef suprême) et de l'abandon des soutiens populaires, ouvrier et paysan. Or, les effets de la crise économique mondiale rendent d'autant plus nécessaire de revivifier les liens forgés par Obregón avec le mouvement ouvrier et d'accorder des concessions significatives à des paysans qui menacent de reprendre la lutte armée pour la terre et la liberté. En 1933, Morones, ex-ministre du Travail de Calles et dirigeant de la CROM, s'oppose à la candidature de Cárdenas. A la suite d'une scission se constitue alors la Confédération générale des ouvriers et paysans (CGOCPM *) qui, au contraire, appuie une telle candidature. Ce basculement de la nouvelle centrale dirigée par Vicente Lombardo Toledano, la politique de Cárdenas comme gouverneur de l'Etat du Michoacán, sa référence à la nécessité d'une « éducation socialiste » contribuent à donner à cette candidature une allure radicale. De son côté, le Parti communiste mexicain (PCM *), qui

caractérise le régime de Calles comme fasciste, ne voit aucune raison de modifier cette analyse en face de la candidature de Cárdenas clairement inscrite dans la continuité.

Le tournant important va être pris avec la rupture entre Calles et Cárdenas et l'appui que ce dernier va chercher et trouver auprès des masses. L'un des thèmes constants de la politique cardéniste est, en effet, celui de l'organisation des masses : dès son arrivée à la présidence à la fin de 1934, son action va être tout entière tournée en ce sens et va déclencher un double basculement. Le premier se réalise à l'intérieur du parti au pouvoir : en juin 1935, depuis sa résidence de Cuernavaca, Calles, en principe à la retraite, multiplie les mises en garde puis les menaces à l'égard du nouveau gouvernement. Le 12 juin 1935, fonctionnaires et hommes politiques opposés à Cárdenas font le voyage à Cuernavaca. Une semaine plus tard, le gouvernement est remodelé, les gouverneurs et ministres douteux destitués et Calles a pris le chemin de l'exil californien. Entre-temps, et c'est le second basculement de cette semaine, s'était constitué le Comité national de défense prolétarien, formalisant ainsi des contacts pris depuis plusieurs mois entre diverses organisations syndicales. Il regroupe la CGOCM de Lombardo, la Confédération syndicale unitaire du Mexique (CSUM *), les syndicats des électriciens et des cheminots, laissant évidemment à l'écart la CROM, de même que la Confédération générale des travailleurs (CGT *), petite centrale au départ d'inspiration anarcho-syndicaliste. Le revirement important concerne essentiellement la CSUM, centrale liée au Parti communiste mexicain : il anticipe sous la pression des circonstances le tournant pris par le VII^e Congrès de l'Internationale communiste, en juillet-août 1935. Le PC passe à une politique de soutien à Cárdenas et, dans le domaine syndical, la perspective de la constitution d'une centrale unique entre dans le domaine du possible. Cette dialectique

entre l'appui à Cárdenas contre les menaces de Calles et l'unification du mouvement syndical va s'approfondir tout au long de l'année 1935. Le 22 décembre, une gigantesque manifestation ouvrière parcourt la capitale pour marquer son soutien à Cárdenas. Du balcon du Palais national, celui-ci insiste très fermement sur sa volonté de mener à bien sa politique de réformes ; cette mobilisation marque la défaite définitive de Calles et de son relais ouvrier, Morones. La dynamique ainsi enclenchée va être réaffirmée lors d'un conflit avec les patrons de Monterrey durant le mois de février 1936, au cours duquel Cárdenas va mettre tout son poids dans la balance du côté ouvrier. Du 21 au 24 du même mois se tient le congrès de fondation de la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM *), qui rassemble tous les courants syndicaux regroupés auparavant au sein du Comité de défense. Cette dynamique va déboucher sur la multiplication des conflits sociaux face auxquels la philosophie de Cárdenas est la suivante : « Le gouvernement s'est efforcé de mener une politique en faveur des ouvriers, cherchant en premier lieu à favoriser l'organisation des travailleurs et leur unification, mais en respectant toujours, comme dans le cas de la réforme agraire, les orientations définies par la Constitution en son article 123 et par les principes généraux qui sont considérés comme les bases du mouvement progressiste. En effet, on ne peut nier que le régime de droit prérévolutionnaire avait mis en place un système juridique défavorable aux travailleurs. L'une des caractéristiques de cette nouvelle période est de s'efforcer de corriger ce déséquilibre, aussi bien au moyen des lois en cours de rénovation que de son action politique et administrative.

« Dans les secteurs contre-révolutionnaires, on voudrait voir les activités syndicales violemment réprimées, mais cette attitude est inadmissible matériellement et moralement pour un gouvernement qui se refuse à provoquer des déchirures

mais, au contraire, cherche à favoriser une évolution ininterrompue¹. »

La vision de Cárdenas est donc celle d'un Etat appuyant les revendications des travailleurs contre les patrons, afin de rétablir l'équilibre dans le jeu de la lutte des classes, tout en la maintenant dans des limites raisonnables. Dans une allocution devant les patrons de Monterrey, en février 1936, il expose cette politique en quatorze points, dont voici les quatre premiers :

« 1. Nécessité d'établir la coopération entre le gouvernement et les facteurs intervenant dans la production pour résoudre en permanence les problèmes propres aux relations ouvriers-patrons à l'intérieur de notre régime économique.

2. Intérêt national d'appuyer la création d'une centrale unique des travailleurs de l'industrie qui mette fin aux luttes de factions nocives aussi bien pour les ouvriers, les patrons que pour le gouvernement.

3. Le gouvernement est l'arbitre et le régulateur de la vie sociale.

4. Garantie de ce que les revendications des travailleurs seront toujours examinées à l'intérieur des marges offertes par les possibilités économiques des entreprises. »

Cette conception se combine avec une dimension nationaliste pour déboucher sur la nationalisation de deux industries-clés où, depuis Porfirio, le capital étranger était prépondérant : les chemins de fer et l'industrie pétrolière. Cependant celle-ci n'avait pas été programmée et c'est le développement de la lutte des classes qui va conduire à cette issue. Là encore, le point de départ est la construction de l'organisation syndicale ; le Syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine (STPRM *) est fondé au début de 1936. A la fin de l'année est mis sur pied un projet de contrat collectif et un corps de revendications que les

compagnies rejettent parce qu'elles excèdent, pour reprendre les termes de Cárdenas, les « possibilités économiques des entreprises ».

Ce dernier obtient un délai de quatre mois, durant lequel le syndicat s'engage à ne pas déclarer la grève et à explorer toutes les possibilités de solution négociée. Les concessions des compagnies ne suffiront pas et la grève générale du pétrole éclate le 28 mai 1937. Nouvelle intervention de l'Etat : Cárdenas demande à la CTM de renoncer à son projet de grève générale de soutien, ce qu'elle accepte de faire, expliquant qu'une telle action causerait de sérieux dommages à l'économie et de graves difficultés au gouvernement. La Junte de conciliation et d'arbitrage rend un rapport dont l'idée générale est que les compagnies peuvent payer. Suivent plusieurs mois de péripéties juridiques ; le 16 mars, la compagnie fait une nouvelle concession. Le 18 mars 1938, la grève se déclenche de nouveau et, le jour même, le président décrète l'expropriation (avec indemnités) des biens de toutes les compagnies pétrolières.

Cette décision fut un véritable coup de tonnerre ; on peut dire qu'elle marquait le premier geste de défi ouvert adressé par un pays semi-colonial à l'ensemble des grandes puissances impérialistes qui se partageaient les concessions pétrolières. Ces compagnies avaient cru à tort que le soutien apporté par Cárdenas aux revendications syndicales était de sa part une preuve de faiblesse, alors que le régime tirait de la mobilisation des masses sa force essentielle : face aux menaces de fuites de capitaux, celles-ci répondirent par les gigantesques manifestations du 23 mars 1938. Le général Múgica, principal artisan de la nationalisation, avait, au côté de Cárdenas, correctement évalué par ailleurs les risques d'intervention de la part des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, dont les intérêts avaient été les plus touchés. Dans ses notes, Cárdenas écrivait : « Nous avons pris également en

compte le fait qu'apparaît la menace d'une nouvelle guerre mondiale, avec les provocations perpétrées par l'impérialisme nazi-fasciste, et que ceci les dissuadera d'attaquer le Mexique, dans le cas où serait décrétée l'expropriation. »

Tout le monde n'avait pas cette perspicacité. A la même période, l'hebdomadaire du Front populaire français, *Marianne*, accusait Cárdenas d'avoir œuvré de concert avec Trotsky « dans l'intérêt d'Hitler, dans le but de priver de pétrole les démocraties en cas de guerre² ». Tout cela parce que Cárdenas avait accueilli Trotsky comme un « hôte distingué », à la grande colère des staliniens et que Múgica était l'ami de Trotsky ; à tel point que certains ont voulu attribuer à ce dernier la paternité du décret d'expropriation. En réalité, si Trotsky appelait à soutenir cette mesure « profondément progressiste d'autonomie nationale », il en marquait les limites en même temps qu'il donnait, en quelques lignes, une définition générale du système politique mexicain : « Dans les pays retardés industriellement, le capital étranger joue un rôle décisif. C'est l'une des raisons de la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale face au prolétariat national. Ceci crée des conditions spéciales d'exercice du pouvoir d'Etat. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital domestique, entre une bourgeoisie nationale faible et un prolétariat relativement puissant. Cela donne à l'Etat un caractère bonapartiste *sui generis*, un caractère spécifique. Il l'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. De fait, l'Etat peut gouverner soit comme un instrument au service des impérialistes, du capital étranger, soumettant le prolétariat à une dictature policière ou alors il peut manœuvrer avec le prolétariat et y compris lui faire des concessions jusqu'à obtenir ainsi la possibilité d'une certaine liberté par rapport aux capitalistes étrangers. La politique actuelle [du gouvernement mexicain] est du second type : ses conquêtes les plus avancées sont

l'expropriation des chemins de fer et de l'industrie pétrolière. Ces mesures restent complètement à l'intérieur de la sphère du capitalisme d'Etat³. »

Il sera bien sûr utile de revenir sur la caractérisation du cardénisme, mais il convient auparavant d'en décrire les deux autres volets : l'éducation socialiste, et surtout la réforme agraire. Cette notion d'éducation socialiste illustre à la perfection la conception cardéniste d'un passage graduel au socialisme organisé d'en haut par un Etat éclairé dans lequel l'éducation des masses joue un rôle central. Le lien avec les nationalisations du pétrole et des chemins de fer doit être souligné car elles ont rapidement posé des problèmes quant au remplacement des cadres et donné lieu à un important débat – et à beaucoup de discours – sur la gestion ouvrière. Dans un discours célèbre, Cárdenas avait d'ailleurs menacé une assemblée de patrons, les avertissant que leurs usines seraient données aux ouvriers si leur travail de patron n'était pas fait correctement. L'une des pièces maîtresses sera la fondation de l'Institut polytechnique national pour former les techniciens du secteur nationalisé. Mais, plus fondamentalement, l'éducation socialiste est conçue comme fournissant aux masses les moyens de leur émancipation et « préparant le matériel humain » nécessaire à l'approfondissement de la révolution. Dès décembre 1934, l'article 3 de la Constitution est ainsi rerédigé : « L'éducation donnée par l'Etat sera socialiste et, de plus, exclura toute doctrine religieuse, combattra le fanatisme et les préjugés ; c'est pourquoi l'école organisera son enseignement et ses activités de manière à pouvoir faire naître dans la jeunesse une conception rationnelle et exacte de l'univers et de la vie sociale. »

Ces principes passent dans les faits. De nombreuses écoles se contruisent et, à travers le pays, notamment dans les campagnes, se répand un corps d'enseignants qui

fonctionnent comme « agitateurs sociaux » et, de ce fait, se trouvent exposés à des persécutions, à des assassinats. Les écoles où l'on chante *l'Internationale* constituent autant de centres de diffusion des idées prolétariennes, d'organisation des masses paysannes et, évidemment, de soutien au pouvoir central cardéniste. Dès 1945, la bourgeoisie obtiendra la suppression de l'éducation socialiste de la Constitution.

La réforme agraire

Celle-ci constitue l'un des piliers du système mis en place sous Cárdenas. C'est en effet au cours de son sexennat que va réellement intervenir la répartition de terres, motif principal du soulèvement paysan et des programmes de gouvernements successifs.

Près de dix-neuf millions d'hectares sont distribués et le gros de la propriété *ejidale* se met en place.

Ce tournant ne correspond pas seulement à la recherche d'une base sociale ou à des exigences de justice sociale. Ces dimensions sont certes présentes chez Cárdenas mais se combinent avec une caractéristique particulière : celui-ci, à la différence de ses prédécesseurs (et de ses successeurs), croit à la viabilité économique de *l'ejido*. Cette confiance repose, de nouveau, sur la conception de l'intervention salvatrice de l'Etat, empruntant cette fois la voie du système de crédit (*El Banco Ejidal*), conçu comme un organisme de financement des investissements des paysans, mais qui constitue en même temps un moyen de contrôle – et d'exploitation – du nouveau secteur *ejidal*.

En fait, cette période est extrêmement contradictoire, très diversifiée selon les régions et combine trois tendances :

- Le nouveau code agraire de 1934 permettait, contrairement aux lois agraires précédentes et au plan sexennal du Parti

national révolutionnaire (PNR *), aux *peones acasillados* de réclamer les terres de l'hacienda sur laquelle ils travaillaient. Cette disposition déclencha évidemment une vague de luttes très dures où le pouvoir central, là encore, devait à maintes reprises arbitrer les conflits en faveur des masses paysannes. Lors d'un discours de 1936, dans l'Etat de Jalisco, le président déclarait par exemple : « Nous mettrons entre vos mains, à vous autres paysans, tout ce qui sera nécessaire pour que vous soyez capables de vous défendre vous-mêmes contre les agressions dont vous êtes victimes. Des instructions ont été données aux chefs des zones militaires pour que, dès maintenant, ils organisent tous les paysans qui se trouvent dans une situation difficile ou menacés dans leur personne par nos ennemis⁴. »

– La réforme agraire contenait un butoir en ce sens que tout ex-propiétaire d'hacienda pouvait conserver une superficie allant jusqu'à 150 hectares correspondant au droit constitutionnel de la petite propriété inaliénable. De 610 000 unités en 1930, cette catégorie passa à 1 210 000 en 1940 et son développement allait dans le sens de la création d'une frange de petites exploitations capitalistes supposées plus dynamiques que les grandes propriétés.

– Enfin, dans toute une série de cas, des dispositions assez classiques dans de telles circonstances permettaient aux grands agrariens de conserver en fait leur propriété après l'avoir spontanément répartie auprès de prête-noms ou d'hommes de confiance.

Le paysage rural du Mexique est donc profondément transformé durant cette période tout en restant bien loin de la démocratie de petits paysans dont rêvait Villa : si l'on prend en compte les superficies cultivables, la moyenne par paysan passe de 3,6 à 5,75 hectares, ce qui fait peu à côté de la limite de 150 hectares assignée à la « petite propriété ». Cependant, parler comme le fait Gutelman de « miettes

nécessaires au maintien de la paix sociale » est réducteur et sous-estime le rôle durable de la propriété *ejidale* comme soutien du régime. Le terme *d'ejido* s'appliquait initialement aux biens fonciers à usage collectif appartenant aux communautés indiennes à l'époque coloniale. Aujourd'hui, il sert à désigner toute terre remise aux paysans, qu'elle soit destinée à l'usage individuel ou collectif. Mais la propriété *ejidale* obéit à des règles juridiques qu'il est important de décrire rapidement. *L'ejido* est une unité juridique et sociale constituée lors de la remise par le gouvernement de l'Etat d'une certaine surface de terre à un groupe de paysans producteurs. A l'intérieur de *l'ejido* – à l'exception des *ejidos* dits collectifs — , on procède à l'opération de fractionnement qui attribue à chaque membre de *l'ejido* une parcelle dont il a l'usufruit, mais dont il n'est pas juridiquement propriétaire. La parcelle ne peut être ni vendue ni, en principe, louée ; si la famille de *l'ejido* l'abandonne, elle retourne à la propriété communautaire. L'organisation de *l'ejido* est également conçue de manière coopérative et démocratique : l'instance suprême est l'assemblée générale mensuelle qui élit une sorte de conseil d'administration de trois membres jouissant d'un pouvoir important et juridiquement responsable d'occupations de terres que commettraient les membres de *l'ejido*. En pratique, ce sont aujourd'hui les relais du pouvoir, de la société de crédit *ejidale* et les organisateurs du soutien paysan au PRI.

Mais, pour revenir à l'époque de Cárdenas, la mise en place des *ejidos* avait une dynamique bien différente et représentait une solution, qui se révélera durable, à un problème social apparemment difficile : il s'agissait à la fois de faciliter la pénétration capitaliste dans l'agriculture et de constituer un cadre d'organisation des masses paysannes, dont la mobilisation était nécessaire pour démanteler la grande propriété terrienne. Dans les conditions de la société

mexicaine, la tâche traditionnelle de toute révolution bourgeoise qui consiste à faire sauter la rente foncière, obstacle à l'accumulation capitaliste, se posait de manière particulière, en ce sens que n'existait pas de bourgeoisie agraire susceptible d'investir dans le secteur agricole.

D'une certaine manière, l'option cardéniste constitue une sorte de troisième voie entre ce que Lénine appelait la voie *junker* et la voie *farmer*. La première évoque une transformation de la grande exploitation et son intégration graduelle à l'économie capitaliste : l'immobilisme socio-économique de l'hacienda et, bien sûr, le développement de la révolution avaient définitivement fermé cette voie. De la même façon, la voie *farmer*, caractérisée par la formation d'une petite propriété capitaliste engagée d'emblée sur la voie de la concentration et de la modernisation, était tout aussi impraticable.

La voie cardéniste a donc consisté à favoriser la mise en place d'une économie paysanne qui n'existait pas avant. De nombreux débats ont porté sur la nature de ce secteur, pour savoir s'il s'agit d'un mode de production spécifique et sur sa signification sociale. Sa caractéristique essentielle en tout cas sera sa stabilité organisationnelle : l'obstacle juridique à la vente des parcelles empêche la concentration des terres, la « koulakisation » qui se développe à un rythme relativement lent.

De ce point de vue, la propriété *ejidale* est un frein à la pénétration du capitalisme dans l'agriculture, sans pour autant extraire l'économie paysanne des lois du marché capitaliste. Ici encore, on retrouve la conception de Cárdenas qui consiste à impulser par le haut une dynamique économique au sein de l'agriculture *ejidale* sous forme de diversification et d'amélioration des cultures, d'irrigation et de meilleure distribution des produits. Ce projet est donc différent, évidemment, de la collectivisation, mais n'est pas

simplement une réforme bourgeoise classique.

L'articulation avec le reste de l'économie est d'emblée pensée dans un cadre centralisé aux deux bouts de la chaîne : crédit en amont et commercialisation en aval. En réalité, le modèle fonctionne de manière largement différente, mais il n'en reste pas moins que *l'ejido* existe, qu'il a participé pendant un quart de siècle, de 1940 à 1965, à une extraordinaire croissance de l'agriculture et qu'il constitue, d'une certaine manière, le cadre potentiel d'une organisation socialiste de l'agriculture.

Il convient de faire le point à l'issue de ce trop rapide examen de l'œuvre de Cárdenas : durant ses six ans de présidence se sont multipliés les actes fondateurs qui ont, pour longtemps, mis en place un système économique et social et une idéologie très spécifiques. L'élimination de Calles, l'homogénéisation et la réorganisation de l'armée, la réforme agraire, l'éducation socialiste, les nationalisations, la fondation du Parti de la révolution mexicaine (PRM *), la convergence avec la nouvelle centrale syndicale, le soutien du Parti communiste et l'appel constant, dans les périodes de crise, à la mobilisation des masses, tout cela fait de la période cardéniste un moment décisif dans l'histoire mexicaine.

Comme on s'est efforcé de le montrer dans ce chapitre, la politique cardéniste, sans jamais remettre en cause sur le fond les rapports de production capitalistes, était en même temps bien autre chose qu'un populisme astucieux, distribuant des miettes, faisant des concessions et de grands discours creux. Le projet de Cárdenas allait au-delà et n'a jamais renoncé à la perspective d'une transformation sociale radicale. Toute la difficulté est de comprendre comment, à la fois, le système mis en place par Cárdenas a pu être réutilisé tel quel pour un projet différent de soumission des masses à la bourgeoisie et comment se perpétuent le souvenir et la conscience d'une dynamique sociale bloquée dans son

développement naturel. En ce sens, il n'est pas absurde, avec Manuel Aguilar, de parler de révolution permanente interrompue. Ou, pour présenter les choses d'une autre manière, on peut dire que le projet cardéniste est un projet hybride qui fondamentalement ne pouvait pas se développer durablement : ou bien, poussé et basculé par une offensive prolétarienne organisée, il se fondait dans un processus de révolution socialiste, ou bien il régressait et se transformait en un système de domination bourgeoise conservant des traits particuliers liés à l'histoire de sa formation.

1

Cárdenas Lazaro, *Ideario político*, éd. Era, 1972, p. 191.

2

Cité par Colmenares Francisco, *Petróleo y Lucha de Clases en México*, éd. El Caballito, 1982, p. 115.

3

Trotsky, *La Industria nacionalizada y la Administración obrera*, éd. Juan Pablo, in Anguiano Arturo, *Cárdenas y la Izquierda mexicana*, éd. Juan Pablo, 1975.

4

Cité par Gutelman M., *Réforme et mystifications agraires en Amérique latine. Le cas du Mexique*, éd. Maspero, 1971, p. 94.

3. La mise en place du système

Si la réforme agraire évoquée dans le chapitre précédent représente l'un des piliers de ce que, par commodité, on appellera le système PRI, l'intégration réussie du mouvement ouvrier constitue certainement l'aspect le plus important quant à la stabilité et à la permanence du système dans sa façon de fonctionner. Il n'est pas possible, par exemple, de comprendre aujourd'hui la faiblesse de la mobilisation ouvrière face à une offensive contre le salaire d'une extraordinaire ampleur, sans revenir aux premières années du mouvement ouvrier.

Nous avons déjà distingué les trois grandes phases de l'histoire du mouvement ouvrier mexicain :

- La phase anarcho-syndicaliste, dominée par l'épopée magoniste, vient en un certain sens trop tôt pour réaliser l'alliance entre la paysannerie et le prolétariat qui aurait pu donner au processus révolutionnaire un contenu socialiste.
- La phase moroniste, marquée par une tentative vulgaire et sans contrepartie d'intégration directe à l'Etat d'Obregón. C'est cependant une première ébauche où l'on retrouve déjà le profil du futur syndicalisme officiel.
- La phase cétémiste, ouverte avec la fondation de la CTM, centrale unique, dans la foulée des mobilisations ouvrières contre les menaces de retour de Calles et en soutien à diverses mesures prises par le gouvernement de Cárdenas.

Trois grandes tendances marquent les années trente et contribuent à donner au syndicalisme sa configuration. La première, la crise, se traduit par une dégradation

extrêmement marquée des conditions de vie des ouvriers. Elle réduit en conséquence la marge de concessions possibles de la part de Calles ou de ses présidents et fait craquer la CROM de Morones comme structure relais. La seconde, plus profonde, est la croissance du prolétariat industriel et la constitution des syndicats de branche dans les principaux secteurs lourds de l'industrie : chemins de fer, pétrole et électricité, tandis que dans d'autres secteurs comme l'industrie textile, les structures syndicales restent plus éclatées.

La troisième tient à la relative marginalisation du Parti communiste qui applique la ligne sectaire de l'Internationale. Au total : un mouvement ouvrier qui se dégage de ses liens avec l'Etat, mais se construit autour de branches et s'expose donc potentiellement à une « aristocratisation » ou à une vision corporatiste, enfin une absence d'hégémonie du Parti communiste, malgré le prestige de l'expérience soviétique et l'espoir qu'elle représente à l'époque pour la classe ouvrière. Le schéma d'ensemble va alors être le suivant :

1. Les grands syndicats d'industrie n'ont pas de direction syndicale en tant que telle à mettre en avant et seraient prêts à la construire avec les cadres communistes dont l'expérience (et le courage militant) compensent, et au-delà, leur tradition sectaire.
2. La ligne politique du VII^e Congrès de l'Internationale de front populaire va paralyser l'initiative autonome du PC qui va se soumettre de fait à l'alliance entre Lombardo et les syndicalistes officiels.
3. C'est donc cette direction qui se met à la tête de la CTM et expulse progressivement des postes de responsabilité des militants communistes paralysés par leur ligne d'unité à tout prix et de soutien à Cárdenas sans aucune prise de distance.
4. Après que Cárdenas a passé la main, Lombardo est remercié. C'est Fidel Velázquez qui deviendra secrétaire général de la CTM, et l'est encore aujourd'hui, personnalisant

ainsi l'immobilisme d'un mouvement ouvrier totalement inféodé au pouvoir de l'Etat bourgeois, et qui en constitue l'un des principaux piliers.

Il faut maintenant détailler les deux premiers points de ce schéma en commençant par présenter les acteurs. Le principal, tout au cours de cette période, est (malheureusement) Vicente Lombardo Toledano dont l'itinéraire politique est particulièrement étrange. Jeune avocat, il avait participé aux administrations successives depuis l'élection d'Obregón et était devenu l'un des dirigeants de la CROM de Morones. Nous avons vu à quel point il y avait perméabilité entre cette centrale et le gouvernement, notamment sous Calles. Cependant, Lombardo sent la fragilité croissante de ces liens et prend part à une scission qui donne naissance à la CROM *depurada*, puis à la CGOCM qui constituera la principale composante du congrès de fondation de la CTM dont il sera élu secrétaire général. Entre-temps, à la suite d'un voyage en URSS, aux alentours de la quarantaine, il se découvre marxiste, et scelle avec la bureaucratie de Moscou une alliance bizarre : Lombardo n'adhérera jamais au PC, au contraire, il s'opposera à peu près constamment à lui, mais en même temps il sera un relais important de la politique stalinienne et exercera d'ailleurs de hautes responsabilités comme dirigeant de la Fédération syndicale mondiale au niveau latino-américain. Tout en étant « marxiste », Lombardo se réfère à une conception du socialisme très étatique – il est sur ce point proche de Cárdenas – et ultra-étapiste, de telle sorte qu'il représente encore mieux sans doute que le PCM l'essence de la politique stalinienne de front populaire et de collaboration de classes. Lombardo est un personnage des plus sinistres, et son influence intellectuelle fut particulièrement néfaste pour l'évolution du mouvement ouvrier. Avec une constance remarquable, il est toujours dans les mauvais coups, pour

donner un habillage prolétarien aux politiques de collaboration de classes. C'est lui qui poussera à l'entrée de la CTM comme partie constitutive du PRM, c'est lui qui alimentera une campagne particulièrement hystérique contre la présence de Trotsky à Mexico. De manière générale, on peut dire que Lombardo a, toute sa carrière durant, vendu du marxisme au gouvernement bourgeois. Cette activité n'est pas pour rien dans la récupération du discours marxiste, un trait frappant de l'idéologie dominante au Mexique.

Si le lombardisme a été un instrument efficace de la politique stalinienne, son relais naturel reste évidemment le Parti communiste. L'histoire de ce parti, fondé en 1919, est haute en couleur et peut se diviser en trois phases principales. De sa fondation jusqu'en 1919, le parti se développe de manière extrêmement inégale et suit une politique hésitante dont la dominante est un mélange de sectarisme (le PC est l'avant-garde reconnue par le Komintern) et d'opportunisme vis-à-vis des gouvernements successifs de la période Obregón-Calles et de leur émanation organisationnelle. Ainsi, au début de 1924, le parti publie un manifeste appelant à la formation d'une armée d'ouvriers et de paysans, incite le Parti agrariste, dirigé par Soto et Gama – ex-conseiller de Zapata –, et le Parti travailliste de Morones, à constituer avec le PCM « un front unique de tout le prolétariat pour aller vers un gouvernement des paysans et des ouvriers¹. »

Le Parti communiste manque d'une direction solide. L'influence des représentants de l'Internationale, de communistes nord-américains tels que Bertram Wolfe et d'un noyau d'artistes révolutionnaires (Siqueiros et Rivera) préside à l'orientation du parti qui, de fait, reste à la périphérie du prolétariat. Au début, il entretient des liens extrêmement étroits avec la CGT, mais en raison d'une critique abstraite et plaquée de l'anarchisme, son influence

sur cette centrale syndicale est gaspillée. Cette dernière évoluera ensuite vers une intégration à l'Etat bourgeois. Malgré l'immense pouvoir d'attraction de la Révolution russe qui se manifeste par exemple par des pourparlers, vite avortés, en vue de l'adhésion de la CROM à l'Internationale syndicale rouge, il faut garder en tête l'intégration déjà réalisée, en grande partie, du mouvement ouvrier à l'Etat, ou du moins, une absence tragique d'indépendance, depuis l'épisode des Bataillons rouges sur lequel le PC n'est jamais revenu de manière critique.

L'important développement de l'implantation chez les paysans se traduit en 1929 par la fondation de la Ligue nationale paysanne dirigée par Tejeda, gouverneur de l'Etat de Veracruz, Ursulo Galván et Guadalupe Rodriguez, militants communistes. Cette organisation, affiliée à l'Internationale paysanne de Moscou, représente l'une des premières tentatives de réaliser la tâche essentielle de centralisation des luttes paysannes, domaine où le PC aurait pu jouer un rôle décisif.

Mais la seconde phase, qui s'ouvre en 1929, va considérablement transformer le développement du PC, en raison de deux facteurs extérieurs. Le premier, le VI^e Congrès de l'Internationale communiste, annonce le cours sectaire, tandis que le second, la fondation du PNR, tente d'institutionnaliser le pouvoir issu de la révolution. Cette conjonction très particulière coupe court à l'apparition d'une politique d'indépendance du parti ouvrier.

Le 15 novembre 1928 est inaugurée la Convention ouvrière-patronale où Siqueiros représente le Bloc ouvrier paysan constitué par le PC et la Ligue paysanne. Il s'agit de mettre au point une loi d'application du fameux article 123 de la Constitution. Le ton est donné par le président Portes Gil. Selon lui, il faut « concilier, dans le cadre des principes d'humanité, les intérêts des travailleurs ; mais sans porter

atteinte, dans la mesure du possible, aux intérêts du capital² ». Cette déclaration d'intention évoque déjà les discours de Cárdenas auxquels le PC répond de manière correcte. Siqueiros s'oppose à la notion « d'arbitrage obligatoire » que l'inévitable Toledano soutenait alors en parlant du juge comme d'un « interprète de l'équité en matière de relations de travail³ ». A cette même occasion, Siqueiros soutenait clairement que « la cause de la division des travailleurs a été l'ingérence des autorités dans l'organisation intérieure des syndicats. Permettre l'intervention de l'Etat dans les affaires intérieures des syndicats équivaldrait à permettre la destruction de ceux-ci⁴ ». Au même moment éclatait l'affaire de l'incroyable corruption de Morones, le leader de la CROM, à la fois ministre de l'Industrie, du Commerce et du Travail. C'est dans ce contexte favorable que le PC fonde la Confédération syndicale unitaire du Mexique (CSUM). Mais l'application rigide du tournant sectaire du Komintern va conduire à un nouveau gaspillage de ces circonstances favorables au dégagement d'une alternative prolétarienne indépendante. Le tournant mexicain est pris au plénum de juillet 1929. Voici le résumé de José Revueltas : « Le plénum de 1929 décide de mettre en place une nouvelle ligne politique qui préconise, en substance, la rupture avec la bourgeoisie, la lutte frontale contre le gouvernement et la préparation de l'insurrection armée pour instaurer le pouvoir ouvrier-paysan. L'aile droite du parti, représentée par Ursulo Galván, en est expulsée et, en quelques mois, après avoir un peu à contretemps (certains secteurs paysans ayant déjà entrepris la lutte armée) fait marche arrière sur la voie insurrectionnelle, le Parti communiste mexicain passe à la clandestinité, où il restera jusqu'en 1934⁵. »

Il serait bien sûr irresponsable de ne pas prendre en compte la répression massive à laquelle sera soumis le PC

durant le *maximato*, de 1929 à 1934, mais son tournant sectaire a en grande partie détruit son implantation paysanne et, en le marginalisant, laissé le champ libre à Lombardo qui deviendra le vrai bénéficiaire de la crise de la CROM et du syndicalisme officiel. Malgré toutes ces occasions manquées, ces erreurs accumulées, cet isolement, la force internationale de l'idéal socialiste, encore incarnée par l'Union soviétique et l'exceptionnelle qualité humaine de militants comme Laborde, Campa ou Velasco, le PC apparaît en 1936, à la fondation de la CTM, comme un pôle de référence important et incontournable. En 1929, Lombardo déclarait : « Tant que le groupe communiste ne démontre pas au prolétariat du Mexique qu'il a la capacité de transformer le régime bourgeois actuel et de prendre le pouvoir gouvernemental, les travailleurs mexicains considéreront avec raison le groupe communiste comme un groupe de délinquants⁶. » Sept ans plus tard, Lombardo est bien forcé d'admettre la présence de ces « délinquants » dans la centrale dont il est secrétaire général.

Cette occasion historique sera à nouveau manquée ; cet événement revêt une importance particulière pour l'évolution du mouvement mexicain. Ce premier épisode se situe au congrès de fondation de la CTM où un conflit oppose deux candidats pour la nomination du secrétariat d'organisation. D'un côté, Fidel Velázquez (actuel dirigeant de la CTM) soutenu par Lombardo et Amilpa, de l'autre, Miguel Velasco membre du PC. Après une concession du PC et une manœuvre de Lombardo, deux listes se présentent pour la direction. Voici le récit qu'en fait Valentin Campa : « Lombardo croyait qu'ils pouvaient gagner l'élection, mais ils eurent une horrible surprise quand la majorité des délégués du congrès de fondation de la CTM vota pour notre liste avec Miguel Velasco comme secrétaire d'organisation et Fidel à celui d'éducation... Quand nous avons gagné, Velázquez et les

autres se mirent à pousser de hauts cris et surtout Lombardo Toledano fit beaucoup de théâtre⁷. » Pourtant, malgré ce vote majoritaire, la tendance du PC accepte la répartition initiale des postes, en échange de la nomination de son candidat au secrétariat paysan et contre l'avis même du puissant Syndicat des électriciens. Pour reprendre l'expression de Campa : « Ce n'était pas un problème grave et nous avons cédé. »

En fait, il s'agissait de tout autre chose, de la lutte entre deux orientations historiques du syndicalisme. D'un côté, la CGCOM de Lombardo et la Fédération des syndicats de travailleurs du district fédéral fondée en 1929 par les cinq « petits loups » dont Fidel Velázquez et Fernando Amilpa, avec l'appui de Portes Gil, représentent l'option d'un syndicalisme bureaucratique lié au pouvoir d'Etat. En face, les grands syndicats d'industrie liés aux secteurs en expansion de la classe ouvrière, ainsi que les enseignants refusent la dépendance vis-à-vis de l'Etat, sont porteurs d'une mobilisation de leur base et, dans ces conditions, poussent les communistes à la direction de la CTM.

Le compromis de 1936 ne pouvait réellement durer ; un an plus tard, c'était la scission de la CTM qui intervint à l'occasion de son IV^e Congrès. Entre-temps, bien installé à son poste de secrétaire d'organisation, Fidel Velázquez avait consacré toute son activité aux pressions destinées à expulser les responsables communistes. C'est donc la scission : selon le pointage du PCM, elle touche au total 367 000 travailleurs (55,7 %) tandis qu'environ 220 000 membres (44,3 %) restent à la CTM⁸.

C'est là que le stalinisme jouera un rôle déterminant dans l'histoire du mouvement ouvrier mexicain : Lombardo écrit une lettre à Earl Browder, dirigeant du PC des Etats-Unis et membre du comité exécutif de l'Internationale, lui demandant d'intervenir à propos de la scission de la CTM. Browder participe alors au plénum du comité central de

juillet 1937 et impose la politique d'« unité à tout prix » contre l'avis d'une partie de la direction du PCM. C'est la réunification de la CTM ; le PC remet littéralement la direction aux mains de Lombardo et Velázquez.

Ce revirement constitue un choc terrible et ouvre la crise historique du Parti communiste mexicain. Il s'inscrit très clairement, par ailleurs, dans la ligne de front populaire adoptée au VII^e Congrès de l'Internationale communiste et marque le passage à une soumission accrue à Cárdenas et au Parti de la révolution mexicaine.

Cárdenas saura utiliser avec un art consommé cette soumission graduelle, en s'efforçant de ne rien devoir au PC : alors que Laborde, secrétaire général, déclarait que le PRM était « la forme spécifique du front populaire au Mexique », ce parti avait interdit l'entrée des communistes en son sein et exclu toute idée d'alliance avec le PC. Chez ce dernier, selon la coutume habituelle, ces péripéties se solderont par l'exclusion, en 1940, de la direction de Valentin Campa et d'Hernán Laborde qui, de surcroît, avaient, aux yeux de Staline, trop manqué d'empressement à organiser la liquidation de Trotsky.

Le nouveau secrétaire général, Dionisio Encina, qui le restera une vingtaine d'années, poussera encore plus loin la soumission à l'Etat bourgeois en écrivant dans une brochure datant de 1940 : « Le Parti communiste veut entrer dans le PRM, en être partie prenante et faire de lui un organe de front populaire, l'aider à poser correctement les problèmes politiques, mettre à son service son expérience d'organisation, son esprit de combativité afin de lui donner du dynamisme dans la lutte et faire avancer la révolution⁹. »

L'une des raisons pour lesquelles une telle demande était irréaliste tenait tout simplement à la structure même du PRM conçu par Cárdenas et fondé officiellement le 30 mars 1939. Il s'agit non pas d'un parti composé d'individus, mais d'un parti

agglomérant plusieurs secteurs : le secteur ouvrier représenté par la CTM, le secteur paysan par la Confédération nationale des paysans (CNC *), le secteur des organisations populaires par la Confédération nationale des organisations populaires (CNOP *), en fait lieu de regroupement des bureaucrates (à partir de 1943) et, enfin, l'armée. Le fait, notable, que cette institution soit une composante du parti au pouvoir renvoie évidemment à l'histoire de la révolution qui avait détruit l'Etat et l'armée bourgeoise et laissé le pouvoir aux mains des militaires.

Le précédent parti officiel, le PNR de Calles, avait lui-même eu pour fonction de fédérer et réguler les pouvoirs locaux des officiers révolutionnaires. Au bout de trois mois d'existence, le PNR avait ainsi agglutiné environ 1 800 « partis » régionaux et locaux. Il s'agissait donc d'« une sorte de conférence des caciques post-révolutionnaires » et des masses manipulées par eux¹⁰. L'intégration de l'armée au PRM parachevait un travail de restructuration de l'armée et de réintégration subordonnée à l'Etat central. Cárdenas, militaire respecté, sut réaliser cette tâche de « bureaucratisation de l'armée », malgré la rivalité de généraux comme Almazán et Cedillo. Le même travail d'organisation, central dans la conception cardéniste, devait déboucher sur la fondation de la Confédération nationale paysanne, dont le congrès constitutif se tint le 28 août 1938. Cette organisation des paysans avait été initiée par décret en juillet 1935 et s'était développée parallèlement à la réforme agraire avec, comme relais, le réseau des instituteurs disséminés dans les campagnes. Aucun pôle alternatif ne venait s'opposer à ce processus – où, comme on l'a vu, Cárdenas et son pouvoir central prenaient résolument parti en faveur des paysans – depuis que le PC avait, à partir de 1929, gaspillé son capital politique. L'aspect fondamental et très révélateur est ici le principe constant d'une organisation séparée des paysans et des ouvriers. Cela

n'allait pas de soi puisque la CTM comprenait au début des organisations paysannes, notamment de salariés agricoles. A ce sujet, Cárdenas mettait les points sur les i en février 1936 : « La CTM doit s'abstenir de convoquer le congrès de paysans. Compte tenu de leurs conditions spécifiques, le gouvernement de la révolution a considéré et considère qu'il est de son devoir de patroner [*patrocinar*] leur organisation¹¹. »

Voici l'une des dimensions essentielles du caractère bonapartiste du système cardéniste que Lombardo, vingt-cinq ans plus tard, expliquait clairement : « Le gouvernement ne voulait pas que les paysans se regroupent avec les ouvriers car l'addition de ces deux grandes forces placerait naturellement le gouvernement sous leur influence d'une manière directe et importante... Si les ouvriers, les paysans et tous les autres travailleurs de la République s'unissent en une seule entité, il est clair que le gouvernement, ou plus précisément le pouvoir, le pouvoir politique passe du gouvernement officiel à la classe ouvrière unifiée¹². » Ce que Lombardo cherchait à tout prix à éviter. La nature du régime ainsi mis en place par Cárdenas peut, au vu des processus rapidement décrits jusqu'ici, être caractérisé comme pouvoir bourgeois, semi-corporatiste, bonapartiste et lié aux masses.

Il s'agit bien d'un Etat bourgeois, dans la mesure où le projet de Cárdenas vise au développement du capitalisme. Mais sa conception particulière vient se substituer, ou au moins compenser, la faiblesse d'une bourgeoisie nationale manquant de perspectives et cantonnée, pour simplifier, au ciment et au textile, tandis que les deux grands secteurs nationalisés par Cárdenas, chemins de fer et pétrole, appartenaient à des compagnies étrangères. La voie de développement du capitalisme mexicain aura donc une orientation de protection de l'industrie nationale, avec un fort contenu étatique.

Le caractère corporatiste du système politique mis en place par Cárdenas résulte de la structure même du PRM : les acteurs sociaux et politiques ne sont pas les citoyens pris individuellement mais les organisations. Tout membre d'un *ejido* est automatiquement membre de la CNC, et par conséquent du PRM, de même que tout travailleur syndiqué, lorsque son syndicat appartient à la CTM, se retrouve membre du parti gouvernemental.

La transformation du PRM en PRI ne changera en rien cette structure d'organisation ; on peut même dire qu'elle conduira à sa systématisation et au resserrement du réseau qui quadrille l'espace social. Tout travailleur – même le vendeur de *tacos* à l'angle de la rue, le chauffeur de taxi – peut (et doit) être organisé et par là même intégré au Parti. Le PRI n'est donc pas, en ce sens, un parti comme on l'entend d'habitude ; en fait, il ne se distingue pas réellement de l'Etat, et c'est pourquoi la gauche actuelle utilise l'expression de « *PRI-Gobierno* » afin de bien souligner cette unité organique entre parti et gouvernement.

La nature bonapartiste renvoie à une double incapacité : celle de la bourgeoisie à définir un mode de domination ouvert et direct, et celle du mouvement ouvrier à proposer un projet alternatif suffisamment mûri et crédible. Le pouvoir d'Etat doit donc reproduire constamment l'équilibre entre des forces sociales trop faibles, chacune de leur côté, pour s'imposer intégralement. De ce point de vue, le cardénisme représente la période la plus à gauche du bonapartisme mexicain, mais aussi celle où se mettent en place les organes de fonctionnement qui lui permettront de dépasser l'instabilité fondamentale de la période d'Obregón et de Calles et de s'installer dans la durée.

Comme l'explique Manuel Aguilar, c'est à cette réalité que renvoie la notion de bonapartisme : « La conception du bonapartisme intègre aussi les contradictions entre la

tendance de la lutte de classe prolétarienne qui cherche son indépendance et son autonomie politique et la nécessité pour le régime de contrôler et d'enfermer le prolétariat dans une politique nationaliste et réformiste. Ainsi s'explique le moment apparemment le plus difficile du régime : le cardénisme, lorsque le fléau de la balance bonapartiste s'inclina fortement à gauche à mesure que les forces des travailleurs pesaient sur elle, lui faisant courir le risque d'être brisé.

Au bout du compte, il ne rompit pas, grâce à la flexibilité de l'articulation du prolétariat avec le régime, dont les architectes furent le PCM et Lombardo Toledano, et parce que la pression qui s'exerçait de l'autre côté restait faible dans la mesure où la bourgeoisie était encore dans un processus, accéléré il est vrai, de formation¹³. »

La pièce essentielle est bien l'incapacité du prolétariat à dégager des formes d'organisation et de mobilisation, des projets sociaux indépendants du pouvoir, et cela ne tient certainement pas à une sorte de maladresse congénitale du mouvement ouvrier mexicain mais à une configuration historique spécifique sans équivalent dans d'autres pays d'Amérique latine : les effets différés de la révolution paysanne, la dialectique entre lutte ouvrière et pouvoir d'Etat, l'intervention décisive du stalinisme par ses deux canaux mexicains, le PCM et le lombardisme sont autant de facteurs qu'il faut savoir combiner pour comprendre la genèse de la dépendance historique du mouvement ouvrier mexicain.

Enfin, pour ce qui concerne le cardénisme, le pouvoir repose sur une « politique de masses » qui est beaucoup plus que quelques concessions formelles.

La réforme agraire, comme la nationalisation du pétrole, de même que l'élimination de Calles seront réalisées par en haut mais avec, en écho, une réelle mobilisation de ceux d'en bas.

Cette réponse ne résulte pas seulement d'une « fausse conscience » mais est objectivement motivée par les intérêts de classe ouvriers et paysans. La référence à cette période si contradictoire est une arme à double tranchant : pour ceux au pouvoir, se réclamer de Cárdenas, c'est, au niveau idéologique, reproduire les instruments de domination que le même Cárdenas a mis en place et, de manière plus objective, s'exposer à la nécessité de renouer périodiquement avec certains éléments de sa politique, notamment en matière de distribution des terres.

Mais pour les exploités, c'est une constante incitation à reprendre les choses là où on les a laissées, c'est-à-dire de parachever les réformes cardénistes. Cette même référence peut aussi conforter un thème réformiste permanent selon lequel il faudrait peu de choses pour réussir à peser sur le gouvernement et le ramener dans le droit chemin de la pureté cardéniste.

Pour qui veut comprendre l'histoire politique et sociale du Mexique, tout tourne autour de ces quatre points cardinaux définissant le système PRI : bourgeois, corporatiste, bonapartiste et entretenant un rapport spécifique avec les masses. L'ensemble des débats théoriques et pratiques au sein de la gauche porte sur l'articulation de ces quatre caractéristiques.

Il serait hors de portée de ce travail de présenter dans le détail ces débats et, encore plus, de chercher à les départager. L'objectif de cette première partie consistait à fournir au lecteur un certain nombre de points de repère quant à la genèse du panorama mexicain actuel, à le convaincre qu'il s'agit là d'une réalité extrêmement particulière, contradictoire. On ne peut la décrypter qu'en combinant au mieux les divers concepts utilisés tout au long de ces pages trop rapides.

Cité par Márquez M. et Rodriguez O., *El Partido Comunista Mexicano*, éd. El Caballito, 1973, p. 103.

2

Id., *ibid.*, p. 151.

3

Id., *ibid.*, p. 152.

4

Id., *ibid.*, p. 153.

5

Revueltas José, *Ensayo sobre un Proletariado sin Cabeza*, éd. Era, 1980.

6

Cité par Marquez M. et Rodriguez O., *ibid.*, p. 157.

7

Entrevue avec Valentin Campa, in Anguiano A. et Pacheco G. : *Cárdenas y la Izquierda mexicana*, éd. Juan Pablo, 1975.

8

Hernández Chávez Alicia, *La Mecánica cárdenista. Historia de la Revolución mexicana*, El Colegio de México, 1979, p. 157.

9

Cité par Anguiano et Pacheco, *ibid.*, p. 56.

10

Garrido, *El Partido de la Revolución institucionalizada*, éd. Siglo XXI, 1982, p. 99.

11

Cité par Aguilar M., *La Crisis de la Izquierda en México*, éd. Juan

Pablo, 1977, p. 83.

12

Id., *ibid.*

13

Id., *El Bonapartismo mexicano*, éd. Juan Pablo, 1982, t. 1, p.40.

II.

Du miracle à la crise économique

4. L'industrialisation

Si le régime politique mexicain échappe aux classifications, il en va de même pour son système économique. Ainsi, lorsqu'une vision misérabiliste du marxisme décrétait qu'aucun développement du capitalisme n'était envisageable dans les pays du tiers monde, la production industrielle mexicaine croissait à des taux élevés : entre 1950 et 1975, elle est multipliée par 6,5, soit un taux de croissance moyen de 7,8 %. Mais c'est au moment où les girouettes parisiennes se mettent à tourner, où l'on découvre que l'émergence des « nouveaux pays industriels » invalident les schémas tiers-mondistes (que ces mêmes girouettes avaient contribué à propager) qu'un pays comme le Mexique s'enfonce dans une crise économique d'une profondeur telle que rien ne permet d'en prévoir la fin.

Encombrée par tout un fatras conceptuel et idéologique, l'étude de la réalité économique mexicaine gagne à être déblayée pour commencer à prendre contact avec l'objet même de cette étude. La démarche adoptée dans ce chapitre sera donc délibérément iconoclaste et empirique et par là même modeste et ambitieuse : ambitieuse parce que l'intention est de renouer avec une méthode correcte qui commence par étudier le concret au lieu de plaquer dessus des concepts qui ne servent qu'à l'obscurcir ; modeste, évidemment, dans la mesure où cette démarche doit être considérée comme une introduction.

Enfin, dernière précaution : le Mexique n'est ni le Guatemala, ni le Brésil, ni l'Argentine, ni le Chili, ni la Corée

du Sud, ni Formose, ni Hong-Kong, ni l’Ethiopie, etc. Il n’y a pas d’écran plus opaque à la compréhension d’une formation sociale que des conceptualisations hâtives, approximatives, qui viennent gommer les différences desquelles il y a souvent le plus à apprendre. Tiers monde, nouveaux pays industriels, pays en développement, périphérie, etc. sont autant de catégories creuses. Il existe, par exemple, des différences tout à fait importantes entre le Mexique et le Brésil qui, vus d’Europe, sont classés assez spontanément dans une même catégorie des « pays à fort développement industriel aujourd’hui fortement endettés ». La dynamique sociale de ces pays, tous les deux capitalistes, semi-dépendants, semi-industriels, etc. n’a rien à voir. Rien de tel que l’étude du Mexique pour mettre en porte à faux le prêt-à-porter conceptuel.

La mesure de l’industrialisation

Il faut partir du mot-clé de substitution d’importations qui désigne le processus suivant : pendant toute une période, la dynamique de l’industrialisation va consister à remplacer par une production nationale une production jusqu’alors importée. La mise en place de ce mécanisme correspond à une certaine conjoncture qui combine plusieurs facteurs : 1. le « découplage » provoqué par la crise des années trente puis par la Seconde Guerre mondiale ; 2. le pacte social qui permet de faire baisser les salaires et de maintenir une relative paix sociale ; 3. la nationalisation du pétrole et l’intervention de l’Etat ; 4. la modernisation de l’agriculture ; 5. une combinaison politique permettant de libérer l’initiative privée.

Ces différents facteurs font clairement apparaître l’étroite imbrication des déterminations économiques et socio-

politiques, d'une part, la combinaison de phénomènes externes et internes, d'autre part. Il s'agit donc d'un ensemble de circonstances que l'on ne peut réduire à un facteur unique : tous les éléments jouent leur rôle dans l'ensemble. La relative désinsertion par rapport à l'économie mondiale est un phénomène bien connu qui a joué pour la plupart des grands pays d'Amérique latine, en général plus tôt que dans le cas du Mexique. Ici, en effet, il faut combiner ce facteur externe avec le facteur interne que représente le cardénisme. D'un point de vue économique, réforme agraire et nationalisation du pétrole viennent bousculer le conservatisme des propriétaires d'haciendas, écarter la présence étouffante des capitaux étrangers et, par conséquent, préparer le terrain pour un essor du capitalisme national. Mais ces résultats sont atteints, on l'a vu, au prix d'une mobilisation des masses qui n'est pas le genre de phénomène propre à encourager l'investissement privé. La normalisation du processus cardéniste, les pressions de la situation internationale, la dégénérescence du mouvement ouvrier transforment le paysage et mettent en place les conditions politiques d'un processus d'accumulation qui peut s'articuler avec les effets favorables de la réforme agraire.

La combinaison de ces facteurs donne aux années quarante l'allure d'une période d'accumulation fondée sur une exploitation largement croissante. Il faut examiner ici la courbe du salaire réel (voir annexe). En prenant comme base le niveau atteint en 1970, on constate ceci :

- La moyenne sous Cárdenas représente un point de départ assez élevé (75,5).
- Le gouvernement d'Avila Camacho (« gouvernement de la bourgeoisie progressiste », selon le PCM) fait passer l'indice de 78 en 1940 à 53 en 1945, soit une baisse d'environ un tiers.
- La période alemaniste correspond à un approfondissement du processus : en 1951, à son point le plus bas, le salaire est à

l'indice 35, soit seulement 44 % de ce qu'il était en 1938.

Tel est le socle sur lequel, en fin de compte, repose le processus de substitution d'importation, ce qu'évidemment la plupart des auteurs réformistes oublient de dire. Voilà aussi le prix à payer pour l'industrialisation confiée à la bourgeoisie nationale. Ce processus de substitution d'importations concerne principalement les biens de consommation, comme l'indique le tableau 1, emprunté au livre classique de Villareal¹.

Tableau 1

Part des importations dans la demande totale (en %)

	1939	1950	1958
Biens de consommation	22,22	6,9	5,72
Biens intermédiaires	55,91	41,55	40,35
Biens de capital	90,29	73,57	68,64
Total de l'industrie	48,56	31,12	31,14

Ce même tableau indique que le processus se déroule pour l'essentiel entre 1939 et 1950 et se stabilise entre 1950 et 1958. La période d'après-guerre est une période de mise en place d'une industrie nationale des biens de consommation de base : alimentation et habillement essentiellement. Dès cette période, apparaissent donc les traits constitutifs d'un régime économique qui va fonctionner plus ou moins bien jusqu'au début des années soixante-dix ; dès l'origine, il faut le signaler aussi, sont présentes les principales contradictions de ce « montage » :

1. La dépendance en biens de capital est évidente : en 1958 plus des deux tiers de l'investissement sont importés. Ainsi le cycle complet du capital ne se boucle pas à l'intérieur du pays, si bien que, pour l'essentiel, la section des moyens de production est absente des schémas de reproduction internes.

Cela a évidemment des implications importantes : la première est qu'il faut exporter pour pouvoir financer l'investissement et qu'il existe donc une tension constante sur la balance des paiements. Toute accélération de l'accumulation tend à provoquer un déficit de la balance et des pressions fortes sur la monnaie. Le peso sera donc dévalué plusieurs fois, en 1948 et 1949, puis en 1954 et 1955. Ensuite, et pendant vingt-deux ans, de 1955 à 1976, la parité restera fixe, à 12,5 pesos pour un dollar.

2. Toute progression dans la substitution d'importations, dans la mesure où elle ne porte pas principalement sur les biens de capital, renforce la dépendance technologique et le poids de la contrainte extérieure.

Il existe donc une pression forte dans le sens d'une ouverture à l'investissement direct étranger ; c'est à court terme un moyen de sortir de la contradiction, bien qu'en réalité cette solution fasse obstacle à moyen terme à la mise en place d'une industrie nationale de biens d'équipement.

3. Dans ce contexte, la politique du taux de change ne peut être que contradictoire : une politique de peso faible favorise l'exportation mais renchérit le prix des importations et donc de l'investissement ; en sens inverse, une politique de peso fort rend plus difficile l'exportation mais favorise l'importation de biens d'investissement.

4. Un tel schéma nécessite l'intervention de l'Etat et rend délicat l'équilibre du budget. Cette intervention, d'une part, se traduit par la mise en place d'une politique protectionniste utilisant une panoplie variée (permis à l'importation et taxes) qu'il est cependant difficile de maintenir dans le cas des biens d'investissement et, d'autre part, par les investissements et dépenses structurelles nécessaires pour impulser le processus d'industrialisation : infrastructure de transport et fourniture d'énergie à bon marché pour l'essentiel.

Les axes de cette politique pèsent dans le sens d'un déficit

budgétaire. En effet, il est difficile à l'Etat de lever des impôts suffisamment importants : sur les salariés parce que leur pouvoir d'achat est en chute libre, sur les entreprises puisqu'il s'agit justement de favoriser leur dynamisme, sur les riches, enfin, parce qu'ils constituent les débouchés nécessaires à l'industrie nationale.

5. L'un des problèmes centraux de ce montage est bien, en effet celui des débouchés : entre 1940 et 1950, la production a en gros doublé, tandis que le salaire est pratiquement divisé par deux. La question consiste à savoir comment est absorbée cette production, à qui elle est revenue. On reconnaît là un vieux problème de l'économie politique que l'on ne va pas chercher à traiter ici en toute généralité.

Dans le cas du Mexique, le plus simple est de passer en revue les différents débouchés : l'investissement d'abord, qui augmente durant toute la période : cependant, il ne constitue pas une réponse suffisante, dans la mesure où plus des deux tiers de cet investissement sont importés. L'essor des exportations ne saurait pas non plus fournir la réponse. Celle-ci se trouve en partie dans la tendance au déficit de l'Etat qui constitue, schématiquement, une création de débouchés ; mais reste encore une dimension particulière, celle de la répartition des revenus. Pour assurer la reproduction dynamique d'un tel système, avec une telle perte de pouvoir d'achat relatif des salariés, et malgré l'augmentation du nombre absolu de travailleurs, il faut qu'une partie importante de la plus-value se porte sur la consommation. Durant cette période de croissance, le capitalisme mexicain fonctionne « à l'ancienne », c'est-à-dire en laissant se creuser la contradiction classique entre profits et débouchés et en gérant cette contradiction au moyen d'une « troisième demande », celle de la grande et petite bourgeoisie, celle des travailleurs improductifs auxquels est redistribuée la partie de la plus-value permettant d'acheter la production de la

section des biens de consommation.

Rien de moins harmonieux que le dispositif qui se met en place durant la décennie d'après-guerre. Et pourtant, ce système va fonctionner tellement bien que l'on parlera de miracle ou de « développement stabilisateur ».

Le « miracle » économique mexicain

Il est en effet tout à fait fondamental de se distinguer d'une approche que l'on pourrait qualifier de « régulationniste » présentant le « miracle » mexicain comme un âge d'or harmonieux dont il s'agirait, logiquement, de reconstituer les conditions d'existence. Le schéma que nous proposons est différent ; il fonctionne en trois temps :

1. Mise en place du schéma d'accumulation entre 1940 et 1955 : les contradictions, comme nous l'avons signalé, sont présentes durant cette période.

2. Période de croissance relativement harmonieuse entre 1955 et 1970 : les contradictions sont contenues mais n'ont pas disparu.

3. A partir de 1970, les contradictions viennent progressivement enrayer le bon fonctionnement du système qui entre en crise et s'enfonce d'autant plus dans celle-ci que le sursis pétrolier viendra aggraver toutes ces déterminations, après une brève période de prospérité complètement artificielle.

Débouchés et répartition

L'adéquation entre la production et les débouchés ou, en d'autres termes, la correspondance entre le mode d'accumulation du capital et la répartition des revenus constitue l'un des principaux problèmes. La première

caractéristique de la période est la croissance du salaire réel qui commence à la fin des années soixante et durera en gros jusqu'en 1976. Entre 1960 et 1976, le pouvoir d'achat du salaire est multiplié par 2,2, et la part des salaires dans le produit national passe de 30 à 40 % sur la même période. Dans le même temps, le nombre de travailleurs salariés passe de 9,3 à 15,5 millions et progresse donc de 60 %. Ces résultats permettent de conclure à un certain équilibre :

- Le nombre d'emplois créés a augmenté à un rythme d'environ 32 % par an, équivalant *grosso modo* à la croissance de la population.

- Le salaire réel moyen a augmenté rapidement à un rythme moyen de 5 % par an, ce qui fait qu'au total la masse salariale globale a augmenté rapidement d'environ 8,2 % par an, c'est-à-dire plus vite que le produit national. Cependant le décalage est suffisamment faible pour que le déplacement ne soit pas trop important : les 5 % de croissance du salaire réel ont été en partie compensés par les 3,3 % de la croissance de la productivité.

- Le taux d'exploitation, tel qu'il est mesuré par la part des salaires dans le produit national, a relativement peu baissé et cette baisse apparente est liée pour une partie non négligeable à la salarisation croissante de la population. En plus des salaires, il faut décompter des profits la rémunération des emplois non salariés qui concernent d'autres catégories que les capitalistes. Il est donc permis d'affirmer que, pour l'essentiel, la hausse du salaire réel a contribué à fournir les débouchés nécessaires, sans pour autant peser fortement sur la formation du profit, grâce aux gains de productivité.

- Cependant, l'utilisation du salaire – les « normes de consommation » – n'est pas favorable à une accumulation dynamique du capital en ce sens que la proportion des biens industriels (biens de consommation durables) reste

relativement faible, comme le montre bien le tableau 2².

Tableau 2

Structure de la consommation des travailleurs (en %)

	1963	1968	1977
Aliments secteur primaire	20,2	17,4	12,4
Aliments manufacturés	34,1	33,3	26,9
Habillement	12,7	12,7	7,8
Services	8,5	8,9	17,3
Biens de consommation durables	4,4	3,4	8,7
Autres	20,1	24,3	26,7

Or, l'un des secrets de l'expansion dans les pays capitalistes avancés a été la possibilité d'une accumulation dite « fordiste » que l'on peut globalement exprimer ainsi : plus la productivité des ouvriers s'accroît rapidement, plus leur salaire peut augmenter sans peser sur la rentabilité du capital (ce mécanisme n'est autre que celui de l'accroissement de la plus-value relative). Il est clair que ce levier est d'autant plus puissant que les produits industriels, susceptibles de forts gains de productivité, représentent une proportion importante de la consommation. De toute évidence, dans le cas mexicain, la part du budget consacrée à l'alimentation traditionnelle et l'importance des besoins de logement et de santé viennent limiter l'ampleur possible de ce cercle « vertueux » entre productivité et débouchés.

Le circuit n'est donc pas bien fermé : une trop grande partie du capital variable (les salaires) part vers des secteurs dont les spécificités y rendent l'accumulation capitaliste inintéressante. De là, le terme de fordisme employé pour désigner le circuit bien fermé où les salaires élevés des ouvriers de Ford lui reviennent sous forme de débouchés. Cette nécessité absolue de correspondance entre production et consommation, qu'une interprétation dogmatique du

marxisme avait fait oublier, a été réintroduite comme un maillon essentiel de l'analyse du capitalisme contemporain par les régulationnistes qui ne font, sur ce point, que renouer avec la théorie marxiste.

De là découlent les limites étroites de toute politique réformiste : tel qu'il existe actuellement, on ne peut faire bien fonctionner le capitalisme mexicain en modifiant la répartition du revenu dans le sens d'une plus grande équité, parce que cela reviendrait à étouffer le moteur capitaliste. Dans un pays comme le Mexique, de manière encore plus impérative que dans un pays plus avancé, on ne peut modifier la répartition du revenu sans, en même temps, changer les règles du côté de la production. Si l'on renverse cette proposition, on comprend mieux pourquoi la répartition du revenu a connu au Mexique une évolution défavorable aux travailleurs, même dans la période de croissance. Le tableau 3, emprunté à Héctor Guillen³, est de ce point de vue tout à fait évocateur.

Tableau 3

Répartition du revenu (en %)

	1950	1958	1963	1968	1977
40 % les plus pauvres	14,30	12,16	11,11	10,69	10,94
Couches intermédiaires	45,50	49,21	50,57	52,15	63,60
5 % les plus riches	40,20	38,63	38,32	27,15	25,45

Ce tableau fait apparaître trois phénomènes massifs : les 40 % de pauvres obtiennent un peu plus de 10 % du revenu national, cette proportion n'a fait que baisser durant un quart de siècle. La part relative des 5 % les plus riches a baissé, passant de 40 à 25 %, de telle sorte que la tendance la plus nette est l'augmentation relative de la part du revenu qui va

aux couches intermédiaires. Il va de soi qu'il s'agit ici de catégories statistiques qu'il est difficile de mettre en correspondance exacte avec des classes ou couches sociales bien identifiées mais il en ressort clairement l'importance comme débouchés de la part relative des classes moyennes.

Par ailleurs, ces mouvements se combinent avec des mutations portant sur la structure de l'emploi et sur l'urbanisation. Les données sur la population active sont insuffisantes et peu fiables dans le cas du recensement, mais on peut de toute évidence identifier les tendances fortes rassemblées dans le tableau 4.

Dans la même période, l'indice d'urbanisation calculé par l'INEGI⁴ passe de 16,3 à 46,4 % se traduisant notamment par le gonflement énorme de la capitale, et dans une moindre mesure de Guadalajara et Monterrey. Cette baisse relative de la population paysanne, la formation d'un prolétariat urbain massif, le développement rapide du tertiaire – le secteur non spécifié correspond en grande partie au secteur informel – se combinent pour donner lieu à un gonflement relatif du revenu des couches moyennes et par la croissance dans la consommation totale des biens industriels. Dans ce processus, le salaire ouvrier représente essentiellement un coût et son rôle comme débouché reste relativement limité. La part des salaires a atteint un maximum de 40 % du revenu national en 1976 alors que dans un pays comme la France, elle fluctue autour de 70 %.

Tableau 4

Evolution de la structure de la population active (en milliers)

	1940	1970	% d'augmentation
Population active totale	5 858	12 955	+ 121 %
Secteur primaire	3 831	5 103	+ 33 %
Secteur secondaire	746	2 974	+ 299 %
Secteur tertiaire	1 117	4 130	+ 270 %
Secteur non spécifié	164	747	+ 360 %

C'est pourquoi l'articulation entre agriculture et prix de la force de travail industrielle est beaucoup plus forte que dans un pays plus développé. Il n'est donc pas surprenant que la régulation étatique ait dirigé de manière très étroite les deux variables stratégiques de ce rapport essentiel, à savoir le salaire minimum et le prix du maïs.

L'une des pièces maîtresses du système est donc bien le contrôle de la répartition du revenu, à la fois du point de vue de sa correspondance avec les exigences de l'accumulation capitaliste et celles de la reproduction du système. Dans ce schéma, l'intervention de l'Etat est absolument centrale, en tant qu'agent d'homogénéisation du politique et de l'économique. Il est bien évident que sa fonction est tout à fait différente d'un *Welfare State* à l'européenne et qu'elle correspond bien à sa nature bonapartiste. Au niveau économique, la capacité de l'Etat à maintenir cet équilibre délicat peut être quantifiée à l'aide d'un déficit budgétaire mesuré en proportion de la production totale : si elle reste dans les limites acceptables, cela signifie que l'Etat remplit de manière satisfaisante les fonctions décrites plus haut.

La contrainte extérieure

L'autre circuit qu'il s'agit de boucler porte sur les échanges avec l'extérieur et, là encore, il faut assurer une adaptation entre accumulation, production et revenu. Pour simplifier, on peut considérer que l'ouvrier mexicain se nourrit de maïs. Reste maintenant à examiner l'affectation du revenu distribué aux couches moyennes : il va être utilisé de plusieurs manières. S'il est consommé, il peut l'être en produits qui nécessitent un taux d'importation important et les investissements nécessaires à cette production seront, dans une proportion généralement élevée, eux-mêmes importés. La partie non consommée du revenu peut être placée de manière plus ou moins productive, mais peut également sortir du pays.

Le nouvel équilibre qu'il faut instaurer concernant ce circuit met en œuvre des éléments complexes que la politique économique gouvernementale doit concilier au mieux. Il convient de signaler au préalable que l'endettement d'un pays n'est pas, par essence, un signe de faiblesse économique : le recours à la dette extérieure peut être durable si le coût de financement interne est compensé par sa capacité à permettre une croissance supérieure de la production et principalement des exportations. Intuitivement, on sent bien que c'est le rapport entre le taux de croissance des exportations g et du taux d'intérêt réel de la dette i qui importe.

L'économiste Aglietta a montré dans un petit encadré mathématique que si la norme consiste à maintenir constante la proportion entre le déficit commercial et les recettes d'exportation, le régime n'est stable que si g est supérieur à i . Dans le cas contraire, « l'endettement net et le service de la dette explosent parce que l'encours de la dette augmente continuellement plus vite que la production et les revenus tirés de l'insertion du pays dans l'économie mondiale⁵ ». Il faut donc se garder des analyses vulgaires sur le thème des

pays qui « vivent au-dessus de leurs moyens » : l'endettement n'est pas un mal en soi. Précisément, la période du développement stabilisateur montre que dans le cas du Mexique, plusieurs dispositifs ont permis une croissance accélérée et un maintien de l'endettement dans les limites raisonnables. Si l'on veut être plus précis quant à l'obtention de cet équilibre, il faut examiner les composantes de l'augmentation de la dette. Entre 1950 et 1972, les balances des paiements montrent que la dette extérieure a augmenté d'environ 6 milliards de dollars, augmentation qui peut se ventiler ainsi :

Tableau 5

Evolution de la dette extérieure (1950-1972)

Déficits commerciaux cumulés	+ 5,9
Intérêts cumulés	+ 4,9
Mouvements de capitaux privés	- 4,8

Deux éléments essentiels apparaissent : d'une part, c'est l'ampleur relativement modérée de la dette accumulée sur cette longue période de plus de vingt ans. D'autre part, la compensation s'établit de manière étonnamment précise entre sorties d'intérêts et mouvements de capitaux privés. Ces derniers, qui sont des entrées nettes, sont comptés ici négativement puisqu'ils viennent alléger la dette.

Une partie de ces mouvements de capitaux correspond à l'investissement étranger direct qui contribue pour 2,3 milliards de dollars. Le reste correspond à des sorties de capitaux officiellement enregistrées pour 1,2 milliards, mais plus que compensées par les mouvements extra-officiels décrits dans le poste « erreurs et omissions » de la balance des paiements. Cette configuration a donc permis pendant

plus de vingt ans un « régime de dette » équilibré, c'est-à-dire non explosif. Mais il dépendait en grande partie de la capacité du Mexique à attirer un flux de capitaux régulier.

La contrainte budgétaire

Si la contrainte extérieure est, comme on vient de le voir, bien maîtrisée, il n'en va pas de même pour la contrainte budgétaire. Le déséquilibre entre recettes et dépenses du secteur public augmente de façon tendancielle et l'excédent dégagé se réduit progressivement, s'annule en 1965 et se transforme en déficit, jusqu'à représenter 9 % du PIB. Ce creusement du déficit correspond essentiellement à l'augmentation des dépenses : l'ensemble constitué par la consommation, l'investissement et les subventions du gouvernement passe de 14,5 à 23,5 % du PIB tandis que les recettes (impôts et ventes de PEMEX [pétroles mexicains]) ne comblent pas leur retard, puisqu'elles passent de 10 à 19,5 % du PIB entre 1970 et 1980.

La question cruciale est alors de savoir d'où vient le financement de ce déficit public chronique dont le poids s'accroît régulièrement. Une partie se retrouve évidemment dans l'accroissement de la dette publique externe dont on a vu qu'il restait dans des limites raisonnables. Le reste provient de la dette publique interne financée par la Banque centrale. Mais, en dernière instance, la source de financement est l'épargne privée. La question revient à savoir quelles sont, du côté du secteur privé, les contreparties de cette fonction d'épargne.

La réponse a été avancée dans un article remarquable de Fitzgerald, économiste britannique de Cambridge : « La consommation privée s'ajustait dans la proportion adéquate pour engendrer l'épargne privée nécessaire et financer

l'endettement interne du secteur public⁶. » Ce schéma va à l'encontre de la théorie académique de l'éviction (« *crowding out* » ou « *desplazamiento* ») selon laquelle tout déficit public pompe sur les ressources disponibles et se traduit par une baisse équivalente de l'investissement privé. On peut l'illustrer avec quelques chiffres. Entre 1960 et 1970, l'épargne privée passe de - 5 % à - 0,3 % du PIB, tandis que la consommation totale baisse de 76,5 à 71,9 % ; ces deux mouvements se compensent à peu près exactement, conformément à l'analyse de Fitzgerald. Cette compensation en implique une autre : la lente progression de l'accumulation privée, en proportion du PIB, a pour contrepartie une légère baisse relative des prélèvements fiscaux. Tout se passe comme si, au lieu d'une ponction directe au moyen d'une hausse des impôts, l'Etat préférerait un circuit indirect mobilisant l'épargne à travers le système bancaire. Cela donne évidemment aux banques un rôle tout à fait déterminant : « De fait, dit Fitzgerald, il est possible de soutenir qu'en réalité les banques ont limité le budget total du secteur public et restreint sa capacité d'imposition et d'endettement. »

Mais l'un des aspects fondamentaux de cette analyse montre la détermination réciproque entre le mode de financement de l'industrialisation et sa forme sociale, autrement dit la répartition du revenu. Toute redistribution du revenu se traduirait évidemment par une augmentation plus rapide de la consommation, qui viendrait détraquer le schéma décrit ci-dessus : la distribution inégalitaire n'est pas seulement une pièce centrale dans la réalisation de la production, elle intervient aussi de manière décisive dans le financement du capital. C'est ce que ne voient pas les admirateurs du miracle mexicain et les réformistes : l'inégalité du revenu n'est pas, dans le cas du Mexique en tout cas, un trait négatif qu'il suffirait de corriger pour atteindre

un développement socialement harmonieux. De plus, elle a introduit, dans la structure de l'appareil productif des rigidités – quant à la nature des produits et quant à l'orientation de la croissance industrielle – qui empêchent d'envisager une reconversion en douceur vers une structure de la demande « démocratisée » : la polarisation sociale est la condition du miracle de l'industrialisation.

Cette dernière ne doit donc pas faire oublier la réalité sociale mexicaine : en 1970, 40 % de la population active vit de l'agriculture et l'alimentation représente 40 % de la consommation totale. Et c'est là que va en réalité commencer la crise.

1

Villareal René, *El Desequilibrio externo en la Industrialización de México. (1929-1975)*, FCE, 1976.

2

Dávila H. et Rodriguez L., « Evolución en la Estructura de Consumo de los Trabajadores y su Participación dentro del Consumo privado ». *Análisis Económico* n° 7, éd. UAM-Azcapotzalco, 1985.

3

Guillén H, *Orígenes de la Crisis en México. 1940-1980*, éd. Era, 1984.

4

INEGI, *Estadísticas históricas de México*, 1985.

5

Aglietta M., « Les régimes monétaires de crise », *Critiques de l'économie politique* n° 26-27, 1984.

6

Fitzgerald E.V. K, « El Déficit presupuestal y el Financiamiento

de la Inversión : Una Nota sobre la Acumulación de Capital en México » *in* Cordera Rolando, 1981.

5. La crise agricole

L'un des principaux paradoxes de la situation économique mexicaine est sans doute la dépendance alimentaire : comment le Mexique en est-il arrivé à devoir importer le maïs et les *frijoles* (haricots), base alimentaire depuis des siècles de la grande majorité des habitants du pays ? Ce chapitre suivra ce fil conducteur pour broser un rapide tableau de l'agriculture mexicaine, et de son entrée en crise depuis maintenant vingt ans.

Trois grandes périodes

Le tableau 1 donne le taux moyen de croissance de la production agricole par périodes de cinq ans et permet de dessiner son évolution globale depuis 1940.

Tableau 1

Taux de croissance de la production agricole

1941-1945	5,7		
1946-1950	9,5		
1951-1955	7,0		
1956-1960	2,8		
1961-1965	6,1	1941-1965	6,0
1966-1970	1,2		
1971-1975	0,7	1966-1975	0,9
1976-1980	3,8		
1981-1985	2,6	1976-1985	3,2

Si l'on s'en tient à cet indicateur très général et si on le rapproche de la croissance de la population, on doit distinguer trois grandes périodes : !

- de 1940 à 1965, la croissance de la production agricole est très forte (6 % par an) et nettement supérieure à celle de la population de 3 % par an ;

- de 1965 à 1975, la croissance se ralentit très brusquement à un peu moins de 1 % par an, tandis que la croissance de la population augmente plus rapidement, de près de 3,9 % par an ;

- de 1975 à 1985, la croissance de la production agricole retrouve un niveau plus élevé avec 3,2 % par an, tandis que la population croît un peu moins rapidement, à un rythme de 2,7 %.

Du point de vue du produit agricole par tête, les trois périodes sont très fortement contrastées : il augmente de 3 % par an jusqu'en 1965, puis baisse de 3 % de 1965 à 1975 et reste à peu près constant ensuite. Il s'agit donc d'une périodisation extrêmement marquée, que l'on prendra comme axe de ce chapitre.

« Ejido » et révolution verte

La réussite de ce que l'on a appelé « révolution verte » est spectaculaire. Quelques chiffres sont nécessaires pour en donner un ordre de grandeur. Ils concernent la période 1940-1965 :

- Mais : la production a été multipliée par 4,5 avec une surface qui a un peu plus que doublé et des rendements passant de 500-600 kg à l'hectare à plus de 1 100.

- Blé : la production est passée de 400 000 tonnes à plus de 2 millions, tandis que les rendements sont passés de 750 à 2 500 kg à l'hectare.

- La production de *frijol* (haricot) est passée d'environ 120 000 tonnes à 800 000 tonnes.
- Le volume de la production d'élevage a été multiplié par 2,5 sur la même période.

Peu de pays peuvent fournir un exemple comparable à cette formidable croissance qui a vu le produit agricole multiplié par plus de 4 en l'espace d'une génération. Il faut donc chercher à comprendre les raisons de ce succès. De manière très synthétique, on peut les exprimer ainsi : les bons résultats de la période 1940-1965 sont le résultat combiné de deux déterminations : d'un côté, les effets de la réforme agraire cardéniste ont permis un essor notable de la production des *ejidos* et des exploitations à propriété collective ; de l'autre, cette période a été marquée par un processus d'industrialisation de l'agriculture. De manière implicite, la lecture de la crise agraire résultant de cette présentation indique que la combinaison décrite ci-dessus a peu à peu perdu sa stabilité économique et sociale. Le cadre général de cette argumentation est fourni par le tableau 2¹ :

Tableau 2

Evolution des *ejidos* et de leur production (en %)

	1930	1940	1950	1960	1970
% des terres cultivées en ejidos	13,3	48,1	45,9	44,7	55,1
% de production des ejidos	11,1	51,4	36,9	40,8	51,4
Rendement ejido/moyenne (en %)	83	107	80	91	93

La décennie 1930-1940 correspond à la distribution massive de terres, notamment sous la présidence de Cárdenas. En 1940, les exploitations privées qui représentaient 5,2 millions d'hectares cultivables n'en constituent plus que 3 millions,

tandis que dans le même temps les terres *ejidales* passent de 800 000 à 3,5 millions d'hectares, de 13,3 à 48,1 % de la superficie totale.

Le tableau montre que pour l'ensemble de la période 1930-1970, le rendement moyen des *ejidos*, mesuré en pesos à l'hectare, augmente *grosso modo* de la même façon que le rendement des exploitations privées, soit de 3,7 % par an contre 4 %. Autrement dit, à ce niveau très global, on ne peut discerner de performances qualitativement différentes entre secteur *ejidal* et secteur privé ; à l'intérieur de celui-ci, on ne voit pas non plus apparaître une réelle différenciation entre les exploitations supérieures à 5 hectares et les autres. Tous les secteurs ont donc contribué à la croissance du produit agricole, mais à partir de mécanismes évidemment bien distincts.

On peut cependant déjà distinguer entre les composantes de la croissance : si l'on considère l'ensemble de la période 1930-1970, on constate que la croissance de la production des exploitations privées est due en totalité à la croissance du rendement, tandis que dans le cas des *ejidos* apparaît une importance déterminante de l'évolution de la superficie dans la croissance totale. L'agriculture *ejidale* combinerait donc croissance extensive (surface) et croissance intensive (rendement) alors que l'agriculture privée serait essentiellement centrée sur le progrès des rendements.

Il faut souligner que 1940 représente une rupture avec la politique de Cárdenas : celui-ci aura réparti 4 300 000 hectares de terres cultivables dont plus de 20 % de terres irriguées (*riego*) tandis que les trois présidents suivants n'en répartiront que 2 800 000, dont un peu plus de 8 % seulement sont irriguées. Sans pouvoir remettre en cause l'authentique réforme agraire cardéniste, ses successeurs centrent leur politique économique sur l'industrialisation dont, au Mexique, l'essor coïncide plutôt avec la fin de la Seconde

Guerre mondiale qu'avec la grande crise des années trente : le taux de croissance de l'industrie passe de 4,6 % en 1930 et 1940 à 7,5 % en moyenne durant les vingt années ultérieures, soit un rythme supérieur à celui de l'agriculture sur la même période.

Le premier axe du développement agricole est donc celui d'une industrialisation à marche forcée qui a bénéficié principalement aux secteurs de l'agriculture non concernés par la réforme agraire. Les trois ingrédients de ce développement ont été les suivants :

- Progrès technologique avec de nouvelles variétés de semences ainsi que les procédés permettant leur plein rendement : irrigation, fertilisants, herbicides et pesticides.
- Soutien financier sous forme de crédits, de subventions et prix de garantie.
- Prise en charge par l'Etat de la mise en place de l'infrastructure, c'est-à-dire essentiellement les travaux d'irrigation et les moyens de transport.

L'encadré suivant, construit à partir des données de Cynthia Hewitt, illustre clairement le caractère massif de cette politique.

Ces éléments traduisent un processus d'intensification de la production agricole dont l'un des traits essentiels, pour employer les concepts marxistes, consiste en une très forte hausse de la composition organique du capital : « Entre 1940 et 1950, le taux de mécanisation très élevé des exploitations privées s'est accompagné d'un nombre croissant de travailleurs agricoles (nécessaires pour installer de grandes entreprises nouvelles sur des terres récemment irriguées) ; mais durant la décennie suivante, les machines remplacent en grande partie les travailleurs agricoles et la croissance des emplois avoisine zéro. Les terres *ejidales* connaissent une croissance plus équilibrée et continuent à offrir plus d'emplois en même temps que la production se mécanise

durant la période 1950-1960. Au total, le rapport entre machines et personnes employées a été multiplié par 8 dans les grandes exploitations (entre 1940 et 1960), 3,5 fois dans les *ejidos* et par 0,8 dans les petites exploitations privées². »

La révolution verte en chiffres

De 1940 à 1965

- La quantité d'engrais utilisée a été multipliée par 40.
- Celle de semences sélectionnées par 4,7.
- Celle d'insecticides par 112.
- Les surfaces irriguées sur fonds gouvernementaux ont été multipliées par 70.
- Les prêts de la Banque nationale du Crédit agricole par 24.
- L'importation de tracteurs par 36.
- Le parc de machines agricoles par 17.

Ce développement spectaculaire introduit donc de nombreux éléments de polarisation de l'agriculture. Ainsi, six Etats du nord ont concentré 56 % du total de l'investissement en projets d'irrigation sur toute la période 1940-1970, à savoir : Sinaloa, Tamaulipas, Sonora, Baja California Norte, Chihuahua et Coahuila. Polarisation des ressources ensuite : crédit, mécanisation, semences améliorées se concentrent sur l'agriculture capitaliste. On peut dire qu'il y a suraccumulation dans ce secteur tandis que le secteur paysan souffre de non-accumulation. Le succès de la révolution verte va donc se révéler coûteux et déboucher sur une crise qui s'ouvre en 1965.

La rupture de 1965

Rarement en effet un changement de période a été aussi marqué que l'inflexion durable de 1965. La production totale se met à croître à un rythme ralenti et, phénomène particulièrement net, la surface cultivée va à peu près stagner pendant plus de dix ans. A partir de cette constatation se pose une première question : la limite physique de la partie cultivée a-t-elle été atteinte ? Cette question n'est pas absurde car le Mexique est « un pays riche à potentiel agricole limité », pour reprendre l'expression de R. Dumont³, qui repère deux obstacles essentiels venant limiter les possibilités agricoles. D'une part, le relief : près de la moitié du territoire est trop pentue pour la mise en culture ; d'autre part, l'eau : la moitié du territoire est aride, le tiers semi-aride. De plus, là où il pleut, les chutes d'eau sont souvent irrégulières et trop rapprochées dans le temps. Bref, on peut considérer que 16 % seulement de la surface totale du Mexique est vraiment apte à la culture, ce qui représente environ 32,4 millions d'hectares : le Mexique n'est pas un pays de vastes étendues disponibles. En ce sens, il existe un fondement objectif à la thèse gouvernementale selon laquelle la réforme agraire est terminée faute de terres à répartir. Mais cette réelle contrainte est loin de constituer une limite absolue. Pour commencer, intervient le phénomène des pertes liées aux sinistres naturels, principalement la sécheresse : sur 20 millions d'hectares ensemencés, seulement 83 % peuvent être en moyenne récoltés, tandis que cette proportion s'élève à 96 % dans les régions irriguées qui représentent actuellement environ 5 millions d'hectares. Si l'on prend en compte des prévisions raisonnables quant aux besoins alimentaires, on en arrive à la conclusion de l'étude dont sont tirées les données ci-dessus : « Les limites techniquement identifiables de la frontière agricole mexicaine se trouvent à l'horizon de la

prochaine génération⁴. »

La rupture de tendance constatée en 1965 ne peut donc être attribuée à une saturation absolue du potentiel agricole. L'explication de cette cassure est complexe et souvent traitée de manière tautologique par de savants auteurs expliquant que la production a cessé de croître parce que la surface ensemencée se réduisait. C'est vrai, mais ce n'est pas une explication. Celle-ci pourrait être formulée ainsi : la façon dont l'agriculture mexicaine combinait agriculture paysanne et agriculture capitaliste a cessé de fonctionner correctement. Il s'agit donc d'une crise structurelle qui n'admet pas de cause unique mais plusieurs lignes principales d'explication.

Celle qu'il faut aborder immédiatement, parce qu'elle n'est généralement pas évoquée, renvoie au problème des débouchés. La rupture de la production trouve son équivalent dans un ralentissement très net de la consommation agricole totale qui se met à augmenter sensiblement moins vite que la population. Ceci suggère l'hypothèse d'un ralentissement de la demande dû à une modification dans la répartition du revenu. Supposons, pour simplifier, que ce revenu aille à deux groupes de consommateurs : les premiers, au voisinage du niveau de subsistance, vont consacrer à l'alimentation une partie importante, constante et même croissante de leurs ressources tandis que les seconds, ayant atteint un certain niveau de vie, vont consommer, en proportion de leur revenu, de moins en moins de produits alimentaires. Plus ou moins intuitivement, on arrive à la conclusion selon laquelle le produit agricole ne peut croître à la même vitesse que la production totale uniquement dans le cas où la répartition du revenu se modifie continuellement en faveur des consommateurs à bas revenu. Si la répartition se stabilise, alors la part de la consommation agricole va baisser selon la loi dite d'Engels. Si, enfin, la répartition devient récessive, la

part de la consommation agricole peut à nouveau se stabiliser en raison cette fois de l'accroissement relatif du nombre de personnes à bas revenu et donc à fort contenu alimentaire.

Le graphique 1 (voir annexes) montre la concordance entre ce modèle et la réalité mexicaine. Les trois périodes signalées plus haut sont clairement marquées :

- Jusqu'en 1965, l'indicateur de répartition augmente et, par conséquent, le pouvoir d'achat du salaire minimum croît plus rapidement que la consommation par tête. Les fluctuations sont dues au fait que jusqu'en 1976 le salaire minimum était réévalué tous les deux ans seulement. Dans le même temps, la part de la consommation agricole reste stable : la croissance plus rapide de la consommation populaire compense la baisse de la part alimentaire dans la consommation des « riches ».

- La période 1965-1976 montre une configuration différente : la progression relative de la consommation populaire cesse et, du coup, la part de la consommation agricole baisse de 22 à 14 %.

- A partir de 1976 s'engage l'offensive contre les salaires et une évolution récessive dans la répartition du revenu vient augmenter cette fois le nombre de personnes se situant dans les tranches à forte proportion de consommation agricole, de telle sorte qu'au niveau global sa part dans la consommation totale se stabilise.

S'il n'est donc pas possible d'ignorer les interactions entre production et consommation, la crise reste essentiellement une crise de l'économie paysanne. Toutes les indications statistiques convergent : plus que les *riegos* (terres irriguées), les paysans abandonnent les terres dites de *temporal*, qui dépendent pour les cultures d'un régime pluviométrique irrégulier. Les cultures de base, tout particulièrement le maïs, voient leur production chuter ou stagner durablement. Enfin, on repère une tendance à la hausse de l'autoconsommation qui, en 1977, représentait 7,1 % de la consommation des

familles rurales contre 4,5 % en 1968⁵. Que s'est-il passé ? Pourquoi la surface de maïs a-t-elle reculé en termes absolus ? La réponse générale est que les conditions de reproduction du dynamisme de l'économie paysanne n'ont pas été assurées. L'impulsion donnée par la répartition de terres cardéniste a permis, on l'a vu, une croissance régulière de la production ; mais, faute de rotation des cultures, faute d'engrais conservant la fertilité des terres, faute d'irrigation, la capacité productive de l'économie paysanne s'est progressivement détériorée : les exploitations classées par les recensements agricoles comme de simple subsistance représentaient environ 80 % du nombre total d'exploitation et réalisaient 22 % de la production totale en 1950, 21 % en 1960 mais seulement 15 % en 1970. On reconnaît ici la courbe de l'économie paysanne : maintenant sa part dans un premier temps, puis s'effondrant à partir du milieu des années soixante.

Le second phénomène qui a joué est celui des prix. Là encore, le maïs, compte tenu de sa place dans l'économie paysanne, peut être considéré comme représentatif. Ce prix, exprimé en équivalents pesos de 1960, décrit un cycle présidentiel de six ans : en baisse les trois premières années, puis deux bonnes années, enfin stagnation la dernière année. Ce qui en dit long sur le type de liens entre le gouvernement et les paysans. Cependant, Díaz Ordaz « oublie » cette règle et le prix du maïs perd un tiers de sa valeur réelle entre 1963 et 1972, date à laquelle son niveau retourne à celui de 1940. Cette évolution signifie un appauvrissement des producteurs paysans si l'on fait entrer en ligne de compte la croissance de la population.

L'introduction de considérations démographiques dans le discours économique éveille souvent une méfiance justifiée par rapport aux thèses néo-malthusiennes. Cependant, on ne peut ignorer le phénomène : voici en effet les taux moyens

annuels de croissance démographique depuis cinquante ans :

Tableau 3

Evolution du taux de croissance démographique (en %)

1930-1940	1,73 %	1960-1970	3,28 %
1940-1950	2,75 %	1970-1980	2,94 %
1950-1960	3,08 %	1980-1985	2,50 %

Le calcul est simple : entre 1950 et 1965, étant donné le prix du maïs et du rendement moyen, la valeur réelle du produit d'un hectare a juste réussi à compenser l'évolution de la population. Compte tenu des disparités dans les rendements et de la natalité, cela signifie en réalité une tendance continuelle à la baisse du niveau de vie par tête à partir du début des années cinquante ainsi qu'à une immense pression au départ vers les villes où les emplois industriels croissent plus rapidement. Ce mouvement contribue à expliquer la stagnation de la superficie cultivée.

Jusque-là une distinction entre secteur privé et secteur *ejidal* et communal a été vaguement utilisée. Il est clair qu'elle n'est pas satisfaisante, qu'une même différenciation existe à l'intérieur de chaque catégorie de propriété. Cependant, cette distinction permet d'isoler le secteur de la réforme agraire. Car il est possible d'aller plus loin et de donner quelques modifications complémentaires en utilisant les catégories issues du traitement des enquêtes agricoles. La dernière, effectuée en 1980, n'est malheureusement pas encore publiée et les données les plus récentes remontent à 1970.

Les effets de la crise et la polarisation à la campagne

Les catégories se définissent comme suit :

- L'économie paysanne repose sur une force de travail essentiellement familiale. On distingue quatre sous-catégories : d'infra-subsistance, de subsistance, stationnaire ou dite de transition, excédentaire, selon la capacité de l'unité de production à assurer la subsistance de ses occupants et à dégager un excédent.
- Les agriculteurs dits de transition emploient de façon significative une force de travail salariée (entre 25 et 500 journées annuelles).
- Les entreprises agricoles sont les exploitations où prédomine la main-d'œuvre salariée. Selon son importance, on distingue les petites, les moyennes et les grandes, ces dernières correspondant à plus de douze salariés à l'année.
- Les entreprises d'élevage sont comptées à part. On distingue à nouveau petites, moyennes et grandes qui correspondent à plus de trois cents têtes.

Le tableau 4 (voir page suivante) résume la répartition des exploitations à partir du recensement de 1970, dernier disponible à ce jour⁶.

72 % des exploitations appartiennent aux catégories d'économie de subsistance ou d'infrasubsistance, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent dégager un produit suffisant pour couvrir à la fois la subsistance de la famille, les frais de semence et les moyens de production. Ce pourcentage est d'ailleurs le même dans le secteur *ejidal* et le secteur privé.

Cette caractéristique centrale de l'économie mexicaine soulève d'énormes débats. Commençons par la question de bon sens : comment, d'un recensement à l'autre, se perpétuent ces deux millions de familles environ qui se situent en dessous du niveau de subsistance ? C'est en vendant leur force de travail aux agriculteurs capitalistes, à la ville, aux Etats-Unis, selon les cas. Ce secteur de l'économie paysanne est un formidable réservoir de main-d'œuvre et sa

principale production, celle de « marchandise humaine » :
« Tout paysan est soumis au marché du travail ; peu nombreux sont ceux qui peuvent vivre exclusivement de leurs terres. Le nombre de journaliers varie selon les saisons et en fonction du processus global d'accumulation dans d'autres secteurs. Il peut s'élever brusquement à quatre millions ou plus, et redescendre ensuite à trois millions ou moins. Une partie de l'année, ils sont sans emploi ou travaillent pour se nourrir et, à un autre moment, le salaire reçu peut venir frôler le minimum légal. (...) La production sociale de manœuvres (*peones*), la configuration actuelle du marché du travail et la fuite désespérée des gens hors de la campagne, comme le déplacement massif de jeunes comme manœuvres vers les villes, vers d'autres régions de la campagne ou vers les Etats-Unis constituent la caractéristique essentielle de la vie humaine à la campagne⁷. »

Tableau 4
Structure des exploitations agricoles. 1970.

	TOTAL		SECTEUR PRIVE		SECTEUR EJIDAL	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
PAYSANNES	2 212 406	86,6	1 531 221	86,9	793 137	85,9
Infrasubsistance	1 422 896	55,7	922 294	52,3	681 185	63,2
Subsistance	414 001	16,2	334 307	19,0	79 674	10,0
Stationnaires	365 805	6,5	131 831	7,5	33 974	4,3
Excedentaires	209 704	8,2	142 789	8,1	66 915	8,4
DE TRANSITION	297 367	11,6	215 469	12,2	81 898	10,3
ENTREPRISES	47 297	1,8	17 243	0,9	30 054	3,8
Petites	29 173	1,1	17 243	0,9	14 970	1,9
Moyennes	9 706	0,4	2 304	0,11	7 402	0,9
Grandes	8 418	0,3	736		7 682	1,0
TOTAL AGRICULTURE	2 557 070	100	1 763 933	100	793 137	100
Petites	2 212 406	86,6	1 531 221	86,9	793 137	85,9
Moyennes	21 181	48,7	11 702	79,0	10 109	34,3
Grandes	4 299	9,9	106	0,8	4 193	14,2
TOTAL ELEVAGE	43 641	100	14 005	100	29 456	100

Cette rapide présentation des structures de production à la campagne permet d'introduire le débat théorique entre les *campesinistas*, qui insistent sur l'importance et la stabilité de l'économie paysanne, et les *decampesinistas* qui mettent l'accent sur son inévitable disparition face à l'extension du capitalisme.

Commençons par un préalable : quasiment personne au Mexique ne défend une analyse dualiste décrivant deux agricultures complètement séparées, l'une moderne, l'autre archaïque. Cependant, tout le monde s'accorde pour considérer deux secteurs de l'agriculture qui, cela saute aux yeux, ont peu de choses en commun mais, de manière tout aussi évidente, fonctionnent au sein d'une même structure économique. Comment alors caractériser théoriquement le secteur paysan ? Deux conceptions s'affrontent.

Pour certains, comme Roger Bartra⁸, un mode de production spécifique, le mode de production marchand simple, régit le secteur paysan, et s'articule avec le mode de production capitaliste. Pour d'autres, ce secteur serait complètement dominé par la logique capitaliste et en voie rapide de prolétarianisation. Les *campesinistas*, eux, insistent sur la stabilité de fait de l'économie paysanne. Leur argumentation repose sur deux idées principales.

D'une part, l'économie paysanne fonctionne selon des règles spécifiques qui lui assureraient une certaine stabilité et une certaine capacité à se reproduire. Il est souvent fait référence à l'économiste russe Chayanov (liquidé par Staline dans les années trente). Face aux analyses de Lénine dans *le Développement du capitalisme en Russie*, surestimant à son avis la pénétration du capitalisme dans l'agriculture, Chayanov propose une analyse conceptuelle de l'unité de production

paysanne que l'on peut résumer de la manière suivante :

– L'objectif de l'exploitation familiale n'est pas d'obtenir un revenu monétaire maximal, mais résulte d'un compromis entre la satisfaction des besoins de la famille et les limites de l'effort physique au travail, ce que la théorie marginaliste, dont Chayanov est très proche, appelle « désutilité ». L'autosalaire implicite résulte de ce compromis mais reste déconnecté de tout marché de travail. L'unité familiale paysanne fonctionne selon une autre logique que le capitalisme : si l'on affectait au travail fourni un salaire même égal à celui d'un salarié agricole, on verrait apparaître un taux de rendement négatif apparemment « irrationnel ». Il faut mentionner ici que le maintien de la culture du maïs « peut être compris comme un élément fondamental d'une stratégie de survie⁹ ». Cette stratégie rend compte de la faible réponse de l'économie paysanne aux politiques d'incitation et même des effets pervers d'une hausse des prix de garantie du maïs dans le cas des exploitations d'infrasubsistance qui doivent acheter au prix de marché le complément de produits alimentaires.

– Cette disposition du paysan à produire à des prix inférieurs à ce qu'un producteur capitaliste exigerait pour le faire constitue la force et la faiblesse de l'économie paysanne. Faiblesse dans la mesure où ce secteur est structurellement incapable d'accumuler et se trouve soumis à une tendance permanente à la putréfaction, mais également force parce que ce mode de fonctionnement explique la capacité de résistance de l'économie paysanne, son imperméabilité à la pénétration capitaliste.

D'autre part, R. Bartra parle d'une « extinction impossible en marche permanente » qui renvoie à la saturation progressive des capacités d'absorption de main-d'œuvre des autres secteurs de l'économie, autrement dit à l'incapacité du secteur capitaliste à prolétarianiser ceux qui ne peuvent plus

survivre du travail de leur terre. Il est vrai qu'existe en même temps une tendance au dégagement d'une force de travail mobile, que le salariat agricole, passant de 1 400 000 en 1950 à 2 600 000 en 1975 suit à peu près l'évolution de l'emploi total.

En réalité, entre les deux voies extrêmes (maintien au sein de l'économie paysanne ou l'absorption au sein du prolétariat) existe un destin intermédiaire, celui de l'incorporation dans le secteur informel. Dans ce domaine, par définition, les statistiques sont peu significatives, mais on peut utiliser les données des derniers recensements, reproduits dans le tableau 5, page suivante.

On retrouve les termes du débat : entre 1940 et 1980, la part des emplois dans le secteur primaire (agriculture, élevage, sylviculture, pêche et chasse) baisse considérablement, passant des deux tiers à un quart de la population active, mais elle augmente en termes absolus, passant de 3 800 000 à 5 700 000 personnes. De 1940 à 1970, la part des emplois des secteurs secondaire et tertiaire s'élève de 32 à 54 % du total. Le phénomène marquant, l'explosion du « secteur non spécifié », semble indiquer un fiasco du recensement de 1980 mais correspond également à une réalité, le développement massif du secteur informel.

Ce n'est d'ailleurs pas tout : à l'intérieur du secteur des services, la tendance n'est pas à une salarisation constante, mais inversement à un développement des emplois non salariés, tels ceux de la domesticité et des services peu qualifiés de gardiennage, de vente à la sauvette, etc.

Tableau 5

**Evolution de la population active (en milliers) et
répartition par secteurs (en %)**

Année	Total	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Secteur non spécifié
1940	5 858	65,4	12,7	19,1	2,8
1950	8 272	58,3	16,0	21,4	4,3
1960	11 332	54,2	19,0	26,1	0,7
1970	12 955	39,4	22,9	31,9	5,8
1980	21 942	26,0	20,3	23,8	25,9

On constate à la fois une croissance en termes absolus de la population paysanne, une baisse en termes relatifs mais pas de réelle prolétarianisation et, au contraire, la formation d'un secteur d'économie informelle ou d'économie de survie et d'une nouvelle forme de lumpenprolétariat urbain.

Certes, le mouvement global peut recouvrir des itinéraires individuels différents : une partie de l'exode rural se traduit souvent par une insertion mieux réussie que celle d'enfants de chômeurs urbains dans la mesure où l'envoi du fils aîné à la ville est souvent le fruit d'une stratégie familiale et, d'une certaine manière, la seule forme d'investissement possible.

La polarisation de l'agriculture

La décennie 1965-1975 a de manière irréversible creusé le fossé entre l'agriculture d'entreprise et l'économie paysanne. Toutes les données qualitatives et quantitatives convergent. Le tableau 6 illustre clairement ce phénomène¹⁰ :

Tableau 6

Evolution de la structure des exploitations et de leur contribution à la production

	1950		1970	
	Nombre	% de la production	Nombre	% de la production
Exp. de subsistance	2 000 000	23	2 491 000	15
Exp. familiales	429 000	41	382 000	15
Exp. moyennes	16 000	10	290 000	40
Grandes exp.	9 000	26	20 000	30
Total	2 454 000	100	3 183 000	100

En 1950, le groupe des exploitations de subsistance et des exploitations familiales représentait 99 % du nombre total d'exploitations et 64 % de la production. En 1970, il représente 90 % du nombre d'exploitations et seulement 30 % de la production. L'accroissement considérable des exploitations moyennes (les *ranchos*) correspond à un phénomène de « koulakisation » au sein de l'économie paysanne.

Cette polarisation se retrouve également dans le domaine des cultures. Les *ejidos*, presque tous compris dans les catégories de subsistance et familiale, participent environ pour les deux tiers à l'approvisionnement en produits de base : maïs, *frijol*, riz et *chile*, tandis que les cultures commerciales à forte rentabilité ou d'exportation se trouvent concentrées dans les exploitations de plus de 5 hectares qui correspondent généralement aux terres irriguées : blé, soja, coton, tomate, fruits, etc.

Au niveau régional, 30 % de la production, élevage compris, se concentre dans trois Etats : Jalisco, Veracruz et Sonora. On retrouve l'importance des terres irriguées du Nord-Ouest et des terres, dans l'ensemble, bien arrosées de Veracruz. Une autre dimension de cette polarisation, l'importance

grandissante de l'élevage, se mesure par exemple par le rapport entre produit de l'élevage et produit de l'agriculture. Cette proportion baisse d'environ 70 à 45 % durant la période de développement relatif de l'économie paysanne, c'est-à-dire entre 1940 et 1965 ; elle remonte au-dessus de 60 % durant la période 1965-1972 et se stabilise ensuite autour de cette valeur. Cette courbe fait donc apparaître une périodisation semblable, mais en sens inverse à celle de la production agricole. Sur le terrain, c'est le cas de le dire, cette simultanéité a des raisons objectives : l'élevage vient, de manière très nette, limiter l'extension des terres mises en culture, quand il ne les fait pas reculer. L'extension relative de l'agriculture entraîne la substitution de la culture de fourrages (et notamment de sorgho) au détriment des cultures de base et tout particulièrement du maïs.

Ce processus dit de *ganaderización* découle de trois séries de déterminations. Du côté de la demande, il est lié à l'expansion des débouchés qui ne peut s'expliquer que par la répartition très inégale du revenu en faveur de couches aisées consommatrices de viande et de produits laitiers et par l'existence d'un important marché d'exportation. Il faut également ajouter un effet de rentabilité : le prix relatif de la viande et des produits laitiers, comparé aux dépenses nécessaires, assure un rendement attractif à cette activité.

La spécificité de l'élevage constitue un moyen privilégié de reconstitution de l'hacienda. Cette tendance au néo-latifundisme trouve sa source dans l'article 27 de la Constitution. Celui-ci considérait comme petite propriété, donc à l'abri de la réforme agraire, des terres consacrées à l'élevage dont la capacité de production permet d'élever cinq cents têtes de gros bétail ou leur équivalent en petit bétail. Par ailleurs, comme tout labour, même partiel, des prairies risquent de faire classer le domaine agricole, il y a là une forte incitation à l'utilisation extensive de ces terres. Cette

situation n'est pas remise en cause en pratique par la loi de 1980 qui prévoit sur le papier de classer en terres agricoles les prairies aptes aux labours. Celles-ci représentent environ dix millions d'hectares.

Enfin, et peut-être surtout, les grands éleveurs incarnent le pouvoir ainsi qu'une nouvelle forme d'alliance de classes locale avec la bourgeoisie commerciale et financière. La figure du cacique, ce seigneur aux prérogatives quasi féodales, n'a pas disparu, bien au contraire. Dans les Etats du Nord, certaines riches familles propriétaires d'haciendas ont fait le dos rond pendant plusieurs décennies et ont reconstitué peu à peu leur pouvoir. Elles garantissent la paix sociale et dans de nombreux Etats, dont Veracruz est le plus cité, font régner, avec l'aide de leurs *pistoleros*, une terreur sélective extrêmement efficace.

La tendance générale à la reconstruction des grandes exploitations suit d'autres voies qui, toutes, cherchent à tourner les limites établies par la Constitution. On peut citer les fractionnements simulés entre parents ou prête-noms, mais le procédé le plus répandu est sans doute le phénomène de l'affermage (*arrendamiento*) de parcelles *ejidales*. Faute de capitaux, les propriétaires de ces parcelles ne peuvent envisager de se lancer d'eux-mêmes dans la production de cultures plus rentables que les traditionnelles, aussi, en mettant leur terre à disposition des cumulards, ils obtiennent des « loyers » supérieurs à leurs revenus antérieurs, mais inférieurs au rendement réel de la parcelle. L'une des dispositions les plus importantes de la loi agricole de 1980 (*Ley de fomento agropecuario*) consiste à autoriser des associations entre propriétaires et à en faire des « sujets de crédit », bref à légaliser de fait les pratiques d'*arrendamiento* et à accélérer encore la tendance à la concentration. Cette dernière se manifeste aussi à l'intérieur même des *ejidos*. Dans ces conditions, toutes les statistiques utilisées dans ce

chapitre sous-estiment le chemin déjà parcouru vers une concentration réelle de la terre.

Jusqu'à la fin des années soixante, l'agriculture a rempli deux fonctions essentielles : source d'excédent commercial, donc de devises, et approvisionnement bon marché en biens alimentaires constituant l'essentiel du salaire. Sur le premier point, 1965 constitue à nouveau une rupture : jusque-là, l'excédent agricole couvre environ pour moitié le déficit des autres secteurs. Ainsi, pour cette année-là, il est de 447 millions de dollars pour un déficit global de 892 millions de dollars des autres secteurs ; le déficit de la balance commerciale est finalement de 445 millions de dollars. Mais cette proportion se réduit : en 1970, l'excédent agricole ne couvre plus que 24 % du déficit des autres secteurs et, finalement, à partir de 1975, le déficit de l'agriculture devient chronique (avec, il est vrai, de très amples fluctuations) : de 1975 à 1983, ce déficit cumulé représente plus de 5 milliards de dollars.

La mise en cause des fonctions traditionnelles de l'agriculture

Cette incapacité de la production interne à satisfaire une demande évoluant de nouveau rapidement à partir de 1975 concerne particulièrement les produits de base. Entre 1960 et 1969, on importait moins de 1 % de la consommation de maïs, à l'exception de 1963. A partir de 1973, la part du maïs importé passe à 13 % et fluctue de manière considérable entre 3 % en 1982 et 36 % en 1983 ; le blé connaît la même évolution avec une pointe à plus de 50 % en 1979, l'année catastrophe. Ce phénomène nouveau de dépendance alimentaire trouve corrélativement sa contrepartie dans la stagnation des conditions d'alimentation. Curieusement, les statistiques les

plus minutieuses sur les rations alimentaires fourmillent. A défaut de savoir comment le soigner, le mal est bien quantifié. L'enquête de 1977 permet de dégager les résultats suivants :

- 8 % seulement de la population restent en dessous d'une norme de 2 364 calories par jour, mais ces calories proviennent à 70 % des produits de base (maïs, *frijol*, riz et blé).

- La recommandation de 76,8 grammes de protéines par jour n'est pas atteinte pour 67 % de la population et les protéines animales tiennent une place réduite dans l'apport global.

- Cette situation de 1977 représente elle-même une stagnation par rapport à 1965 : la ration de calories a baissé de 5,5 %, celle de protéines de 1,6 % entre les deux dates.

Pas de famine réelle, malnutrition plutôt que sous-nutrition : tel est le résultat global de l'enquête de 1977. Mais cette situation recouvre d'énormes contrastes et, surtout, elle n'a pu que s'aggraver avec la crise. C'est ce que confirme une enquête pilote réalisée en 1984 dans le quartier Cuauhtémoc de la ville de Mexico, loin d'être le plus pauvre puisqu'il inclut la partie centrale du Paseo de la Reforma, la Zona Rosa, etc. Sur 800 000 habitants de ce quartier, 345 000 montrent des carences nutritionnelles, dont l'ampleur dépend de la taille de la famille¹¹. La part des aliments a augmenté dans les budgets familiaux, passant de 37,4 % en 1977 à 46,7 % selon les premiers résultats préliminaires portant sur 1983. A l'intérieur du budget alimentaire s'opère une recomposition qui se traduit par une malnutrition accrue : encore moins de viande, d'œufs et de lait. L'Institut national du consommateur emploie le terme de régression diététique. Un panier de 18 biens de base avait, en 1970, un prix équivalent à 57 heures et 25 minutes de travail ; en mai 1984, la même quantité d'aliments équivaut à 67 heures de travail. D'autres sources statistiques indiquent une baisse du niveau de vie encore plus

importante.

Cette évolution résulte bien évidemment de la politique salariale, mais aussi de la politique des prix, qui fait apparaître une énorme contradiction entre deux objectifs de la politique économique d'un côté, il s'agit de diminuer la valeur de la force de travail afin de favoriser le profit industriel et, de l'autre, il faut assurer dans les campagnes un revenu suffisant pour éviter le développement des luttes paysannes. Cette contradiction peut être visualisée sur le graphique 2 (voir annexes) comparant le prix de garantie du maïs (en équivalents pesos de 1960) et son prix de vente¹². Entre les deux s'intercale l'action de la Compagnie nationale de subsistances populaires (CONASUPO *), organisme chargé de réguler le marché des produits de base, qui intervient à plusieurs niveaux : commercialisation, production d'aliments de base (*tortilla*, conditionnement du lait), monopole des importations de grain.

On retrouve sur l'évolution du prix de garantie la dégradation continue de 1963 à 1974, puis les deux phases de regain de la politique agrarienne à la fin des sexennats d'Echeverria et de López Portillo : sur une très longue période, le prix de garantie évolue autour de 950 pesos de 1960. En revanche, de manière à compenser les effets de l'austérité salariale, le prix réel de vente du maïs obéit à une baisse tendancielle. En dernière instance, les subventions de la CONASUPO font la différence, c'est-à-dire le budget de l'Etat qui, par ce biais, socialise une partie non négligeable de la reproduction de la force de travail, notamment pour les emplois les moins bien payés : le déficit de la CONASUPO représente 2 à 3 % du budget de l'Etat. Tout récemment, en mai 1985, la CONASUPO est passée à une politique de « vérité », de hausse des prix. En même temps, elle est devenue la cible idéologique favorite du patronat du

commerce qui n'apprécie pas l'idée même de prix de garantie (mais à qui manque la plus élémentaire finesse politique).

En fin de compte, la crise agricole a débouché sur un blocage durable dû à l'incapacité chronique de dégager un mode de combinaison stable et cohérent entre les deux secteurs de l'agriculture. Très schématiquement, on peut distinguer deux grandes orientations possibles :

- La voie de la modernisation capitaliste est la pente naturelle, compte tenu de la dynamique globale de l'économie mexicaine. Mais elle se heurte à l'inaptitude du système économique à absorber l'excédent de main-d'œuvre dégagé de manière accélérée par cette évolution. Elle signifierait également la rupture brutale avec l'un des piliers du régime.

- La voie agrarienne, où il s'agirait de donner à l'économie paysanne les moyens de se stabiliser et de fonctionner de manière coordonnée avec les autres secteurs de l'économie, apparaît aujourd'hui complètement contradictoire avec la dynamique capitaliste et le contenu de classe de l'Etat-PRI.

L'évolution de la politique économique durant les dix dernières années reflète parfaitement cette contradiction ; ainsi, les considérants du Système agricole mexicain (SAM *), mis en place en mars 1980, sont typiques d'une politique agrarienne qui voyait bien la nécessité de canaliser une partie de la rente pétrolière vers l'économie paysanne.

Ses principaux objectifs sont en effet : 1. de diminuer le recours aux approvisionnements extérieurs ; 2. d'augmenter le niveau d'intégration de l'économie agro-alimentaire ; 3. de revitaliser l'économie paysanne ; 4. d'améliorer l'état nutritionnel et les revenus de la moitié la plus pauvre de la population.

Le promoteur du SAM, C. Luiselli, déclare : « La production d'aliments de base devra provenir des paysans pauvres. » Cette belle ambition sera vite balayée, avant même la crise de 1982, par l'ambiguïté fondamentale entre le SAM et la loi-

cadre qui a pour objectif de soumettre le paysannat au capitalisme agraire. Après les bonnes récoltes de 1980 et 1981, tout replonge dans la crise.

Comme ce chapitre a essayé de le montrer, sans évoquer pour l'instant les luttes paysannes, la crise agraire est essentiellement une crise sociale. Et, il semble clair que celle-ci ne saurait admettre une issue stable et cohérente (sans même parler d'issue positive) dans le cadre capitaliste.

Une telle cohérence entre industrialisation de l'agriculture et satisfaction des revendications paysannes ne saurait être trouvée que dans un cadre d'économie planifiée, sans qu'il existe de voie royale toute tracée. La Révolution russe a connu l'évolution que l'on sait, en particulier à cause de son incapacité à résoudre, ou du moins à traiter la question paysanne durant ses premières années.

Cette alliance ouvriers-paysans, l'articulation de l'industrie et des différents secteurs de l'agriculture sera dans de nombreux pays, mais tout particulièrement au Mexique avec sa tradition paysanne, l'un des principaux défis de la révolution socialiste.

1

D'après Hewitt C., *La Modernización de la Agricultura mexicana. 1940-1970*, éd. Siglo XXI, 1978.

2

Id.Ibid., p. 77.

3

Dumont R. et Mottin M.F., *le Mal-Développement en Amérique latine*, éd. Le Seuil, 1982.

4

Aguilera M., « La Agricultura hacia el Año 2000 : Opciones, Limites y Desafios ». *Investigación Económica* n° 171, UNAM, 1985.

5

Lustig N., *Distribución del Ingreso y Crecimiento*, El Colégio de México, 1981.

6

Source : Schejtman (CEPAL), *Economía campesina y Agricultura empresarial*, éd. Siglo XXI, 1982.

7

Astorga Lira E., *Mercado de Trabajo rural en México*, éd. Era, 1985.

8

Bartra R., *Estructura agraria y Clases sociales en México*, éd. Era, 1974.

9

Barkin D. et Suárez B., *El Fin de la Autosuficiencia alimentaria*, éd. Océano, 1985, p. 219.

10

Spindola A. et Ortiz E., « El Consumo de Alimentos en Epoca de Crisis », *Estudios Sociológicos*, mai-août, 1985

11

Lustig N. et Martin A., « Descripción del Funcionamiento del Sistema CONASUPO », *Investigación Económica* n° 171, UNAM, 1985.

6. La fin du miracle

Dans l'étude du processus d'industrialisation, l'accent a été mis volontairement sur ce qui fonctionnait bien, tout en signalant les contradictions toujours à l'œuvre, bien que de manière plus souterraine. Toutes ces contradictions, jusqu'à contenues, vont faire surface au début des années soixante-dix, être apparemment transcendées avec le boom pétrolier, pour finalement exploser littéralement et plonger l'économie mexicaine dans une crise de longue durée.

Ce dérapage, qui s'amorce au début des années soixante-dix, combine inextricablement les quatre éléments ci-dessous :

- Crise de rentabilité.
- Epuisement des possibilités de substitution.
- Crise de bonapartisme, autrement dit apparition d'une instabilité fondamentale dans les relations Etat-bourgeoisie-masses.
- Crise de la balance des paiements.

L'entrée en crise ne peut être comprise sans prendre en compte l'ensemble de ces déterminations. Ce chapitre examine sous cet angle la période 1970-1976.

Plus simplement, le sexennat d'Echeverria se traduit par le dérèglement de tous les mécanismes qui avaient jusque-là assuré le succès du « développement stabilisateur ». Pour commencer, Echeverria mène en 1971 une politique de rigueur budgétaire visant à s'attaquer au problème d'un déficit croissant. Le coup de frein est brutal : l'investissement public recule de 23 %. Cependant, cette politique d'austérité

classique s'opposait à la nécessité, bien comprise par Echeverria, d'une « ouverture démocratique » et d'une répartition moins discriminante du revenu. Cette orientation politique supposait une croissance économique suffisamment rapide. C'est pourquoi, dès 1972, la politique budgétaire se fait plus expansionniste : le PIB n'avait augmenté que de 4,2 %, trop peu par rapport à la croissance des années soixante et à celle de la population. Dès 1972, il retrouve un rythme élevé de 8,5 %, qui sera maintenu en 1973. Cette forte croissance, nécessaire sur le plan social, va faire craquer littéralement le régime d'accumulation. 1972 est une très mauvaise année agricole, puisque la production n'augmente que de 2 % ; les prix agricoles augmentent de 5 % en 1972, puis de 21 % en 1973, nettement plus que l'inflation globale, 12,8 % en 1973. Dans le même temps, les importations s'accroissent et l'excédent agricole tombe de 181 millions de dollars en 1971 à 14 seulement deux ans plus tard.

A peu près à la même période, l'économie mondiale entre dans une phase de croissance assez vive, mais au prix d'une forte inflation : le coût des importations augmente de 6 % en 1972, 12 % en 1973, puis de 21 % en 1974. La politique de taux de change fixe est maintenue et, par ce canal, l'inflation mondiale se transmet à l'intérieur du pays.

Inflation et hausse des prix agricoles concourent clairement à faire pression sur le pouvoir d'achat des salariés. Mais l'un des aspects dominants de la période, la montée des luttes sociales, a pour effet de réduire l'espace politique nécessaire pour appliquer une ligne d'austérité salariale. Si l'on considère le tableau 1, on constate que le pouvoir d'achat aura au total connu sous Echeverria une évolution favorable :

Tableau 1

Evolution du pouvoir d'achat (base 100 en 1970)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Salaire moyen	100	99	109	95	118	126
Salaire minimum	100	94	104	93	122	107
Salaires totaux en % du PIB	35,7	35,5	36,9	35,9	36,7	38,1

Ce « dérapage » des salaires viendra évidemment peser sur la rentabilité : la hausse de la part des salaires dans le PIB indique une baisse du taux d'exploitation et une croissance de la productivité inférieure en moyenne à celle du salaire réel. Ce ralentissement est très marqué : entre 1960 et 1972, la productivité augmente à un rythme moyen de 3,5 %, alors que, de 1972 à 1978, elle ne s'accroît plus que de 2,4 % par an. Cette rupture d'évolution infléchit peu à peu la rentabilité et ajoute une dimension fondamentale à la crise puisque le taux de profit passe de 26 % en moyenne entre 1960 et 1970 à 21 % à la fin du sexennat d'Echeverria.

Crise de la balance des paiements

L'économie mexicaine bute sur une autre contrainte, celle du financement : durant les années 1972-1973-1974, les trois composantes de l'endettement externe se dégradent simultanément. Entre 1971 et 1974, la dette extérieure double, passant de 6 700 à 13 600 millions de dollars. Cette augmentation de 6 900 millions de dollars se décompose ainsi : le déficit cumulé des échanges commerciaux augmente de 3 600, les intérêts cumulés de 2 600 et les sorties de capitaux privés s'élèvent à 700 millions de dollars. Voyons tour à tour la signification de ces trois composantes.

La première correspond à une crise des échanges extérieurs, puisque le déficit de ces trois années 1972-1973-1974 équivaut à celui des onze années précédentes. Il faut regarder les choses de près pour constater qu'il s'agit avant tout d'un problème du côté des importations. En effet, celles-ci, mesurées en dollars comme toutes les statistiques de commerce extérieur, sont multipliées par 2,7 entre 1971 et 1974, tandis que les exportations le sont par 2,1. Ce phénomène indique que le modèle de substitution d'importations atteint les limites relativement étroites de son essor. C'est la fin du miracle. Décomposée, cette explosion des importations montre que, entre les mêmes années fatidiques, les importations de biens de consommation s'élèvent de 443 à 1 314 millions de dollars (+197 %), celles de biens intermédiaires de 786 à 2 509 (+215 %) et celles de biens d'investissement de 1015 à 2 230 (+130 %). Tous les secteurs sont donc concernés mais, en termes relatifs, le secteur des biens intermédiaires est le plus touché. On peut le vérifier en examinant dans le tableau 2 les pourcentages d'importations :

Tableau 2

Proportion importations/demande intérieure (en %)

	1960	1970	1980
Consommation	2,08	1,68	1,73
Consommation intermédiaire	4,54	3,37	11,63
Investissement productif	48,60	34,47	26,03

Ces chiffres montrent que le processus de substitution a atteint sa limite dans le cas des biens de consommation, qu'il se poursuit dans le cas des biens d'équipement (avec, on le verra, une forte pénétration des multinationales) mais qu'il s'est inversé dans le cas des biens intermédiaires. Le cas le

plus symptomatique est sans doute celui de la sidérurgie, puisque les importations de cette branche ont augmenté entre 1971 et 1974 de 245 % à comparer aux 47 % d'augmentation de la demande.

Le second mouvement, la hausse des taux d'intérêt, concourt à la dégradation de la balance des paiements et concerne plus particulièrement la dette publique : le taux apparent, c'est-à-dire le rapport entre intérêts payés et montant de la dette en début d'année, tourne autour de 7 % sur la période 1967-1972 et passe, pour ce qui concerne la dette publique, à 11 % en 1974, soit une augmentation de 50 % de la charge des intérêts. Or, le Mexique s'endette pour payer ces intérêts et toute charge supplémentaire se cumule et fait boule de neige. Cet effet ne prendra toute son ampleur qu'au cours des années suivantes, mais le mouvement est bien amorcé.

Crise budgétaire

Reste à examiner le basculement des mouvements de capitaux privés : entre 1971 et 1974, 700 millions de dollars sortent, alors qu'entre 1968 et 1971, il en était entré 1 240. Ce retournement ne concerne pas l'investissement direct qui continue à affluer, mais on se retrouve dans les mouvements de capitaux privés plus sensibles aux arguments financiers et au climat politique d'ensemble. Ce qui déclenche le basculement, c'est très prosaïquement le creusement d'un différentiel d'intérêts entre le Mexique et les Etats-Unis : en 1971, celui-ci est d'environ 2,5 % en faveur du Mexique mais, en 1974, il lui est devenu défavorable de 7,5 %. Ce violent mouvement crée une véritable aspiration des capitaux privés aux Etats-Unis. Le taux d'intérêt intérieur n'a pas suffisamment répercuté la hausse des taux internationaux, ni

la hausse des prix au Mexique. Cependant, à cette réponse à l'incitation financière, il faut ajouter d'autres facteurs ; en effet, même lorsque le taux mexicain augmentera de manière à combler le différentiel, la tendance à la sortie des capitaux privés ne se démentira pas. Elle s'explique bien sûr par l'incertitude sur le taux de change mais aussi, plus fondamentalement, par la raréfaction des opportunités d'investissements rentables dans les secteurs où l'investissement privé national est le plus important.

Cette dégradation progressive sur le front de l'endettement externe s'accompagne d'une aggravation symétrique de l'endettement interne, autrement dit, le déficit public qui, de 3 % du PIB en 1970, saute à 6 % en 1974 et à plus de 9 % en 1975. Dans cette évolution, les intérêts de la dette publique tiennent une part négligeable. Comme l'indique le tableau 3, le décrochage se produit du côté des dépenses étatiques.

Tableau 3

Dépenses et recettes budgétaires (en % du PIB)

	1970	1975	Variations
DEPENSES	15,7	21,3	+ 5,6
Intérêt de la dette publique	1,9	2,0	+ 0,1
Consommation publique	7,2	10,3	+ 3,1
Investissement public	6,6	9,0	+ 2,4
RECETTES	12,7	11,9	- 0,8
Impôts directs	3,5	4,5	+ 1,0
Impôts indirects — subventions	4,9	5,7	+ 0,8
Ventes de Pemex	3,0	3,5	+ 0,5
Autres recettes	1,3	1,8	+ 0,5
DEFICIT DU SECTEUR PUBLIC	3,0	9,4	+ 6,4

Le dérapage budgétaire ne fait qu'exprimer la difficulté à perpétuer la croissance harmonieuse des années soixante. La hausse de l'investissement public s'explique principalement

par la nécessité de boucher les trous de l'appareil productif. La taille du secteur public augmente : le nombre d'entreprises para-étatiques passe de 84 en 1970 à 845 en 1976. Entre 1970 et 1975, le déficit du secteur para-étatique passe de 0,5 % à 3,5 % du PIB. Le creusement du déficit est donc lié essentiellement, du côté des dépenses, à l'intervention économique de l'Etat. Du côté des recettes, les raisons sont plus politiques. Leur stagnation en proportion du PIB provient directement de l'opposition patronale au projet de réforme fiscale de 1972.

Enfin, l'une des raisons supplémentaires d'examiner en détail cette période, c'est que le facteur pétrolier n'intervient pratiquement pas. Le premier « choc pétrolier » fait passer le prix du baril de brut mexicain de 3,8 dollars en 1972 à 6 en 1973 et 10,7 en 1974 ; mais comme le volume des exportations stagne à un niveau assez bas, l'augmentation des ressources pétrolières qui en résulte reste négligeable.

Face à la crise agricole, le gouvernement se voit obligé d'accroître ses dépenses dans ce domaine : elles passent de 4,7 % du budget à 10 % de celui de 1975. Si l'on y ajoute les subventions à la CONASUPO, on obtient respectivement 9,1 % et 17,4 % du prix de vente au consommateur en 1971 à 24 % en 1976. On retrouve ici la contradiction déjà énoncée entre revenu des agriculteurs et valeur de la force de travail.

Les limites de l'articulation entre les différentes fractions du capital

La politique budgétaire d'Echeverria suscitera chez les représentants du patronat mexicain une argumentation toute simple qu'ils rabâcheront pendant des années : le déficit public est la source de tous les maux de l'économie mexicaine. Les patrons oublient évidemment que les dépenses

budgétaires ont pour fonction essentielle d'assurer la reproduction d'un système de domination largement tourné en leur faveur ; par ailleurs, ces dépenses sont également nécessaires en raison de l'incapacité du privé à assurer une accumulation du capital suffisante dans un certain nombre de secteurs stratégiques. Cette myopie congénitale se traduit en tout cas par une attitude d'opposition et de méfiance vis-à-vis de la politique gouvernementale qui va s'accroître au cours du sexennat.

Celle-ci s'explique en partie par la structuration du capital dont il convient ici de dire quelques mots. On peut distinguer trois secteurs : les entreprises transnationales (ET), les entreprises privées nationales (EPN) et, enfin, les entreprises du secteur public (ESP). L'investissement étranger est fortement concentré dans des secteurs clés. Pour fixer les idées, on peut citer pour quelques branches les principales filiales d'entreprises transnationales¹ (voir tableau 4 page suivante).

Les ET représentent de l'ordre de 30 % de la production industrielle, en 1975, contre 60 % aux EPN et 10 % au secteur public. Ce partage de la production semble relativement stable au cours du temps². La présence des ET est assez hétérogène et particulièrement marquée dans les secteurs de pointe de l'industrie : caoutchouc, automobiles, produits chimiques, biens d'équipement.

Ces secteurs se caractérisent par une croissance supérieure au reste de l'économie, par une plus grande concentration de la production, une meilleure productivité et une meilleure rentabilité malgré une intensité en capital supérieure, notamment dans les biens de consommation durable. Malgré cette productivité supérieure, elles contribuent toujours plus aux créations d'emplois grâce à leur croissance plus rapide.

Tableau 4

Concentration de l'investissement étranger (Ventes en milliards de pesos en 1983) *

		Rang	Ventes *
Alimentation	Nestlé	2	35
	Anderson-Clayton	3	30
Automobile	General-Motors	1	73
	Volkswagen	2	59
	Ford		54
	Chrysler	4	41
	Nissan	5	29
	Renault	6	12
Pièces automobiles	Transmisiones y equipos mecánicos	1	13
Communications	Teleindustrias Ericson	2	9
Electricité	General Electric	1	15
	IEM	2	12
Mat. de bureau	Ind. xérográficas	1	27
	IBM	2	20
Pharmacie	Bayer	1	10
Pneumatiques	Goodyear	1	
	Euzkadi	2	20
	General Popo	3	10
Métallurgie	Ind. Nacobre	1	20
	Grupo Rassini Rheem	2	15
Mines	Industrias Peñoles	1	81
	Minería Mexico	2	49
	Mexicana de Cobre	3	25
Papier	Kimberley Clark	1	37
	San Cristobal	2	26
Chimie	Resistol	1	33
	Jabón La Corona	2	22
	Union Cardibe	3	18
	Ciba-Geigy	4	14
	Hoechst	5	11
Tabac	La Moderna	1	45
	La Tabacalera	2	17
Textiles	Celanese	1	59
	Fibras Químicas	2	13
	Nylon de Mexico	3	11

Grâce à leur supériorité technologique au sens large (méthodes de production, brevets, effet de taille, etc.), les ET s'installent dans les créneaux dynamiques et intéressants du point de vue de la rentabilité et des débouchés. Cette

insertion a pour corollaire une contribution importante au déficit de la balance des paiements.

Durant la décennie 1971-1981, le déficits cumulés des échanges commerciaux non pétroliers s'élèvent à environ 59 milliards de dollars : sur cette somme, les ET, à savoir les entreprises pour lesquelles la participation étrangère est supérieure à 25 %, représentent près de 15 milliards, c'est-à-dire environ le quart. Si on laisse de côté le pétrole, puisque par définition elles ne sauraient en exporter, l'influence des ET est à peu près neutre. Au passage, on peut dire ici un mot des *maquilladoras*, c'est-à-dire des industries bénéficiant de franchises dans le nord du pays. De part et d'autre de la frontière, notamment entre Ciudad Juárez et El Paso, sont installées des *twin factories*, entreprises jumelles, où les phases des processus de production qui nécessitent une forte intervention de main-d'œuvre sont bien entendu réservées au côté mexicain.

Cependant, cette source de devises n'a représenté que 5 milliards de dollars durant les quinze dernières années ; cette situation indique que le capitalisme nord-américain ne s'est pas jeté sur l'aubaine et que cette contribution reste modeste.

Les limites de la bourgeoisie nationale

Dans la dialectique entre multinationales et capital national, le facteur dominant est la débilité de ce dernier secteur qui, bénéficiant pourtant d'un protectionnisme tout à fait significatif, n'a pas su en profiter pour élargir son domaine d'intervention à des secteurs plus modernes. L'ouverture au capital étranger n'a pas été organisée par un gouvernement « valet de l'impérialisme », mais en raison des carences de celle-ci.

De la même façon que certaines fractions de la bourgeoisie

française, la bourgeoisie mexicaine est plus forte pour hurler contre le déficit du budget ou la moindre mesure sociale, plus adroite pour toucher des intérêts que pour investir. En caricaturant un peu, on pourrait dire qu'elle a gardé une mentalité de propriétaire d'hacienda.

On ne peut qu'être surpris par les caractéristiques très conservatrices de l'industrie privée. En premier lieu, celle-ci reste concentrée dans les secteurs les plus traditionnels, comme le montre le tableau 5, page suivante, correspondant aux données du recensement industriel de 1975³.

Ce tableau global montre clairement que le poids relatif des EPN est plus grand dans la production de biens de consommation finale et dans celle de biens intermédiaires. D'autre part, le secteur privé se caractérise par une tendance très marquée à la concentration. Ainsi, la part du privé dans les ventes des cent plus grandes entreprises augmente constamment, passant de 32,8 % en 1973 à 43,2 % en 1979, si on met PEMEX de côté. Tout au long des années soixante-dix, des groupes auxquels une loi de 1973 donne la forme juridique d'« unités de soutien au développement industriel » s'accroissent et se renforcent. Le plus important, Monterrey, se compose de quatre groupes : Alfa, Visa, Vitro et Cydsa. Il a été fondé en 1890 par Isaac Garza et Francisco G. Sada, dans la capitale du Nuevo León. La base économique de leur réussite est la brasserie Cuauhtémoc dont les bières sont internationalement connues.

Tableau 5

**Structure de la production industrielle de chaque
catégorie d'entreprises (en %)**

	Entreprises du secteur public	Entreprises trans- nationales	Entreprises privées nationales	Ensemble
Biens de consommation	8,9	27,6	44,7	33,8
Biens de consommation durable	9,4	28,3	5,2	12,4
Biens intermédiaires hors pétrole	28,8	31,7	40,5	36,0
Biens de capital	3,5	12,4	9,6	9,3
Pétrole et pétrochimie	49,4	0,0	0,0	8,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Au fil des ans, le groupe se développe selon une logique simple d'intégration verticale : en 1903, les fabriques Monterrey produisent les capsules, puis, en 1909, les bouteilles. En 1926, elles assurent la fabrication du carton puis plus tard, celle de l'acier avec l'entreprise Hylsa, fondée en 1942. Le groupe s'élargit et produit ainsi actuellement des textiles artificiels (Cydsa), des produits de plastique, des machines, des aliments industriels, des aliments pour le bétail, des boissons gazeuses, du bois, des savons, etc. et même ses propres techniciens, avec l'Institut technologique de Monterrey, sorte de réplique du Massachusetts Institute of Technology (MIT *).

C'est, autrement dit, le développement du capitalisme à la mode du XIX^e siècle : on achète des entreprises les unes après les autres, on paie bien ses ouvriers tout en interdisant les moindres vellétés d'action syndicale digne de ce nom, on emprunte aux Etats-Unis, modèle de référence, on mène les campagnes contre le budget de l'Etat et ses projets de réforme fiscale, et on grossit démesurément. On peut parler de véritable empire : « Pour 1980, les entreprises du groupe

avaient vendu 110 milliards de pesos, (...), obtenu des profits pour 7,6 milliards, tandis que la force de travail qu'elles employaient représentait 175 136 travailleurs. Leur activité couvrait plus de cinquante branches économiques⁴. »

Le sexennat de López Portillo aura marqué, avec l'Alliance pour la production, le grand essor du groupe Monterrey dans l'enthousiasme du boom pétrolier. A l'image du pays, le groupe trébuchera en août 1981 et sera sauvé par un prêt de la banque d'Etat BANOBRAS.

Une faible intégration entre banques et industrie

Une autre caractéristique est la constitution de groupes financiers autour de cinq banques : BANAMEX, BANCOMER, SERFIN, COMERMEX, et CREMI-SERFIN, appartenant au groupe Visa, qui fait lui-même partie du groupe Monterrey. Dans les autres groupes, on retrouve la même disparité dans les secteurs concernés. Ainsi, BANAMEX est reliée aux groupes suivants : Celanese Mexicana (textile), IEM (électricité), Kimberley-Clark (papier), Nacobre (métallurgie), Camino Real (hôtellerie), Cerveceria Modelo (brasseries), Cigarros La Moderna (tabac), Mexicana de Aviación, John Deere (machinisme agricole), Reynolds Aluminium, etc.⁵. Cette énumération fait également apparaître la forte représentation des entreprises multinationales, qui se vérifie également dans le cas des autres groupes financiers. De toute évidence, ceux-ci forment un lien entre capitaux étrangers et capitaux nationaux, situation à laquelle la nationalisation ne changera d'ailleurs pas grand-chose.

Cependant, les banques en tant que telles ne réalisent pas vraiment une intégration entre capital bancaire et capital industriel, et cela pour plusieurs raisons. Le crédit distribué au secteur privé (entreprises et particuliers) tient une place

que les nécessités de financement du déficit public réduisent régulièrement, à cause de la politique monétaire qui fait passer le coefficient de réserves obligatoires des banques auprès de la Banque centrale de 25 % en 1960 à 45 % en 1975. En sens inverse, signalons, par rapport aux normes européennes, la faible part de l'investissement financé par le recours au crédit. Cette proportion s'élève pour les entreprises transnationales dans la majorité des branches, mais les entreprises nationales ont, paradoxalement, plus tendance que les transnationales à recourir à l'endettement externe. Tous ces éléments dessinent un tableau des relations entre banques, secteur public et entreprises privées qui fait apparaître un faible niveau d'intégration et de liens :

« Le marché financier fut considéré comme un nouveau domaine pour les affaires réservé à la bourgeoisie nationale, mais qui n'avait pas entretenu de liens particuliers avec l'industrie. Les banques furent traitées comme une branche à profits élevés, plutôt que comme un sous-système de soutien à l'industrialisation, comme c'est le cas en Allemagne, au Japon ou en Corée⁶. »

Les caractéristiques de cette double structuration, par type d'entreprises, et selon les modes de financement, déterminent les limites de l'industrialisation qui seront atteintes au début des années soixante-dix. Le phénomène le plus important est qu'il n'existe aucun stimulant encourageant le passage à une substitution d'importations dans les secteurs les plus modernes et ceci parce que la rentabilité y est inférieure : « Il est probable que la question centrale est celle des opérations hautement rentables que réalisent sur le marché interne les entreprises étrangères et nationales des industries créées au début du processus de substitution d'importations.

La rentabilité élevée de ces entreprises ne fait pas que relativiser l'intérêt pour celles-ci d'initier des activités

centrées sur l'exportation ; elle constitue de plus un frein au tournant nécessaire pour développer, dans le pays, les biens de capital et les biens intermédiaires plus complexes, compte tenu de la faible rentabilité que ceux-ci permettent, en comparaison avec celle des biens de consommation non durables du type plus traditionnel et moins complexe⁷. »

La crise des relations de l'Etat avec la bourgeoisie

Ce phénomène résulte de la stratégie même de substitution d'importations. Pour favoriser celle-ci, l'Etat a mis en place une politique qui, fondamentalement, a pour objectif de garantir le profit : il prend des mesures de protection (taxes, quotas, permis à l'importation), garantit un approvisionnement en énergie à bon marché, une valeur de la force de travail n'augmentant que lentement et une pression fiscale limitée. Et cela marche, une étude⁸ montre une corrélation assez nette entre la protection exercée et la croissance de chacune des branches. Mais cela marche si bien qu'il n'existe pas d'incitation à quitter la phase « facile » de la substitution d'importations et s'attaquer aux biens de production.

Ces mécanismes renvoient évidemment à la tradition de la bourgeoisie mexicaine qui, depuis l'époque même de Porfirio Diaz, est habituée à laisser aux autres (l'Etat ou les sociétés étrangères) le gros du travail. Mais il n'y a pas que cela ; certains groupes privés comme ICA font preuve, dans le domaine de la construction, d'un dynamisme remarquable. La capacité d'innovation n'est pas négligeable non plus comme en témoigne le procédé technique mis au point dans les aciéries de Monterrey. La combinaison entre un certain mode d'insertion dans l'économie mondiale et le mode de domination politique à l'intérieur joue ici un rôle

déterminant. D'une certaine manière, on peut dire que le bonapartisme mexicain représente un moyen terme entre la dictature industrialisante au Brésil et la dictature désindustrialisante au Chili. Ou, en d'autres termes, on peut souligner la relation entre les modalités de fonctionnement du système PRI et celles de l'industrialisation jusqu'à la fin des années soixante.

L'entrée en crise n'est donc pas seulement d'ordre économique. Une opposition croissante de la bourgeoisie vis-à-vis de la politique du régime et, selon l'expression consacrée, une « perte de confiance » systématique marque le sexennat d'Echeverria. La bourgeoisie ne reconnaît plus ce gouvernement comme le sien, et a l'impression d'être revenue au cauchemar cardéniste. Cette prise de distance se manifeste essentiellement, du point de vue des répercussions immédiates, par la sortie de capitaux. L'importance de ce mouvement a conduit plusieurs analystes à considérer qu'en un certain sens, la bourgeoisie nationale n'existait pas puisqu'elle transférait tous ses bénéfices aux Etats-Unis.

Compte tenu de ce qui a été dit plus haut des groupes mexicains, cette simplification est évidemment absurde, mais il n'est cependant pas sans intérêt de donner de nouveau quelques chiffres : de 1973 à 1984, l'investissement privé cumulé représente 187 milliards de dollars et les sorties cumulées un peu plus de 33 milliards de dollars. C'est énorme, mais cette somme ne représente que 18 % de l'investissement. Très schématiquement, les choses se passent donc ainsi : sur 100 de profit disponible, la bourgeoisie mexicaine réinvestit entre 70 et 80 à l'intérieur et place le reste en fonction de son appréciation de la conjoncture politico-économique. Ce bouclage comporte deux inconvénients : d'une part, l'investissement va plus facilement vers les secteurs traditionnels et, d'autre part, il n'existe pas de contrôle social sur les 20 ou 30 % restants. Plus exactement, l'Etat a toujours

reculé devant l'utilisation des moyens possibles, à savoir la politique fiscale et le contrôle des changes.

La seconde manifestation, plus politique, de la prise de distance de la bourgeoisie apparaît en décembre 1972, au moment de la discussion du projet de réforme fiscale. Devant l'attitude radicale du patronat, le projet sera en fait complètement vidé de son contenu : « Le secteur privé maintint sa position intransigeante de refus de négocier et, pour cela, menaça de retirer ses fonds et de les envoyer à l'extérieur⁹. » Le lien entre armes économiques et pression politique est ici clairement établi. Dans les mois qui suivent ce premier affrontement, les escarmouches vont se multiplier autour de la visite à Mexico de Salvador Allende et de l'assassinat de deux grand patrons : Eugenio Garza Sada du groupe de Monterrey et Fernando Aranguren, attribué à la guérilla active à cette époque-là, et notamment à la Ligue du 23 septembre. Mais l'affrontement reste verbal et le facteur qu'il faut ici prendre en compte, c'est la mise en place des lois dites de « mexicanisation » du capital et en particulier de la loi de promotion de l'investissement mexicain et de régulation de l'investissement étranger qui entrera en vigueur le 9 mars 1973. Il n'est pas absurde de penser que le capital nord-américain joue un rôle actif dans l'unification de la bourgeoisie mexicaine, notamment par l'intermédiaire de l'un de ses relais, la Chambre de commerce américaine (CAMCO), qui impulsera la coordination des institutions représentatives de la bourgeoisie. Celle-ci va se concrétiser avec la formation du Conseil coordinateur des entreprises (CCE) qui fédère divers organismes dont les plus importants sont la CONCAMIN, la COPARMEX, la CONCANACO et la CANACINTRA. Très schématiquement, CONCAMIN et COPARMEX, divisées à la suite d'une loi de 1941, représentent la bourgeoisie industrielle et financière ; CONCANACO fédère les chambres de commerce où domine une petite bourgeoisie,

particulièrement hostile à tout ce qui ressemble à une politique de prix et intervention de l'Etat dans la distribution : sa bête noire est CONASUPO. La CANACINTRA a été plus ou moins suscitée par le gouvernement et, en tout cas, reflète les intérêts des fractions de la bourgeoisie les plus attachées aux vertus du protectionnisme ; l'une de ses récentes prises de position fut, par exemple, de s'opposer à l'entrée dans le GATT *.

La relative unité réalisée par les différentes fractions de la bourgeoisie face à Echeverria marque très clairement l'entrée en crise du bonapartisme ; en d'autres termes, la répartition des tâches entre Etat et bourgeoisie privée, définie durant les présidences d'Avila Camacho et d'Alemán, et qui avait soutenu le développement stabilisateur, est remise en cause par l'épuisement du régime d'accumulation. Cela dit, la bourgeoisie mexicaine se montre largement incapable de dessiner un projet alternatif : en règle générale, les prises de position patronales font preuve de vulgarité et de myopie.

La dévaluation de 1976

D'une certaine façon, la bourgeoisie ne comprend pas en profondeur le fonctionnement du système et ne réalise pas que le passage au régime bourgeois classique, qu'elle appelle de ses vœux, déclencherait une série de conflits sociaux qu'il ne serait plus possible de contrôler selon les vieilles recettes.

Dans la situation de crise décrite ci-dessus, la récession de l'économie mondiale donnera le coup de grâce : le volume total des exportations stagne en 1974, puis baisse de 9 % en 1975. Les taux d'intérêt se maintiennent à des niveaux élevés, l'inflation s'élève à 23 % en 1974, 16 % en 1975 et 20 % en 1976 avec un taux de change immuable de 12,5 pesos pour 1 dollar. C'est le signal de la spéculation : plus de 3 milliards de dollars

sortent du pays en 1976, et c'est la panique : on parle (déjà) de nationalisation de la banque et le peso est dévalué le 31 août 1976 – veille du dernier rapport annuel d'Echeverria – passant de 12,5 à 22, 8 pesos par dollar. C'est la fin d'une période de vingt-deux ans de change fixe et, de manière symbolique, la fin du miracle mexicain. Il se termine dans la confusion, avec des rumeurs de coup d'Etat et de bond en avant des comptes libellés en dollars.

L'étude de cette période s'avère tout à fait essentielle pour montrer notamment comment c'est l'ensemble du régime d'accumulation dans toutes ses déterminations qui se démantèle. Ce dérèglement n'est pas le résultat d'un choc brutal asséné à un corps sain, il provient d'un détraquage progressif de toutes ses parties constituantes, évoquant le sort des voitures passé un certain âge : les pièces cessent de fonctionner les unes après les autres, et il faut, lorsque ce moment arrive, penser sérieusement à acquérir une nouvelle voiture. La fin du miracle est par conséquent une combinaison de facteurs internes et de facteurs externes qu'il serait absurde de vouloir hiérarchiser. L'industrialisation tardive, c'est-à-dire avec des niveaux de productivité extrêmement bas, admet des limites assez précises qui découlent de la loi du développement inégal et combiné. La manière dont sont atteintes ces limites résulte évidemment de l'évolution de la conjoncture mondiale, et c'est une caractéristique de cette industrialisation tronquée d'en être extrêmement tributaire. Pourtant, les verrous se trouvent à l'intérieur même du pays et on a pu constater que, dans le cas du Mexique, l'articulation de l'économie et du politique constitue un facteur déterminant de l'entrée en crise.

Ces considérations générales doivent permettre de dessiner une analyse marxiste du processus d'industrialisation périphérique qui se débarrasserait d'une conception manichéenne de l'impérialisme. Il n'existe pas de complot

machiavélique cherchant à bloquer l'industrialisation du tiers monde et, au contraire, l'objectif naturel du capitalisme est de réaliser le développement des pays le composant qui constituent autant de gisements de plus-value et de marchés potentiels. Les multinationales, au moins dans le cas d'un pays tel que le Mexique, ne sont pas de purs parasites venant piller les ressources naturelles. Au contraire, elles apportent une contribution au développement industriel. Mais cette impulsion, parce qu'elle obéit à la logique capitaliste, se trouve enserrée dans un réseau de contradictions qui viennent bloquer la croissance des forces productives et faire régresser l'économie. Plus précisément, ce qui ressort de l'étude du cas mexicain, c'est l'incapacité de ce type de capitalisme à mettre en place un régime d'accumulation fondé sur la croissance du salaire réel, comme celui qui a soutenu la phase d'expansion de l'après-guerre dans les pays développés. La conclusion logique est qu'il n'y a pas, dans le cadre capitaliste, de sortie positive à la crise actuelle. Cette conclusion ne sera pas mieux fondée, au contraire, si l'on s'obstine à nier la réalité du processus d'industrialisation.

La période 1970-1976 est fondamentale parce qu'elle montre, avant même le boom pétrolier, que les limites du développement stabilisateur avaient été atteintes : la crise de 1982, comme on va le voir, admet les mêmes déterminants fondamentaux.

1

D'après Aguilar, Bernal, Guillen, Vidal, *El Capital extranjero en México*, éd. Nuestro Tiempo, 1986, p. 118.

2

Jacobs E., Peres W, « Tamaño de Planta y Financiamiento : dos Problemas centrales del Desarrollo industrial », *Economía Mexicana* n° 5, CIDE, 1983.

3

Peres W., « La Estructura de la Industria estatal 1965-1975 », *Economía Mexicana* n° 4, CIDE, 1982.

4

Nuncio A., *El Grupo Monterrey*, éd. Nueva Imagen, 1982, p. 30.

5

Basañez M., *La Lucha por la Hegemonía en México*, éd. Siglo XXI, 1984, p. 102.

6

Jacobs, Peres, *op. cit.*, p. 98.

7

Unger K., *Competencia monopólica y Tecnología en la Industria mexicana*, El Colégio de México, 1985, p. 259.

8

Wallace, Kate, Waarts, Ramirez : *La Política de Protección en el Desarrollo económico de Mexico*, éd. FCE, 1979.

9

Valdes J., « Una Aproximación al Análisis de Las Relaciones entre Empresarios y Gobierno en Mexico 1970-1976 », in Labastida J. (comp.), *Grupos económicos y Organizaciones empresariales en Mexico*, Alianza Editorial Mexicana-UNAM, 1986, p. 376.

7. Le mirage pétrolier

La première année de López Portillo ressemble un peu à celle d'Echeverría ; c'est une année d'austérité : l'investissement baisse de 6,7 %, la consommation publique de 1,1 %. La croissance n'est que de 3,5 % mais l'inflation passe à 30 % en raison des effets de la dévaluation. Cette politique s'inscrit bien dans le cadre de l'accord passé avec le FMI. Cependant, l'année 1977 constitue un tournant durable pour l'évolution du salaire. A partir de cette année, le pouvoir d'achat du salaire minimum chute régulièrement, passant de l'indice 119 en 1976 à l'indice 96 en 1982 ; dans le même temps, le salaire moyen, après un recul de 3 % en 1977, n'augmente qu'à un rythme très ralenti et se met à son tour à baisser à partir de 1982. Si l'on considère la part des salaires dans le produit national, 1976 représente, avec 40 %, un maximum historique à partir duquel il faudra enregistrer une baisse régulière. Il s'agit là d'une politique délibérée visant en principe à lutter contre l'inflation mais dont l'objectif réel est le rétablissement des marges de profit. Le gouvernement cherche à étatiser encore un peu plus le rapport salarial en fixant des plafonds salariaux que les contrats collectifs de travail ne devraient théoriquement pas dépasser : dans la lutte entre les « facteurs de production », le gouvernement met délibérément tout son poids dans la balance, du côté des patrons.

Et puis arrive le pétrole. La hausse des prix internationaux vient rentabiliser à l'exportation une production que, jusque-là, le gouvernement réservait au marché intérieur. Les

courbes du pétrole, présentées en annexe, permettent de visualiser la rapide croissance des exportations de pétrole brut : de 420 millions de dollars en 1976, les ventes passent à 1 milliard en 1977, 1,76 en 1978, 3,81 en 1979 et 9,54 en 1980. Cette montée rapide permet de desserrer les contraintes qui avaient débouché sur la crise de 1976 : grâce aux recettes pétrolières, le déficit du commerce extérieur et celui du budget retrouvent de 1977 à 1979 des valeurs à peu près analogues à la période de croissance. Dans ces conditions, le gouvernement peut, dès 1978, relancer au moyen de l'investissement public (+ 31,6 %) et de la consommation publique (+ 10 %) la production, qui retrouve un rythme de croissance élevé : 8,2 % en 1978, 9,2 % en 1979, 8,3 % en 1980 et 7,9 % en 1981. Rassuré par les perspectives pétrolières et le recul du salaire, l'investissement privé rattrape le retard pris en 1976 et 1977 avec, notamment, une hausse notable de 22 % en 1979. D'une certaine manière, le pétrole permet de débloquer les différentes contraintes et de renouer avec le régime d'accumulation des années soixante. La courbe du salaire refait à l'envers le chemin parcouru sous la présidence d'Echeverria, et la concentration des revenus, de la même façon, régresse au bénéfice des classes moyennes.

Il faut souligner ici qu'aucune impulsion n'est donnée pour modifier réellement les problèmes liés à ce régime d'accumulation. En particulier, sous López Portillo comme sous Echeverria, la politique économique du gouvernement sera conçue comme une politique d'accompagnement du boom pétrolier et de l'accumulation privée induite.

La manne pétrolière

Avec le recul du temps, un paradoxe apparaît : entre 1976 et 1982, les ventes de pétrole ont représenté une rentrée de

45 milliards de dollars. Et pourtant, entre ces deux dates, autrement dit, pendant le sexennat de López Portillo, la dette extérieure a, de son côté, augmenté de 55 milliards de dollars, passant de 25 à 80 milliards de dollars. Il faut élucider cette apparente contradiction. Comment une ressource inespérée se traduit par un besoin de ressources encore plus grand ? Commençons par les explications insuffisantes. Pour l'homme de la rue mexicain, la raison en est la corruption, c'est-à-dire les sommes fantastiques détournées par les fonctionnaires bien placés. Il est sûr que, en ce domaine, la présidence de López Portillo représente un sommet rarement atteint. On pourrait multiplier les récits hauts en couleur sur Durazo, le chef de la police mexicaine, ou sur Diaz Serrano, directeur de PEMEX à l'époque, tous deux en prison aujourd'hui encore. Même si, à l'échelle individuelle, les sommes concernées, démentiellles, ont fait l'objet d'un étalage du plus grand cynisme, cette source de fuite peut être tenue comme secondaire.

L'explication de fond peut être recherchée en premier lieu du côté des importations : celles-ci ont, de la même manière, explosé entre 1976 et 1981, de telle sorte qu'une bonne partie des devises n'ont, en somme, fait que transiter par le Mexique.

Un chiffre synthétise l'exacerbation de toutes les contradictions de l'économie mexicaine : entre 1976 et 1981, le PIB augmente de 45 %, mais les importations de 115 %. Le rapport entre les deux (qu'en termes savants on appelle élasticité) vaut 2,67 et traduit une dépendance croissante vis-à-vis des importations. Le tableau 1 permet de détailler ce mécanisme pour ce qui est de l'industrie.

Tableau 1

Importations de 1976 à 1981 (en millions de dollars)

	1976	1981	Différence	1981/1976
Importations totales	6 187	23 929	17 742	+ 277 %
dont :				
Biens de consommation	454	2 809	2 355	+ 519 %
Biens intermédiaires	3 803	13 545	9 742	+ 256 %
Biens de capital	1 930	7 575	5 645	+ 292 %

La spectaculaire progression des importations de biens de consommation correspond essentiellement à la consommation des couches moyennes qui ont abondamment profité de la manne pétrolière et à l'effet de la crise sur les importations agricoles. Il ne faut pas oublier que, sur la même période, le pouvoir d'achat du salaire moyen progresse faiblement, de l'ordre de 2 % en moyenne. Ce bond en avant, favorisé également par un relâchement de la politique protectionniste, ne représente en termes absolus qu'un accroissement de 2,4 milliards de dollars. Le gros du déficit cumulé correspond donc aux biens intermédiaires et aux biens de capital et, de nouveau ici, apparaît la dépendance structurelle de l'industrie mexicaine. De 1976 à 1981, il faut ainsi importer pour 13,5 milliards de dollars de biens intermédiaires, soit autant que durant les dix années précédentes. Cette évolution ne doit pas tout à fait surprendre car elle reste dans les limites des propriétés acquises de l'industrie mexicaine ; le boom pétrolier ne fait que porter au paroxysme des mécanismes déjà présents. En d'autres termes, l'évolution du commerce extérieur entre 1976 et 1981 met en lumière cette caractéristique fondamentale de l'appareil productif mexicain : il ne peut répondre à une augmentation rapide des exportations qu'au prix d'une hausse au moins aussi rapide des importations.

Beaucoup de raisonnements simplistes oublient ce lien entre exportations et importations et considèrent qu'un dollar de plus d'exportation égale un dollar de déficit en moins : c'est faux, parce que le dollar d'exportation peut avoir nécessité un dollar d'importation de plus. Dans ce cas-là, le déficit peut, tout au contraire, se creuser.

Les raisons de l'envol de la dette

C'est ce qui s'est passé de 1976 à 1981, mais dans des proportions somme toute modestes, puisque le déficit cumulé représente 6,5 milliards de dollars, pour une augmentation de la dette de 46 milliards. Il faut introduire ici le mécanisme de cumul des intérêts, que l'on peut illustrer avec un exemple numérique. Soit, à un moment donné, un pays endetté pour une dette D . Si, durant les dix années qui suivent, le pays en question n'a ni déficit ni excédent de sa balance commerciale et n'enregistre aucun mouvement de capital, il doit cependant s'endetter pour payer les intérêts. Pour un taux d'intérêt i , la dette D vaudra au bout de dix ans $D.(1 + i)^{10}$. Autrement dit, et c'est cet ordre de grandeur qu'il faut avoir présent à l'esprit, une dette à 10 % est multipliée par 2,6 en dix ans.

On peut faire le calcul dans le cas du Mexique : en supposant que, à partir de 1973, l'augmentation de la dette extérieure corresponde au paiement d'intérêts, on constate que la dette aurait de toute façon augmenté pour atteindre une valeur de 23 milliards en 1981 et de 38 en 1985. La courbe **HO** du graphique 3 (voir annexes) présente quelques scénarios d'évolution qui permettent d'évaluer l'importance relative des différentes composantes.

Commençons par les déficits commerciaux : la courbe **H1** montre quelle aurait été l'évolution de la dette dans

l'hypothèse où ces déficits auraient été nuls entre 1973 et 1981, l'excédent des années suivantes étant maintenu. L'incidence globale des déficits (effet direct et charge supplémentaire d'intérêts) peut être ainsi évaluée de 1976 à 1981 à 116 milliards, soit le quart de la variation de la dette de 46 milliards. Il reste donc beaucoup à expliquer, et deux autres facteurs doivent être pris en compte.

La hausse des taux d'intérêt représente en soi un facteur d'accroissement de la dette d'une ampleur comparable à celle des déficits commerciaux, comme l'indique la courbe **H2**. Mais surtout, et c'est là un résultat important, l'incidence totale des sorties de capitaux privés, qui inclut donc l'effet des intérêts cumulés qu'elles induisent, est nettement plus importante que les autres comme le montre bien la courbe **H3**.

L'ensemble de ces résultats se résume dans le tableau 2 qui décompose en quatre éléments l'augmentation de la dette extérieure entre 1976 et 1981. On obtient :

Tableau 2

Evolution de la dette extérieure de 1976 à 1981 (en milliards de dollars)

Variation totale de la dette	46,5	
dont :		
Effet des intérêts acquis, à 7 %	4,0	86 %
Incidence des déficits cumulés	11,5	24,7 %
Effet hausse des taux d'intérêt	11,6	25,0 %
Incidence des mouvements de capitaux privés	19,4	41,7 %

Ces résultats sont qualitativement semblables à ceux obtenus dans une étude du CIDE¹. Ils conduisent logiquement

à une nouvelle question : quelle est l'origine de ces sorties de capitaux privés dont l'effet est si important dans l'évolution de la dette ? Pour répondre à cette question, il faut décomposer ces mouvements de capitaux privés, ce qui donne, toujours en résultats cumulés sur 1976-1981, le détail ci-dessous :

Tableau 3

Evolution des mouvements de capitaux privés de 1976 à 1980 (en milliards de dollars)

Poste « actifs à court terme du secteur privé »	6,6
Poste « investissement étranger direct »	- 3,9
Poste « erreurs et omissions »	11,5
Autres postes	- 0,3
Total : mouvements nets de capitaux privés	13,9

Les mouvements les plus importants se trouvent dans le poste « erreurs et omissions », qui décrit la fuite des capitaux. Celle-ci est particulièrement importante en 1981 puisqu'elle intervient pour 8,4 milliards de dollars. Comment interpréter un tel mouvement ? Il résulte des contradictions de la politique économique : pour ne pas freiner l'investissement privé et pour ne pas augmenter trop vite les intérêts de la dette publique interne, le gouvernement ajuste les taux d'intérêt avec retard sur l'inflation et les taux d'intérêt internationaux. Par ailleurs, il renoue avec une politique de taux de change fixe. Après la dévaluation de 1976, le taux de change n'augmente presque pas : 22,58 pesos pour un dollar en 1977, 22,77 en 1978, 22,80 en 1979 et 24,51 en 1981.

Pour tenir compte de l'inflation comparée au Mexique et aux Etats-Unis, le taux de change aurait dû être de 37,25 en 1981 ; le taux de surévaluation du peso est donc de l'ordre de

50 %, ce qui est considérable. López Portillo avait promis de défendre le peso « comme un chien », ce qui montre que son gouvernement cherchait bien à rétablir le régime d'accumulation passé. Tous ces éléments de la politique monétaire n'eurent cependant qu'un résultat, inciter la bourgeoisie à placer son argent sur des comptes en dollars. Ces dépôts passent, au taux de change officiel, de 2,7 à 14,5 milliards de dollars entre 1976 et 1981. Mais le différentiel de taux d'intérêt et la surévaluation du peso, qui rend de plus en plus probable une nouvelle dévaluation, encouragent la sortie des capitaux.

Les limites d'un modèle d'accumulation

L'examen détaillé des chiffres fait donc apparaître une combinaison de facteurs très semblables au premier dérapage de 1976 : le boom pétrolier a donné un dernier coup de fouet à un mode de croissance qui n'a cependant en rien surmonté ses contradictions et s'effondre de manière spectaculaire en 1982. Il convient cependant de prendre un peu de recul par rapport à cette période 1976-1982. Sa première caractéristique, le déphasage, existe à l'échelle mondiale entre les pays capitalistes développés entrés dans une onde longue récessive au début des années soixante-dix et une partie importante des pays du tiers monde dont la croissance ne va s'infléchir que plus tard. Cette période correspond à une politique keynésienne, instaurée de fait à l'échelle mondiale, qui a contribué à étaler dans le temps les effets de la récession. Ce point, particulièrement important, permet de montrer que cette politique, préconisée par des esprits généreux, a déjà été menée et a rapidement atteint ses limites. A partir des années quatre-vingt, les politiques d'austérité menées par les pays industrialisés alignent les

pays du tiers monde sur leurs propres rythmes de croissance.

En second lieu, le boom pétrolier a fait la preuve par l'absurde des contradictions du processus d'industrialisation mexicain. D'où vient cette propension de la bourgeoisie mexicaine à exporter ses bénéfices ? La réponse de fond, outre la proximité des Etats-Unis favorisant cette fuite des capitaux, peut s'exprimer ainsi : l'Etat mexicain ne réussit plus à assurer les conditions de rentabilité du capital national. Celui-ci fait ses comptes et choisit d'aller placer une partie de sa plus-value aux Etats-Unis. Mais, encore une fois, pas tout : le boom pétrolier a déclenché également un boom de l'investissement privé sans qu'il existe de stimulant suffisant pour que cet investissement pénètre de manière significative les secteurs industriels les plus modernes. Le capital étranger, au contraire, rentre de manière plus importante que d'habitude entre 1978 et 1981 parce qu'il dispose de l'avance technologique pour accéder à des marges de rentabilité suffisantes.

Le boom pétrolier, en faisant éclater toutes les contradictions souterraines du mode de croissance antérieur, transforme les modalités de la crise : de crise de financement, celle-ci devient de plus en plus classiquement crise de rentabilité. La forte croissance de la fin des années quatre-vingt s'accompagne en effet d'une croissance de moins en moins rapide de la productivité globale, que compensent en partie les effets du ralentissement de la progression du salaire réel : le taux de profit ne se rétablit que faiblement pour finalement s'effondrer à cause de la hausse très rapide de la composition organique du capital.

Celle-ci signifie qu'il faut un volume de capital toujours plus grand pour un certain volume de production ; cela s'explique à la fois par un déplacement vers les secteurs lourds et par l'incapacité croissante des nouveaux investissements à engendrer un surcroît de productivité du

travail. Dans ces conditions, l'obstacle essentiel tient au fait qu'il n'existe pas, du point de vue du capital mexicain, de secteur d'investissement rentable dans la sphère des moyens de production : les risques sont plus grands, la rentabilité inférieure et la concurrence des produits importés trop vive, avec un taux de change toujours plus surévalué. Du point de vue du capital national, mieux vaut importer que produire sur place, là est l'obstacle fondamental, la raison essentielle pour laquelle la manne pétrolière s'est transformée en facteur d'endettement.

Les conditions propices pour exploiter sur place cette ressource inespérée n'existaient pas. La dette ne fait qu'enregistrer ce blocage. Elle correspond à une sortie de plus-value qui ne trouve pas à s'accumuler sur place. Bien sûr, les facteurs externes, et notamment la hausse des taux d'intérêt, jouent un rôle évident dans l'ampleur prise par le phénomène, mais sa racine se trouve dans le rapport des classes sociales à l'Etat mexicain et se résume à ceci : la bourgeoisie mexicaine a cessé de trouver intéressant l'investissement sur place. Ce point est évidemment décisif dès qu'il s'agit d'envisager les moyens de sortir de la crise : le problème n'est pas seulement d'éponger les effets de la dette, mais de définir un nouveau régime d'accumulation viable, permettant d'envisager une croissance suffisamment équilibrée pour ne pas trébucher de nouveau. La suspension des paiements d'intérêts n'est pas plus une réponse à ce problème que ne l'a été le boom pétrolier dix ans plus tôt.

Il n'empêche qu'elle serait parfaitement légitime : la hausse des taux d'intérêt a constitué un mécanisme d'usure et un vol pur et simple qui a cette particularité de faire boule de neige, un peu comme si le voleur prêtait de l'argent au volé pour pouvoir lui voler de nouveau ; les taux d'intérêt sur la dette publique ont suivi la séquence suivante :

Tableau 4

Evolution des taux d'intérêt de la dette extérieure (en %)

1970	7,7	1978	9,3
1971	7,3	1979	11,9
1972	7,0	1980	14,3
1973	9,3	1981	17,3
1974	11,1	1982	16,9
1975	11,1	1983	13,0
1976	9,7	1984	15,6
1977	8,2	1985	12,5

En supposant un taux d'intérêt de 7 %, correspondant aux niveaux séculaires des taux d'intérêt réels, on arrive à l'évaluation suivante : la hausse des taux d'intérêt a provoqué depuis 1972 une sortie indue de 40 milliards de dollars à laquelle il faudrait ajouter l'effet du nouvel endettement contracté sur la période pour payer ses intérêts, autrement dit les intérêts sur les intérêts. Cette ponction gigantesque égale à peu près la moitié de la dette actuelle.

Cette combinaison de mécanismes internes prévisibles et d'influences externes imprévisibles explique pourquoi López Portillo a pensé pouvoir effectivement régler les contradictions du capitalisme mexicain au moyen des ressources pétrolières. Sa fameuse déclaration selon laquelle il s'agissait d'apprendre à « administrer l'abondance » ne prouvait pas à l'époque un aveuglement complet. En tout cas, il a été largement partagé car personne n'a réellement senti venir la catastrophe et on se gardera bien de vouloir se montrer clairvoyant après coup. Et puis, comme le dira López Portillo dans son ultime rapport annuel : « Le pétrole était là. Il n'y avait pas d'autre option pour un développement dans l'indépendance et pour la justice. »

Durant le boom pétrolier, la gauche insiste essentiellement sur les aspects de dépendance vis-à-vis des Etats-Unis

entraînés par une croissance fondée exclusivement sur le pétrole et Heberto Castillo, ingénieur et dirigeant du PMT, multiplie les mises en garde sur l'épuisement des richesses nationales.

Mais ces voix se perdent dans l'euphorie qui gagne l'ensemble des classes moyennes, fonctionnaires, enseignants ; c'est un peu la fête, on voyage, on s'éclate, même si on sait que le réveil sera difficile. Par ailleurs, la grande majorité des opprimés suit le spectacle de loin.

1982

Le réveil sera en effet à la mesure de l'euphorie. Peu à peu, le bolide de l'économie mexicaine va dévier pour finalement sortir de la piste en août 1982. Le premier dérapage concerne l'incapacité de contrôler l'envol inflationniste, 20 % en 1979, 29 % en 1980, 27 % en 1981 et 61 % en 1982.

Il vaut la peine d'en examiner les raisons. Les salaires n'y sont pas pour rien puisque leur part dans le produit national passe de 40 % à 35,8 % entre 1976 et 1982. En revanche, la nécessité d'importer sur un marché mondial inflationniste pèse sur l'inflation interne, de même que le fonctionnement à pleine capacité de certains secteurs monopolistiques de l'industrie qui peuvent ainsi imposer de considérables hausses de prix.

Mais, plus fondamentalement, l'essor de l'inflation résulte d'une concurrence monopolistique qui s'exerce entre les différentes branches de l'économie pour « fixer » une brusque entrée de ressources qui, bien que transitant par le secteur public, diffuse dans l'ensemble de l'économie.

Dans ce processus, la hausse des prix, si elle est plus rapide que celle des concurrents, permet de capter ce nouveau surplus ; en d'autres termes, l'inflation marque la transition

d'une structure de prix relatifs à une autre. C'est pourquoi la thèse selon laquelle l'inflation serait le résultat du déficit public devrait également être abandonnée ou plutôt inversée.

L'un des problèmes de l'équilibre budgétaire provient du fait que l'inflation a tendance à tordre recettes et dépenses : ces dernières, y compris les intérêts, sont réalisées en pesos d'aujourd'hui tandis que les recettes sont calculées sur des bases imposables non réactualisées. Le patronat ne se satisfait pas de payer moins d'impôts grâce à l'inflation, il lui faut encore consacrer un peu de cette économie à payer des idéologues pour démontrer que l'inflation est causée par le déficit. Malheureusement, ce sont ces absurdes théories qui fondent la théorie « anti-inflationniste » du gouvernement !

Quoi qu'il en soit, le budget évolue selon les mêmes contradictions. En effet, on peut dire que, *grosso modo*, les recettes en provenance de PEMEX compensent une rapide augmentation de l'investissement public qui passe de 7,8 % du PIB en 1977 à 11,7 % en 1981. Le déficit budgétaire va donc se stabiliser à environ 7 % du PIB pour tomber à près de 15 % en 1981.

Cette situation s'explique par le refus de l'Etat d'engager une réelle réforme fiscale permettant d'ajuster ses recettes à son degré d'intervention dans l'économie. Mais ce serait brider l'initiative privée et la seule mesure d'importance, l'instauration de l'IVA (impôt sur la valeur ajoutée), va ponctionner un peu plus le revenu des travailleurs sans représenter de rentrées à la mesure des besoins de l'Etat.

Les ressources fiscales en dehors de celles qui proviennent du pétrole passent de 11 à 11,5 % du PIB, tandis que, dans le même temps, les dépenses passent de 20,3 à 25,5 % du PIB. Si on ajoute à cela le poids croissant des intérêts sur la dette publique, on comprendra aisément que la crise de 1982 admet une dimension budgétaire importante. De la même manière qu'en 1976, c'est de l'extérieur que proviennent les chocs

contribuant à déstabiliser complètement un fragile équilibre : le taux d'intérêt de la dette publique extérieure passe de 13,3 à 18,2 % entre 1980 et 1982, hausse rapide équivalente à une augmentation du tiers de l'encours de la dette. Le prix du baril baisse de 33,2 à 28,7 dollars, soit de 13 %, ce qui provoque un choc sur le budget calculé avec une hypothèse de prix plus optimiste, malgré l'avertissement de 1981. Les différentes étapes de la crise s'enchaînent alors inexorablement. Face à l'incertitude sur le change et à une fuite continue de capitaux, la Banque du Mexique se retire du marché des changes le 18 février 1982 :

« Le dollar grimpa immédiatement d'environ 70 %. (...) La confiance dans le modèle monétaire interne avait disparu et la restriction de la demande de dollars par le biais du marché se fit de plus en plus difficile, ce qui, dans un contexte de change libre, signifia que le flux de devises vers l'extérieur et la "dollarisation" des dépôts dans le système bancaire, non seulement ne s'arrêtèrent pas, mais augmentèrent de façon substantielle, obligeant les autorités, à leur corps défendant, à introduire, en août 1982, un double taux de change et à reconnaître, par l'obligation faite de convertir en pesos les dépôts effectués en dollars, la grave pénurie de devises. (...) La crise de confiance était telle que, le 1^{er} septembre, le contrôle total des changes fut finalement instauré, en même temps que les banques furent nationalisées¹². »

La nationalisation de la banque

Que López Portillo ait pu ainsi nationaliser le secteur bancaire le 1^{er} septembre, alors qu'il ne lui restait que deux mois à gouverner, révèle l'immense capacité d'adaptation du régime. D'un certain point de vue, cette mesure est anticapitaliste : elle représente une expropriation

significative de déposants en dollars et donc un degré d'affrontement non négligeable. Au fond, bien sûr, il s'agit d'assurer les conditions de remise en marche et d'assainissement de la machine capitaliste. Cette propriété du régime, de mener à moyen terme la politique de la bourgeoisie tout en s'affrontant directement à elle conjoncturellement, constitue peut-être la meilleure indication sur sa nature bonapartiste. Une telle politique présente l'énorme avantage de fonctionner comme un piège qui neutralise à peu près dans son ensemble la gauche politique. En réalité, que signifie cette nationalisation de la banque ?

Celle-ci marque l'insuffisance des demi-mesures face à une dynamique spéculative devenue incontrôlable : c'était le seul moyen de maîtriser réellement les changes et les sorties de dollars. Les réactions sont conformes à ce que l'on attendait : le PRI fait descendre ses troupes sur le Zocalo, rejoue le scénario cardéniste, le Conseil de coordination des entrepreneurs (CCE *) menace d'organiser des meetings en défense de la liberté, puis se rétracte, et à peu près toute la gauche soutient les mesures, la palme de la grandiloquence revenant à Heberto Castillo qui fera, au nom du Parti mexicain des travailleurs (PMT *) la déclaration suivante :

« Depuis le 1^{er} septembre, Mexico est différent. (...) La gauche conséquente du pays, celle qui agit en fonction des intérêts des majorités (*sic*), se trouve nécessairement dans le camp opposé à l'impérialisme, aux entrepreneurs voraces, aux banquiers. Et c'est parce qu'elle se situe de ce côté, face aux privilégiés, du côté du peuple, qu'elle se trouve aujourd'hui dans la même tranchée que le gouvernement de López Portillo³. »

Avec l'expérience de la gauche française, on ne surprendra personne en disant que, en soi, la nationalisation de la banque de changeait pas grand-chose : elle permettait seulement

d'enrayer l'hémorragie de dollars mais, faute de remettre en question le paiement de la dette, c'est-à-dire de refuser l'usure de taux d'intérêt exorbitants, la situation ne pouvait que radicalement changer. Or, la sortie de capitaux était fortement liée à l'aspiration vers la zone à hauts taux d'intérêt, si bien que l'on assistait à des circuits pour le moins étranges. Carlos Tello, directeur de la Banque du Mexique au moment de la nationalisation, les décrit de la manière suivante :

« Fréquemment, se présentait le cas d'une banque du secteur public recevant un prêt de l'extérieur dans lequel participaient des banques privées mexicaines. Les ressources ainsi obtenues par la banque publique – qui impliquait une obligation en monnaie étrangère face à une banque privée mexicaine utilisant au départ des pesos pour acheter des dollars à la Banque du Mexique – se transformaient éventuellement en dépôts à la banque privée, ainsi triplement bénéficiaire : de l'intérêt du prêt en monnaie étrangère, des possibilités d'accroissement de son activité offertes par les nouveaux dépôts et, enfin, de l'avantage à obtenir un prêt en dollars financé à partir de pesos. Et tout cela sans aucun risque⁴. »

La remise en ordre nécessaire représentera d'autant moins une rupture avec le système financier international que l'on était passé assez près d'une crise très grave ; la Banque internationale se garde donc de prendre des mesures de rétorsion. Finalement, les grands perdants furent les détenteurs de dépôts libellés en dollars au Mexique puisqu'ils furent convertis en pesos à un cours complètement défavorable par rapport à celui du marché, ainsi que les Mexicains aisés qui avaient emprunté pour acheter des maisons aux Etats-Unis. C'était la fin de la grande vie.

Cependant, les formes prises par la nationalisation évoquèrent dans l'esprit de beaucoup celle du pétrole et

éveillèrent pas mal d'illusions quant à la marge de manœuvre ouverte à une politique économique. Le journal du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT *), *Bandera socialista*, écrivait aussi que la nationalisation « a touché la principale fraction bourgeoise du pays et cela change tout. Elle l'oblige à s'adapter à d'autres activités économiques. Elle la déplace du centre du pouvoir économique et met l'Etat à sa place. C'est pour cela que, tant économiquement que politiquement, la nationalisation de la banque est aussi importante que la nationalisation du pétrole et la réforme agraire de Cárdenas ». Le même article précisait cependant à juste titre que « les mesures annoncées par le gouvernement, même si nous les appuyons, ne signifient pas pour le mouvement ouvrier et populaire l'apogée de la lutte, mais le début d'une autre lutte de plus grande envergure pour être en mesure d'imposer une solution ouvrière à la crise⁵ ».

Plutôt que d'ouvrir une nouvelle période, 1982 met un terme à l'euphorie pétrolière et, en ce sens, ressemble plus à 1976 qu'à 1938. La comparaison entre les cycles 1970-1976 et 1976-1982 fait en effet apparaître leur similitude frappante, quant aux contradictions qui se manifestent, aux remèdes eux-mêmes contradictoires appliqués qui aboutissent finalement à la dévaluation, l'austérité et... l'accord signé avec le FMI. Le pétrole a permis d'espérer que les mêmes recettes suffiraient et a conduit à différer la recherche de la part de la bourgeoisie d'une alternative définissant un nouveau régime d'accumulation. Dans ce domaine, la seule inflexion notable donnée par López Portillo concerne le freinage de la progression du salaire réel, mais pour le reste, les problèmes restent en l'état : spécialisation rétrograde de l'industrie, tendance chronique au déficit budgétaire et contrainte de la balance des paiements durablement resserrée.

Fernández Santisteban J.-L., « Causas y Perspectivas de la Deuda externa en México », *Economía Mexicana* n° 6, CIDE, 1985.

2

Casar J., « Les perspectives de la politique de stabilisation en 1983 », *Problèmes d'Amérique latine* n° 69, la Documentation française, 1983.

3

Cité par Semo, *La Izquierda Mexicana frente a la Crisis* in Alcocer J. (comp.) *México, Presente y Futuro*, Ed. de Cultura Popular, 1985. D. 125.

4

Tello C., *La Nationalización de la Banca en México*, éd. Siglo XXI, 1984, p. 32.

5

Bandera socialista, n° 237, 13 septembre 1982. Repris dans *Inprecor* n° 136 du 8 novembre 1982.

8. L'économie politique du tunnel¹

Le sexennat de De la Madrid, entamé le 1^{er} décembre 1982 et encore en cours, représente une tentative de réorientation du capitalisme mexicain, contrairement au sexennat de López Portillo, qui avait pu, grâce au boom pétrolier, reporter à plus tard cette tâche nécessaire.

La politique économique récente doit donc être analysée d'un double point de vue : d'un côté, un projet tout à fait défini, une trajectoire à moyen terme dont le gouvernement cherche à ne pas dévier ; de l'autre côté, l'accumulation de problèmes à court terme, de pesanteurs de toutes sortes qui l'empêchent d'avancer dans la direction fixée. La réorientation de l'économie vers les exportations de produits manufacturés constitue l'axe principal de ce projet. Les moyens de cette politique portent principalement sur une désinsertion économique de l'Etat. Cependant, celle-ci se heurte à des obstacles tels qu'ils rendent non seulement difficile la concrétisation du projet du gouvernement mexicain, mais probablement, ne lui offrent pas de perspectives réelles.

1983 : tous freins bloqués

Cela dit, à son arrivée, de la Madrid applique des recettes classiques d'austérité dont le détail est d'ailleurs déterminé par les accords signés avec le FMI. Le mythe du FMI, agent monstrueux de l'impérialisme, ne sera cependant pas repris

ici : il s'agit pour le gouvernement d'une manière trop commode de se dédouaner en disant : « C'est pas moi, c'est le FMI », à laquelle il ne faut porter aucun crédit. En réalité, FMI ou pas, le projet du gouvernement implique de telles mesures d'austérité. Celles-ci sont relativement classiques : baisse des salaires et freinage de l'activité économique. De ce point de vue, 1983 se révèle une année de récession sans précédent puisque le PIB recule de plus de 5 %. Cette récession se déclenche par une baisse de près de 17 % des dépenses publiques et la consommation privée recule de 7,5 %. L'investissement privé, quant à lui, chute de 24 %.

Cette extrême récession remet à leur place ceux qui pensaient que les « immenses ressources » rendues disponibles par la nationalisation de la banque permettraient une réorientation de la politique économique. Mais, surtout, les chiffres que nous venons de citer font apparaître en creux un phénoménal recul des importations. Elles passent en effet de 24 milliards de dollars en 1981, à 14,4 milliards en 1982 et à 7,7 en 1983. En prix constant, les importations baissent de 63,3 % entre 1981 et 1983, pour une baisse de 5,8 % du PIB. Toujours en prix constant, la part des importations dans l'offre totale (importation + production nationale) passe de 13,7 à 5,8 %. Par rapport à de nombreux schémas théoriques, ces chiffres, rarement commentés, sont ahurissants. Le phénomène est particulièrement marqué pour les biens de consommation et les biens de capital, mais son ampleur reste tout aussi extraordinaire dans le cas des biens intermédiaires. Cette réponse démultipliée des importations à une baisse de la production nécessite une explication complémentaire, celle des prix relatifs.

Un produit importé des Etats-Unis qui valait 100 dollars en 1981, valait, vu le taux d'inflation aux Etats-Unis, 110 dollars en 1983. Compte tenu du change officiel, le prix en pesos de ce produit passait de 2 451 pesos en 1981 à 13 219 pesos en

1983. Mais le même produit, fabriqué au Mexique, valait par exemple 3 000 pesos en 1981 et son prix, étant donné l'inflation au Mexique, passait à 9 294 pesos en 1983. Le prix relatif, comparant le prix du produit fabriqué au Mexique à celui fabriqué aux Etats-Unis, chutait de 1,22 à 0,70 : il avait donc baissé de 43 %. Des travaux économétriques montrent que cette baisse intervient dans la même proportion pour expliquer la diminution des importations. On aurait donc la décomposition suivante :

Tableau 1

Baisse des importations 1981-1983 (en %)

Baisse relative des prix intérieurs	- 43
Baisse de la demande intérieure	- 11
Augmentation des capacités de production	- 9
Baisse totale des importations 1981-1983	- 63

Ce résultat conduit à une conclusion importante : la politique de change fixe est une politique erronée parce qu'elle encourage des importations. Or, dans le cas du Mexique, ces importations admettent une marge de « substituabilité » encore importante. Très schématiquement, on peut distinguer deux catégories d'importations : les importations complémentaires, c'est-à-dire celles que l'on ne peut s'empêcher de faire ; les importations substituables, qui permettent un choix entre importations et productions nationales, conditionnées par leur prix relatif. Quand toutes les importations sont complémentaires, un taux de change fort peut être recommandé car il rend ces importations nécessaires moins coûteuses et desserre aussi la contrainte qu'elles pourraient faire peser sur la croissance interne. Si, au contraire, certaines importations sont substituables et

suffisamment concurrentielles, une politique de taux de change fort va stimuler les achats à l'étranger en rendant les importations moins chères. De manière générale, un taux de change fort signifie, pour le Mexique, un dollar pas cher. L'inadéquation de cette politique avait été analysée en son temps par l'économiste Villareal², mais la récession de 1981-1983 démontre l'ampleur de ce mécanisme, ainsi que la contradiction fondamentale entre politique industrielle et politique financière.

Le second élément de la politique de l'actuel président, sa carte de visite pour ceux qui voyaient déjà dans la nationalisation du secteur bancaire un retour au cardénisme, fut une attaque d'une violence insensée contre le salaire : en 1983, le pouvoir d'achat du salaire moyen va baisser de 23,4 % puis de 4,4 % en 1984 ; quant au salaire minimum, c'est la chute libre : baisse de 13 % en 1983, de 6,3 % en 1984 de 1,1 % en 1985 et d'environ 9,2 % en 1986. Depuis 1981, le pouvoir d'achat du salaire minimum a donc chuté de 36 %. On assiste bien à « un retour à Cárdenas » : le pouvoir d'achat du salaire minimum de 1986 équivaut à peu près à celui de 1935 ! La courbe du salaire, présentée en annexe, montre qu'elle a bouclé un cycle historique au prix d'une baisse encore plus rapide que celle qui avait caractérisé les sexennats d'Ávila Camacho et de Alemán. On peut rapprocher utilement cette évolution récente de celle d'autres pays d'Amérique latine. Si l'on prend comme référence l'année 1980, l'indice du pouvoir d'achat des salaires est au milieu de 1985 aux niveaux indiqués dans le tableau 2, page suivante.

Certes, l'évolution antérieure était bien différente, notamment en Argentine et au Chili. Il n'en reste pas moins que sur la période récente, le Mexique, avec le Pérou, se situe parmi les pays menant la politique d'austérité la plus brutale. Il en résulte bien évidemment une considérable dégradation des conditions de vie ; il existe cependant des amortisseurs

qui contribuent à expliquer le maintien de la « paix sociale » ; l'importance de l'autoconsommation à la campagne, les subventions aux produits de base, le maintien de prestations sociales en nature pour ceux qui y ont accès. En même temps, se développent des stratégies de survie qui se traduisent par l'expulsion du *subempleo*, en l'occurrence les innombrables petits métiers qu'offre la ville de Mexico. Mais le solde se caractérise par un recul brutal de la satisfaction des besoins essentiels : alimentation réduite et déséquilibrée, santé, logement, éducation, transport, etc.

Tableau 2

Indice du pouvoir d'achat des salaires à mi-1985 (base 100 en 1980)

Argentine	117,2	Chili	93,2
Brésil	116,5	Mexique	68,4
Colombie	113,4	Pérou	59,5

Du point de vue du capital, cette politique améliore considérablement le taux de plus-value dont l'évolution se repère par celle de la part des salaires dans le PIB : celle-ci passe de 40 % en 1976 à 27,7 % en 1984. C'est délirant. A titre de comparaison, ce rapport a diminué en France de 69,5 à 67,9 % entre les mêmes dates (après être grimpé à 71 % en 1981 ». De plus, cette faible diminution s'obtient en France grâce aux gains de productivité, le pouvoir d'achat des salaires restant quasi constant tandis qu'au Mexique, ce sont les salaires qui sont directement frappés.

Le projet à moyen terme : priorité aux exportations industrielles

Cela dit, cette politique classique ne se différencie pas fondamentalement de celle d'Echeverria en 1971 ou de López Portillo en 1976, et un peu en 1981, sinon par son ampleur : ce sont les mêmes leviers que l'on actionne. Par ailleurs, le début de sexennat renouvelle l'erreur d'une politique de surévaluation du peso : entre 1983 et 1985, l'inflation relative entre Mexico et les Etats-Unis augmente de 56 % et le taux de change de 40 % seulement. Après la récession si brutale de 1983, on se permet même une légère relance à cheval sur 1984 et 1985 ; le taux de croissance sera de 3,7 % en 1984. Et, de nouveau, l'économie mexicaine vient buter sur ses éternelles contradictions, marquées notamment par une nouvelle vague de spéculation, une nouvelle tendance au creusement du déficit public par la diminution de l'excédent commercial. Le coup de grâce sera donné en juillet 1985, au lendemain même des élections législatives. Cette fois, le tournant semble résolument pris vers une nouvelle orientation.

Les principaux instruments de cette politique peuvent être ainsi énumérés :

- Dévaluation et maintien délibéré d'une sous-évaluation du peso.
- Respect sourcilieux des engagements liés à la dette.
- Suppression progressive des subventions et hausses des tarifs publics.
- Vente d'entreprises du secteur public.
- Libération du commerce extérieur et entrée dans le GATT.
- Non-soutien de l'Etat aux entreprises en difficulté.
- Portes ouvertes aux investissements étrangers.
- Programme d'encouragement aux exportations.
- Politique fiscale favorable aux entreprises.

Même énumérées dans le désordre, ces orientations forment un tout cohérent dont l'objectif est de faire du Mexique un pays « secondaire-exportateur », pour reprendre l'expression de Valenzuela. Cet économiste a, dans un livre

remarquable³, analysé l'ensemble de ce projet dont les intentions se manifestent dans le Plan national de développement censé couvrir la période 1983-1988. Bien sûr, ce plan, comme tant d'autres, a été rapidement anéanti par la crise économique, mais son examen reste cependant riche d'enseignements, notamment en raison des contradictions qu'il permet d'identifier. Le point de départ de cet examen doit être l'objectif fixé en terme d'exportations : celles-ci devraient représenter 20 % du PIB entre 1985 et 1988 et, de plus, les ventes pétrolières ne devraient pas dépasser 45 % du total contre 57 % en 1982. Ces ordres de grandeur supposent une croissance extrêmement rapide des exportations industrielles d'environ 20 % par an, selon les estimations de Valenzuela. Tel est le cœur du projet. A titre de comparaison, le tableau 3, page suivante, indique le taux de progression moyen entre 1970 et 1983.

L'examen détaillé de ce tableau fait apparaître l'irréalisme de l'objectif du Plan national : de 1970 à 1983, les exportations industrielles ont augmenté de 7,9 % par an, tandis que, sur la même période, le PNB des Etats-Unis, premier client du Mexique, s'accroissait de 2,7 %. Si, pour fixer les idées, on suppose constante la proportion entre 7,9 et 2,7 %, on arrive à l'ordre de grandeur suivant : pour susciter une croissance de 20 % des exportations industrielles, il faudrait, toutes choses égales par ailleurs, que le produit national nord-américain augmente de l'ordre de 6 ou 7 %. C'est faire preuve d'un optimisme hors de saison.

Tableau 3

**Evolution et structure des exportations de 1970 à 1983
(en %)**

Evolution des exportations	Taux de croissance	Structure 1983
----------------------------	--------------------	----------------

	1970-1983	(%)
Agriculture	- 0,4	2,7
Pétrole	18,2	74,3
Industrie	7,9	23,0
dont :		
Produits alimentaires	1,8	6,1
Textiles, bois, papier	4,3	2,0
Chimie	13,8	6,8
Verre-ciment, sidérurgie	3,7	1,9
Produits de la métallurgie et biens d'équipement	19,5	5,8
Autres	6,3	0,4
Total	9,5	100,0

On pourrait envisager que la croissance des exportations mexicaines soit fondée sur une dévaluation compétitive, c'est-à-dire sur des prix de vente attractifs. Cette possibilité ne doit pas être exclue, car une bonne partie des exportations sont composées de produits suffisamment standardisés pour être sensibles à la concurrence des prix. Cependant, cette politique admet des limites dont la plus importante est peut être celle-ci : parmi les exportations les plus dynamiques, on trouve les produits de la métallurgie et, parmi ceux-ci, l'automobile. L'ensemble des branches : véhicules automobiles, carrosseries et pièces automobiles, autres matériels de transport accroît ses exportations en volume au rythme de 24,5 % l'an.

Or, ce courant d'exportation correspond essentiellement à des échanges à l'intérieur des entreprises multinationales en réalité peu sensibles aux conditions de change puisque le prix auquel ces exportations sont facturées dépend d'objectifs internes à la firme qui réalisera le profit.

Enfin, on peut faire augmenter ses exportations sur la base de la qualité générale du produit, conditionnée, du côté de la production, par l'investissement nécessaire pour augmenter la productivité au sens large. Et c'est bien là que le bât blesse, car la productivité industrielle mexicaine connaît une évolution tout à fait défavorable, comme le montre le tableau 4.

Tableau 4

Evolution comparée de la productivité, de la production et de l'emploi (en %)

Taux de croissance	1970-1978	1978-1984	1970-1984
Production industrielle	6,7 %	3,1 %	5,1 %
Productivité industrielle	3,9 %	1,3 %	2,8 %
Emploi industriel	2,7 %	1,7 %	2,3 %

La dégradation de la productivité industrielle est évidente même si le ralentissement de la production elle-même engendre une partie de cette baisse. Du point de vue du partage de la valeur ajoutée, ce mouvement a été compensé par celui des salaires, de telle sorte que ceux-ci ne représentent plus en 1984 que 22,7 % de la valeur ajoutée industrielle contre 34,3 % en 1981. Les chiffres peuvent être un peu trompeurs dans la mesure où la productivité par tête utilisée ici peut correspondre à des mouvements moins défavorables de la productivité horaire en raison de la réduction du temps de travail durant les phases de récession ; avant de licencier, les patrons commencent par réduire les heures de travail.

Toutefois, la politique salariale menée par le gouvernement s'oppose à long terme aux dégagements de gains de productivité. D'une part, face à une telle offensive, la

résistance ouvrière s'exprime forcément par un relâchement des cadences ou pour le moins, par une grande inertie. Et, d'autre part, du côté du patronat, il n'existe pas d'incitation forte à investir pour augmenter la productivité : ce gain en productivité et donc en parts de marché nécessite un investissement supplémentaire qui risque de compenser, et au-delà, cet avantage. Le vieux raisonnement néo-classique trouve ici une certaine validité : quand le salaire est très bas par rapport au coût de l'investissement, cette situation ne favorise pas le passage à des modes de production à plus fort capital par tête et les occasions d'augmenter la productivité réduisent d'autant.

Le rapport entre le salaire industriel moyen et le prix de l'investissement a évolué ainsi : il passe de 100 en 1970 à 126 en 1976 puis baisse jusqu'à 85 en 1984. Cette incitation à une exploitation extensive sera d'autant plus forte que le taux de profit global a nettement baissé en raison de l'augmentation de la composition organique du capital et que la baisse du salaire n'a pas réussi pour l'instant à le relever de manière significative.

D'ailleurs, le Plan national de développement induit un taux de croissance de la productivité du travail situé entre 1,5 et 2 % qui correspondrait donc à un prolongement des tendances récentes. C'est donc un chiffre réaliste, le seul sans doute du Plan, mais il en fait ressortir d'autant plus les contradictions. L'une d'entre elles, sur laquelle Valenzuela insiste avec raison, concerne l'investissement. Avec un taux de profit en difficile rétablissement, un taux de croissance inférieur à celui passé, on ne voit pas comment l'investissement pourrait aller jusqu'à représenter 24,7 % du PIB, alors que cette proportion a été de 21,7 % entre 1977 et 1982, c'est-à-dire durant le boom pétrolier⁴. Ce bond en avant de l'investissement serait essentiellement dû au secteur public mais ceci pose à son tour le problème du financement.

L'évolution économique récente a bien sûr invalidé le cadre général de ce Plan mais permet de mieux repérer les deux écueils essentiels du projet gouvernemental : par rapport au régime d'accumulation passé on ne voit pas ce qui permettrait d'accroître plus vite qu'avant les exportations industrielles hors pétrole, ni pour quelle raison l'investissement devrait devenir plus dynamique. Pourtant, tout le discours actuel tourne autour du mot d'ordre de modernisation industrielle, empruntant une phraséologie tout à fait digne des socialistes français. Ce grand projet de changement structurel apparaît peu cohérent à moyen terme, flou dans ses concrétisations et étroitement contraint par la nécessité de gérer, au jour le jour, les contraintes économiques.

Cela dit, il faut nuancer cette appréciation. En effet, une étude plus détaillée de l'industrie montre que sur l'ensemble de la période 1970-1983, la contrainte extérieure a été globalement desserrée, ce que résume le tableau 5, page suivante.

L'excédent commercial des industries traditionnelles (aliments, textile, bois, papier) se maintient à son niveau de 1970. Le déficit des autres industries baisse en valeur relative. Dans les industries intermédiaires (chimie, verre, ciment, sidérurgie) le recul du déficit est dû essentiellement au secteur de la chimie lourde, au verre et au ciment. Dans les industries métallurgiques, l'amélioration s'explique surtout par la construction automobile, mais toutes les branches y participent. De façon très schématique, on peut considérer qu'il existe une corrélation positive entre le développement des exportations et l'amélioration du solde commercial. Mais cette tendance ne saurait forcément se prolonger :

Tableau 5

Solde extérieur de l'offre industrielle (%)

	1970	1983	Variations
Industries traditionnelles	0,77	0,73	- 0,04
Industries intermédiaires	- 1,06	- 0,29	+ 0,77
Industries métallurgiques	- 4,02	- 1,96	+ 2,06
Total	- 4,31	- 1,52	+ 2,79

« Les entreprises étrangères ont été le véhicule principal de la récente expansion des exportations industrielles “modernes” ; ces entreprises réalisent à peu près toutes les exportations de biens de consommation durables et environ les deux tiers des biens de capital et intermédiaires. (...) Le marché interne continue d’absorber une proportion importante des ventes de biens importés ou produits dans le pays par des entreprises étrangères et les exportations peuvent être considérées essentiellement comme un moyen d’obtenir de meilleures conditions sur le marché interne, que ce soit sous forme de quotas supplémentaires, de permis d’importations ou d’autres concessions officielles. En ce sens, il est nécessaire de comprendre les limitations qui se présenteront quant à la promotion de leurs exportations ; surtout parce que cette expansion pourrait entrer en conflit avec la stratégie globale des entreprises transnationales⁵. »

Voilà le grand problème : le développement des exportations dépend de la stratégie des multinationales : les attirer sera de plus en plus coûteux en termes de concessions, il faut donc s’attendre à une contribution de moins en moins positive sur l’évolution du déficit extérieur. La nouvelle orientation séduira-t-elle les investisseurs étrangers ? « Les analystes disent qu’il paraît “absurde” qu’avec une loi sur les investissements étrangers “flexibilisés”, il soit entré moins de capital qu’avec l’ancienne interprétation de cette loi élaborée

en 1973 sous la présidence d'Echeverria », constate *El Financiero* du 3 octobre 1986. Dans le même article, Leopoldo Solís, prestigieux conseiller économique du président, avance l'interprétation suivante : « L'une des raisons à l'origine du flux d'investissements étrangers se trouve dans les incitations qu'il a reçues. Nous avons, d'une part, des prix peu élevés des biens et services offerts par le secteur public, un bas niveau d'imposition. (...) D'autre part, le protectionnisme indifférencié et la législation du travail rendent le prix relatif du capital inférieur à celui du travail. » La politique actuelle du gouvernement (abandon du protectionnisme, élimination de subventions, augmentation d'impôts et hausse des coûts financiers) pourrait bien faire fonction d'épouvantail au lieu d'attirer le capital étranger. Mais sur cette question comme sur d'autres, les divers plans font le silence.

Globalement, on peut donc conclure de la manière suivante : il existe des réserves d'exportations industrielles positives, mais leur croissance, compte tenu en particulier des importations induites, ne saurait modifier qualitativement l'insertion internationale de l'industrie mexicaine, ni sa structuration interne. Cette stratégie ferme à peu près complètement la perspective de la mise sur pied d'une industrie nationale de biens d'équipement. Pour cette raison, il s'agit à long terme d'une stratégie régressive.

La logique de l'intégration économique avec les Etats-Unis

Cet ouvrage ne dira pas grand-chose du tremblement de terre de septembre 1985 sinon en raison de ce qu'il révèle indirectement. Le gouvernement n'a pas cherché à tirer argument de la catastrophe pour desserrer un peu le nœud coulant de la dette, aspect rarement commenté. Pourtant, il

aurait été légitime de le faire : un pays si durement frappé pouvait facilement faire valoir l'ampleur des dégâts pour refuser de payer tels quels les 15 % d'intérêts qui courent sur la dette publique extérieure. Or, rien n'a été fait en ce sens, aucune décision unilatérale n'a été prise.

Du point de vue économique, la baisse du prix du pétrole survenue brusquement au début de 1986 représente un choc d'une ampleur comparable : les ressources pétrolières de 1986 sont inférieures d'environ 6 à 8 milliards de dollars à celles de 1985. Le Mexique aurait pu dire, comme le Pérou par exemple, qu'il ne peut pas payer plus qu'une certaine proportion de ses exportations. Les répercussions entraînées par une telle attitude dans plusieurs grandes banques nord-américaines confèrent en réalité au Mexique un considérable pouvoir de négociation.

Or, il choisit, même dans les pires extrémités, de ne pas le faire. Cette orientation fondamentale diffère d'autant les mesures que le gouvernement devrait logiquement prendre pour réaliser la « modernisation ». On ne peut pas, par exemple, augmenter le prix de la *tortilla*, du ticket de métro ou les impôts locaux aussi vite qu'on le voudrait quand on se trouve face à un peuple traumatisé par l'austérité et la catastrophe du 19 septembre. C'est que, malgré ces effets contradictoires, on met ici le doigt sur un aspect central du projet.

Pourquoi, en effet, une telle obstination à ne pas, au moins, menacer les créanciers de mesures unilatérales ? Pourquoi le refus de coordonner une telle politique avec d'autres pays endettés d'Amérique latine comme le Brésil, l'Argentine ou le Pérou ? Sans même parler des propositions plus radicales de Fidel Castro tendant à un refus pur et simple du paiement de la dette, il y aurait là, dans les limites étroites qui découlent de la nature sociale de ces différents régimes, une marge de manœuvre possible. Or, le Mexique préfère faire cavalier seul

et semble postuler au titre de meilleur payeur de dette. Encore une fois, pourquoi ? La réponse est double : d'un côté, le gouvernement risquerait de déclencher un mouvement populaire qu'il ne serait pas forcément en mesure de canaliser, mais un autre élément de réponse donne une certaine cohérence à l'ensemble de la politique économique actuelle : le projet du gouvernement suppose la mise en place de liens privilégiés avec les Etats-Unis et une intégration croissante dans le système économique américain ; une position conflictuelle sur le problème de la dette est contradictoire avec une telle orientation.

Le Mexique ne ressemble en effet ni à la Corée ni au Brésil et il est trop tard pour espérer accomplir ce que ces deux pays, selon des schémas assez différents, ont déjà réalisé et continuent à réaliser, à savoir mettre en place une capacité autonome d'exportations industrielles de plus en plus élaborées. La comparaison entre les exportations de biens de capital du Brésil et du Mexique est particulièrement éclairante. En 1982, le Brésil couvre ses besoins en biens de capital dans une proportion de 84 % et en exporte pour 2,12 milliards de dollars dont 44 % vers des pays en développement. La même année, les chiffres, pour le Mexique, s'élèvent à 47 %, 0,56 et 90 %⁶. Le retard du Mexique et l'importance dans ses exportations d'échanges internes aux multinationales apparaît de façon significative. La politique menée par le Brésil dans l'industrie informatique constitue un autre élément de comparaison, dont la chronologie mérite d'être détaillée. Dès 1973 en effet, « les autorités brésiliennes établissent un contrôle des importations de matériel destiné aux administrations et aux entreprises nationales⁷ », puis lancent un programme de *joint venture* impliquant des transferts de technologie et visant le créneau des micro-ordinateurs et terminaux. Une industrie nationale se développe dans ces secteurs tandis qu'une

politique protectionniste contrôle le marché des gros ordinateurs. Ces dispositions sont renforcées par une loi de 1984. A cette date, les entreprises brésiliennes couvrent déjà 25 % du marché. Actuellement, la situation est très conflictuelle vis-à-vis d'IBM à qui la Résolution 44 voudrait imposer quelque chose de contraire à sa philosophie, à savoir les transferts de technologie vers d'autres entreprises que ses filiales. En revanche, au Mexique, la résistance n'est qu'un simple simulacre et IBM obtient un accord en juillet 1985, de sorte que la situation peut être rapidement résumée : « Le Mexique, au contraire [du Brésil], ne dispose même pas d'un noyau industriel national, ce qui annonce pour le XXI^e siècle, notre totale dépendance technologique en ce domaine⁸. » Alors, c'est vrai, IBM Mexique exporte pour 95 millions de dollars en 1985 et envisage d'augmenter de 25 %, avec comme contrepartie de ce supplément d'exportation l'absence de tout potentiel autonome de production.

Cette comparaison amène une autre conclusion. Il est trop tard. Comme on vient de le voir, la politique industrielle brésilienne date de 1973, tandis qu'en 1986, le Mexique n'a toujours pas, dans ce secteur comme dans de nombreux autres, de stratégie industrielle. On retrouve ici les remarques émises précédemment quant au manque d'intégration entre banque, industrie et secteur public, quant au faible esprit d'entreprise des patrons mexicains, satisfaits des profits garantis dans les secteurs traditionnels. Pour être précis, le « tout pétrole » a tenu lieu de politique industrielle. Finalement, l'initiative est laissée aux multinationales afin qu'elles se développent dans les secteurs de pointe, mais, comme le montre l'accord avec IBM, à leurs conditions. Le type d'industrialisation, qui correspond de fait au projet de la bourgeoisie bureaucratique, débouche sur la généralisation des *maquilladoras* (industries de finition) en dehors de toute dynamique fondée sur le marché interne. Dans son prologue

au livre de Valenzuela, Gilly insiste sur la nature au contraire nouvelle des plus récentes implantations, notamment de l'industrie automobile : « Ces industries ne sont pas une simple prolongation et transformation des traditionnelles *maquilladoras* de la frontière. (...) Quant à la technologie et à l'organisation du travail, ces usines sont au même niveau que les maisons mères. » Cependant, Gilly insiste sur la destination de la plus grande partie de cette production : les Etats-Unis, comme les *maquilladoras* précisément. Les exportations de ces entreprises ne permettent pas d'améliorer qualitativement la contrainte extérieure, car la propension de ces usines à importer les biens d'équipement est extrêmement élevée. Que cette nouvelle génération d'usines utilise des techniques plus avancées ne signifie pas qu'elles sont les plus modernes mais, en tout état de cause, cela rend encore plus improbable l'émergence d'une industrie nationale de biens d'équipement ; par ailleurs la mise en place d'un schéma fordiste, avec création d'un marché intérieur en expansion, reste superflue. Le salaire demeure un coût et non pas un débouché pour les produits industriels.

La formation d'un arrière-pays industriel assurant les phases de la production compatibles avec les méthodes de production disponibles constitue la seule issue. Dans ces conditions, la progression de la productivité n'est pas une exigence première ; la discipline et le faible prix de la force de travail restent déterminants. Cette perspective, à l'aide de différentes mesures, assure la cohérence de la voie que cherche à tracer le gouvernement. Elle permet de comprendre la nécessité de donner des gages aux éventuels investissements, le plus important d'entre eux étant le paiement scrupuleux de la dette, même dans les situations les plus dramatiques. Cela dit, il ne suffit pas de dessiner une voie pour que celle-ci se transforme en avenue : il se pourrait bien que le projet gouvernemental actuel ne débouche sur rien.

Passons sur l'évidente dépendance de facteurs extérieurs dont le Mexique ne peut que subir les effets : prix du pétrole, taux d'intérêt, degré de protectionnisme des Etats-Unis et éventualité de plus en plus plausible d'une nouvelle récession généralisée de l'économie mondiale. Cette orientation ignore plusieurs aspects fondamentaux.

Le verrou de la dette

Faire preuve de libéralisme, entrer dans le GATT, c'est très joli et cela ne porte pas à conséquence. Mais si, du jour au lendemain, le Mexique levait toutes les barrières douanières, on assisterait sans doute à une explosion des importations, due à la répartition des revenus, aux goûts de la classe moyenne et aux qualités comparées des produits mexicains et étrangers. Contrairement aux grands discours, le gouvernement ne fera probablement pas cette folie mais cette menace montre la faiblesse structurelle de cette orientation. Reste à examiner le problème de la dette. La logique du gouvernement dans ce domaine reste, comme on l'a vu, inflexible. Il convient donc de mesurer l'ampleur réelle du poids de la dette, tel qu'on peut l'évaluer après l'accord du 29 septembre 1986.

A partir de données retranscrites par un article d'*El Financiero* du 7 octobre 1986, on peut reconstituer à l'aide du tableau 6, page suivante, les perspectives gouvernementales pour la période 1986-1991 concernant l'évolution de la dette et de ses composantes.

Ce tableau est obtenu avec les hypothèses suivantes :

- Les exportations pétrolières remontent lentement de 5 à un peu plus de 7 milliards de dollars entre 1986 et 1991.
- Les exportations non pétrolières augmentent d'environ 10 à 26,6 milliards de dollars entre ces mêmes dates : si l'on

laisse de côté l'année 1986, le rythme de croissance est de 12,8 % l'an.

Tableau 6

Perspectives gouvernementales de l'évolution de la dette (en milliards de dollars)

Déficits commerciaux cumulés	- 30,8
Intérêts cumulés	51,6
Mouvements de capitaux privés	5,5
Variation de la dette	26,3

- Le taux d'intérêt reste à un niveau raisonnable de l'ordre de 7,6 %.

- Les mouvements de capitaux privés font apparaître un besoin de financement assez réduit, de l'ordre de 1 milliard de dollars par an, à rapprocher des 2,7 milliards de dollars de la période 1972-1982.

- Les réserves internationales augmentent d'un milliard de dollars par an.

Ces données sont globalement raisonnables dans la mesure où le pessimisme relatif sur le pétrole compense l'optimisme sans doute exagéré quant aux taux d'intérêt et aux mouvements de capitaux. Ce schéma paraît compatible avec une continuation de la politique actuelle et un taux de croissance modéré.

Bien sûr, cette perspective, fragile, dépend de nombreux paramètres externes, mais elle n'est pas totalement improbable. En tant que telle, la dette n'entraîne pas forcément l'apocalypse. Ce n'est sans doute pas de ce côté que réside la principale menace qui pèse sur le régime, ou bien alors indirectement, dans la mesure où la gestion de la dette débouche sur un budget serré qui ne lui laisse aucune marge

de manœuvre.

C'est là, sans doute, la folie de la politique menée : ce n'est pas en payant la dette que le régime ruine ses propres bases, mais bien parce que pour faire face à ses engagements, il doit augmenter le prix de la *tortilla*. A cela s'ajoute le grave problème de l'emploi.

Certes, l'économie nord-américaine, malgré les entraves mises par la récente loi Simpson-Rodino, qui limite l'immigration, aura encore besoin de cette main-d'œuvre bon marché venue du sud et pourra en absorber une proportion notable. Mais cela ne saurait évidemment suffire à résoudre l'énorme problème de l'emploi qui s'aggrave. Les statistiques mexicaines ont quelque chose d'un peu surréaliste car, avec la définition du chômage du Bureau international du travail, on arrive à des niveaux absolus bien éloignés de la réalité observable.

La poudrière du chômage

Si, en revanche, on utilise le concept de sous-emploi qui englobe toute personne « n'ayant accès qu'à un travail à mi-temps ou percevant un salaire inférieur au minimum légal », on arrive à une proportion de l'ordre de 40 %. Mais surtout, l'évolution est désastreuse, malgré la volonté délibérée du gouvernement de présenter des chiffres truqués. Ainsi, depuis 1984, la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU (CEPAL *) ne publie plus de taux de chômage pour le Mexique : il faut donc se reporter à l'intéressant article de Carlos Ramirez dans *El Financiero* du 17 septembre 1986, qui inclut le tableau 7 :

Tableau 7

Evolution de l'emploi (en milliers de personnes)

	1982	1986	1988	Variation 1982-1986	Variation 1982-1988
Population active	23 630	27 280	29 320	3 650	5 690
Emploi secteur formel	19 860	19 960	21 052	100	1 192
Emploi secteur informel	1 880	3 390	3 809	1 510	1 929
Chômage	1 890	3 930	4 459	2 040	2 569

Chaque année, la population active augmente de 900 000 personnes, soit de 3,6 %. Cela signifie qu'il faudrait, à productivité inchangée, une croissance de 3,6 % pour absorber de supplément de population active. Or, le tableau 8 montre qu'on en est loin :

Tableau 8

Evolution du PIB

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Indice base 100 en 1981	99,5	94,2	97,7	100,3	95,8	98,7	101,6
Taux de croissance (%)	- 0,5	- 5,3	+ 3,7	+ 2,7	- 4,5	+ 3,0	+ 3,0

Même avec des hypothèses relativement optimistes en 1987 et 1988, le PIB ne retrouve qu'en 1988 le niveau d'avant-crise de 1981. En réalité, il est probable que le sexennat de De la Madrid se terminera avec une croissance zéro. Mais admettons même le rachitique 0,34 % de croissance moyenne et rapprochons-le des 3,6 % de croissance de la population active : on obtient une véritable explosion du chômage, d'autant plus forte que les gains de productivité seront marqués. Le tableau précédent est construit avec une hypothèse, au demeurant absurde, de recul de la productivité

de 0,5 % par an. Les niveaux d'emploi, encore trop optimistes, indiquent pourtant une augmentation de 2 000 000 des chômeurs absolus, la différence, pour 1 510 000, étant absorbée par ledit secteur informel.

Il est clair qu'une telle situation ne peut se prolonger longtemps : les capacités d'absorption du secteur informel, celui des innombrables petits métiers, va progressivement ralentir et rendre, en contrepartie, d'autant plus insupportable la situation de chômeur absolu. Si l'on rapproche cette tension sur l'emploi de l'attaque directe contre le salaire, la conclusion est que l'on se rapproche du point de rupture. Or, la poursuite de la stratégie actuelle exclut toute solution positive à cette situation, enclenche au contraire une dynamique extrêmement régressive : l'emploi industriel a reculé de 11,3 % en mai 1986 par rapport au niveau de 1981.

Vers le chaos urbain

Ce problème du sous-emploi se traduit par l'explosion de la zone urbaine de Mexico, lieu privilégié des stratégies de survie. Dans cette zone s'accumulent 25 % de la population active, 46 % de la production industrielle et environ 18 millions d'habitants. Cette projection dans l'espace de la concentration de la richesse risque, de manière prévisible, de déboucher sur une véritable catastrophe, qui succéderait à celle de San Juan Ixhuatepec de novembre 1984 où l'explosion d'une réserve de gaz brûla des centaines de maisons et leurs habitants endormis, et au tremblement de terre de septembre 1985.

Celui-ci a révélé les tares du système de construction. Mais le pire reste peut-être à venir sous la forme d'une catastrophe écologique de grande ampleur. La raison pourrait, par

exemple, provenir de l'impossibilité d'assurer l'approvisionnement en eau de la ville : en 1985, il a nécessité une arrivée de 42 000 litres par seconde.

Cette eau, soit dit en passant, provient de puits et sources de la vallée de Mexico, ce qui explique que la ville s'enfonce régulièrement en raison de l'épuisement des nappes d'eau souterraines. Cela contribue aussi à expliquer l'ampleur des dégâts du tremblement de terre ainsi que le caractère particulièrement meurtrier (huit morts en quelques mois) des travaux de creusement de nouvelles lignes de métro.

Le second risque majeur concerne la contamination qui n'est déjà plus potentiel. Le groupe des cent, composé d'intellectuels et d'artistes mobilisés sur ce thème, signale que l'« on vient de découvrir des oiseaux morts, victimes de l'empoisonnement de l'atmosphère ». Mais il n'y a pas que les oiseaux qui meurent : chaque année, dans la ville de Mexico, environ 25 000 personnes succombent à des maladies respiratoires et gastro-entériques, provoquées en général par des « agents externes », en d'autres termes, à cause d'eau ou d'aliments contaminés, ou de la pollution de l'air.

Quelques chiffres : « En 1982, l'émission quotidienne fut de 4 075 tonnes de monoxyde de carbone, 530 tonnes de bioxyde de soufre, 343 tonnes de nitrogène. » (*El Financiero*, 9 juillet 1986.) « Le problème ne se limite pas au ramassage de 496 tonnes d'ordures en provenance des marchés, de 2 912 de l'industrie, de 46 des hôpitaux et de 7 020 tonnes des particuliers, mais à son traitement et à l'existence de dépôts d'ordures qui contaminent sérieusement l'atmosphère. » (*El Financiero*, 2 janvier 1986.)

Chaque hiver, se produit le phénomène de l'« inversion thermique » quand la vallée de Mexico est envahie d'un air froid qui stagne à basse altitude, et fait augmenter sensiblement la concentration au niveau du sol de particules et gaz contaminants. Cette concentration filtre les rayons du

soleil et freine le réchauffement qui permet à l'air pollué de se dissiper au cours de la journée. L'indice métropolitain de qualité de l'air (IMECA) permet de suivre cette évolution : il a dépassé plusieurs fois le niveau d'alerte (300) qui, selon un récent « programme » (*La Jornada* du 4 novembre 1986), devait déclencher une réduction de 66 % de la production industrielle et la suspension des activités extérieures des écoles.

Tout cela et bien d'autres choses encore, comme la paralysie des transports, les inondations qui ponctuent régulièrement la saison des pluies, la violence automobile, la délinquance (finalement assez réduite) n'empêchent pas la ville de continuer à fonctionner constamment au bord du désastre, de croître et de vivre. Mais tout le monde sent bien que le processus n'est plus vraiment contrôlé et qu'il risque de déraiper à tout moment. Une information récente fournit un exemple frappant du caractère inexorable de cette marche à la catastrophe : on a récemment baissé le contenu en plomb de l'essence et, quelques mois après, il semble que cette baisse ait été compensée par l'ozone dont la concentration excède fréquemment la norme de qualité de l'air (*La Jornada*, 8 novembre 1986).

Il n'est donc pas exclu que la crise urbaine fasse exploser un mode de développement industriel qui tourne le dos aux besoins élémentaires de la majorité.

Deux principales contradictions

Pour conclure cette longue partie consacrée à l'économie mexicaine, nous voudrions souligner les deux principales contradictions auxquelles se trouve confronté le régime.

La première résulte de l'écart entre sa stratégie économique et l'état actuel de l'appareil productif mexicain :

bien que la politique économique soit tout entière tournée vers la constitution d'un pôle autonome d'exportations industrielles, la trajectoire naturelle du capitalisme mexicain est de devenir un partenaire mineur de l'industrie nord-américaine. Les raisons essentielles reposent sur une faible intégration industrielle, l'inexistence d'une industrie nationale de biens d'équipement et l'absence permanente de politique industrielle en ce domaine, enfin l'incapacité chronique à fonder la croissance des exportations sur des progrès de productivité, et celle du marché intérieur sur l'amélioration des salaires.

La seconde contradiction tient à l'incapacité du régime à reproduire son mode de domination : son projet économique le contraint à rompre les derniers liens qu'il pouvait entretenir avec les masses, à détruire systématiquement les bases économiques de la « paix sociale ». La dégradation des conditions de vie des travailleurs conduit toujours plus près des seuils de rupture sociale. Cette contradiction explique aussi la raison pour laquelle le gouvernement mexicain n'a pas mis en place un « plan aztèque » hétérodoxe, à l'image des politiques menées au Brésil et en Argentine : c'est qu'il n'a plus la force politique suffisante pour assurer le minimum de consensus social nécessaire pour le fonctionnement de ces plans.

Cette perte de substance exclut à fortiori l'éventualité d'un tournant « cardéniste » : là encore, le régime n'a ni la force (ni la volonté) d'imposer un tel tournant à la bourgeoisie, ni celle de contrôler les mobilisations de masse que cela supposerait. Le gouvernement est donc condamné à avancer sur la voie qu'il s'est tracée sans disposer d'une formule politique adéquate à son projet économique : sur cette voie qui est peut-être bien une impasse, il n'y a pas pour lui de bifurcation possible.

Cette interprétation conduit à relativiser la question de la

dette, en ce sens précis : plutôt que de faire de la baisse du salaire la conséquence du paiement des intérêts, il faut considérer baisse du salaire et paiement scrupuleux de la dette comme les deux pièces complémentaires d'un même projet. Les implications d'une telle distinction se concrétisent de la manière suivante :

1. Dans le cas hypothétique où les taux d'intérêt baisseraient et où le prix du pétrole remonterait significativement, ce bol d'air ne serait pas utilisé par ce gouvernement pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, mais pour avancer plus vite dans son projet de modernisation capitaliste. Suggérer le contraire en centrant trop l'analyse sur la dette, reviendrait, à notre sens, à ne pas voir l'orientation stratégique de la politique gouvernementale et, par conséquent, à créer d'assez dangereuses illusions.

2. Le fait que le gouvernement a passé le cap extrêmement difficile de 1986 laisse à penser qu'il aura (ou que la Banque internationale lui donnera) la capacité de gérer les échéances des prochaines années, en ce qui concerne le calendrier de la dette ; même si c'est au prix d'une fuite en avant démentielle. Le gouvernement se verra confronté, de manière croissante, à des échéances internes que détermineront les luttes populaires contre l'austérité.

1

Ce titre excellent est emprunté à un article de Rolando Cordera, *Nexos*, n° 107, novembre 1986.

2

Villareal R., *El Desequilibrio externa en la Industrialización de México (1929-1975)*, éd. FCE, 1976.

3

Valenzuela J., *El Capitalismo mexicano en los Ochenta*, éd. Era, 1986.

4

Id., *ibid.*, p. 152.

5

Unger K., *Competencia monopólica y, Tecnología en la Industria mexicana*, El Colégio de México, 1985, p. 67-68.

6

Chudnovsky D., *El Comercio de Bienes de Capital en América Latina*, Comercio exterior, sept. 1985.

7

Quatrepoint J.-M., « La Ofensiva de Estados Unidos contra la Informática latino-americana », *le Monde diplomatique* en espagnol, juillet 1986.

8

Fernández Christlieb P., « Mexico, Marginado de las Tecnologías de Punta », *La Jornada*, 27 novembre 1986.

III.

La longue crise du régime

9. Le système PRI

Ce chapitre tente de traiter la question : comment fonctionne, se maintient et se reproduit le système depuis environ un demi-siècle ? Quelle recette permet à ce régime d'assurer une stabilité relative mais réelle ?

Les analyses produites par des auteurs mexicains ne répondent que rarement à ces interrogations. Soit elles se situent à un niveau académique trop abstrait, soit elles se bornent à la description minutieuse ; dans les deux cas, elles supposent connus des mécanismes essentiels du système, des repères historiques et passent à côté de ce qu'il y a de plus intrigant.

Cette partie du livre constitue donc au sens strict un essai pour organiser une description de ce fonctionnement déconcertant, à mi-chemin entre un débat théorique sur la nature du pouvoir et l'accumulation de notes journalistiques.

L'angle d'attaque adopté souligne à quel point le système PRI représente une machinerie subtile aux dimensions multiples, une structure floue, un système articulé, souple et aux capacités d'absorption immenses. Pour cette raison, ce système devient en partie totalitaire : un quadrillage minutieux lui permet un contrôle social quasi intégral ; cependant, ce totalitarisme n'est pas dictatorial car il ne fait appel à la répression qu'en dernier recours, d'une manière très sélective (qui la rend sans doute encore plus cynique et inhumaine). Imaginons une bureaucratie russe ou polonaise astucieuse, qui se permettrait des partis d'opposition, une assez large liberté de presse, qui achèterait les dirigeants

syndicaux au lieu de les emprisonner, etc., bref, qui continuerait à tenir fermement les rênes, tout en donnant un peu de mou pour ne pas faire souffrir inutilement l'animal.

Le système PRI est un peu tout cela. Pour décortiquer ses mécanismes, distinguons au moins pour l'analyse, les quatre piliers de sa force redoutable : le contrôle social, les libertés formelles, la politique d'intégration-répression et la récupération idéologique. Ces quatre facteurs se combinent de manière différente selon la période, le rapport de forces et la personnalité du président en exercice.

Pourquoi ne pas commencer ce voyage au sein du système par en haut, c'est-à-dire avec el Señor Presidente ? Depuis l'élection d'Obregón en 1920 se sont succédé quatorze présidents, sur une période de soixante-six ans, et la succession présidentielle a presque toujours représenté un tournant dans l'orientation ou du moins le style politique. La question de la succession, sport national, anime toute la vie politique du pays, plusieurs mois avant le *destape*, la désignation du candidat officiel. Les présidentiables se livrent à un extraordinaire ballet, car il s'agit d'être candidat sans le déclarer, sauf dans la dernière étape. Officiellement, un secteur du parti, le plus souvent la CTM – le secteur ouvrier – décide, au cours d'une convention, de défendre la candidature de tel *licenciado*. En réalité, on ignore le processus. L'idée que le président décide seul après de longues consultations où chacun se garde bien de se prononcer pour tel ou tel, de peur d'avoir choisi le mauvais cheval, est la plus répandue.

Car au Mexique, à l'intérieur de la sphère politico-administrative, toutes les carrières s'organisent dans des réseaux construits autour de leaders. A chaque changement de président, les couches dirigeantes de l'Etat, de la fonction publique, du secteur para-étatique se renouvellent, permutent, se retirent, entraînant dans leur sillage la cohorte

des membres du réseau. Si le directeur de l'usine de tracteurs est nommé gouverneur de l'Etat de Tamaulipas, tout son état-major le suivra dans le nord du pays. Ces relations entre *compadres* et *cuates* (compères et copains) constituent une dimension non négligeable de la vie politique interne de l'Etat-parti.

En prenant un peu de recul, on s'aperçoit du génie de cette invention purement mexicaine : le système présidentiel. Durant six ans, le président représente une autorité à peu près intouchable et difficilement critiquable. Il est tout à la fois l'instigateur suprême de tout ce qui se fait de bien, un dernier recours à tous les problèmes, un arbitre indépendant de toutes les factions. Si sa politique est jugée mauvaise, c'est qu'il n'a pas été correctement conseillé ou, plutôt, que tel ministre a mal compris et appliqué ses instructions. Cette dernière argumentation a été développée en juin 1986, lorsque le ministre des Finances, Silva Herzog, a été démissionné par un De La Madrid dont la politique de soumission au FMI n'avait pas varié d'un pouce. Cette fiction donne cependant au président un prestige réel. Pour prendre un autre exemple récent, les habitants de la Colonia Guerrero ont accueilli avec déférence la visite du président quelques jours après le tremblement de terre, alors que les mêmes sont capables de se mobiliser et d'agir contre le PRI avec la méfiance et aussi la haine que celui-ci a su s'attirer en cette période.

Mais, à l'issue du sexennat, le président disparaît de la vie politique et se retire pour vivre des sommes colossales qu'il a accumulées pendant les six années d'exercice du pouvoir. Dans ce domaine, le record inégalé revient à López Portillo, quoique ses prédécesseurs n'aient rien à lui envier. Dans l'opinion populaire règne un curieux mélange d'un certain respect pour le président en exercice et la conviction que tous les autres, avant lui, étaient les pires truands (*rateros*).

Ce montage original donne au système une physionomie particulière de « bonapartisme collectif » : plus qu'un homme, la couche dirigeante d'un parti-Etat incarne la fonction d'équilibre entre les classes. La succession de Cárdenas montre bien ce que ce système a de différent : un régime populiste classique, le péronisme par exemple, incarné par un homme, aurait eu pour réflexe de chercher à se maintenir au pouvoir ou de transmettre celui-ci à un héritier politique ou idéologique. Cárdenas n'a fait ni l'un ni l'autre ; au lieu de désigner Múgica, son successeur naturel, il légitime la candidature d'Avila Camacho pour un ensemble de raisons complexes, que l'on peut résumer ainsi : six ans de radicalisme représentaient le maximum de ce qu'il était possible d'imposer sans réactions violentes ; une consolidation provisoire était nécessaire.

Peu à peu, les règles du jeu se sont précisées dans le sens d'une « intériorisation » des conflits : l'histoire du parti au pouvoir se lit comme celle de l'intégration progressive des dissidences. Celles-ci se sont exprimées durant une première période par les tentatives de soulèvements militaires comme celui d'Escobar en 1929, puis avec la menace de Cedillo durant la présidence de Cárdenas. Ensuite, les dissidences se traduisent sous forme de candidatures d'opposition émergeant de ses propres rangs. Cette homogénéisation du parti au pouvoir s'accompagne d'une opacité croissante de la vie politique mexicaine : elle fait donc perdre en apparence démocratique ce qu'elle permet de gagner en stabilité. C'est l'une des raisons à l'origine de la progressive mise en place d'un système de partis lui aussi extrêmement particulier.

L'existence légale et la représentation au Parlement des différents partis a été notablement améliorée par une loi datant de 1977 (LFOPPE).

Vrais et faux partis

Jusque-là, les seuls partis légaux étaient, outre le PRI, le Parti d'action nationale (PAN *) et le Parti populaire socialiste (PPS *). Depuis 1949, le PCM n'avait pas d'existence légale et la candidature en 1976 de Valentin Campa n'était pas officielle : le million et demi de votes qu'il obtint étaient en fait des bulletins nuls sur lesquels son nom avait été rajouté. Voici les dispositions essentielles de cette loi :

- La reconnaissance légale d'un parti peut lui être accordée définitivement, comme dans l'ancienne législation, sur présentation d'une liste nominative de 65 000 affiliés. Elle peut l'être de manière conditionnelle : dans ce cas, l'existence légale du parti – son *registro* – doit être confirmée à chaque élection nationale, soit tous les trois ans, par l'obtention d'un score minimum de 1,5 % des voix.

- La même loi prévoit la participation des partis aux commissions électorales, organise leur accès à la radio et à la télévision et concède aux partis légaux des contributions financières non négligeables.

Trois camps composent l'échiquier politique. Le PRI peut compter sur trois partis qui lui sont fidèles : le Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM *), le Parti populaire socialiste (PPS) et le Parti socialiste des travailleurs (PST *). L'opposition de droite est représentée par le Parti d'action nationale (PAN) et le Parti démocrate mexicain (PDM *), tandis que la gauche indépendante se compose de trois partis enregistrés, c'est-à-dire dotés d'une existence légale : le Parti socialiste unifié de México (PSUM *), le Parti mexicain des travailleurs (PMT *) et le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT *). Le tableau 1, page suivante, permet de mesurer l'importance relative en pourcentage de ces trois blocs lors des dernières élections nationales.

Le PDM, résurgence de diverses organisations fascistes

telles que l'Union nationale sinarquiste, rend des services pour son anticommunisme dans certaines villes comme Guanajuato. Le parti de droite le plus important est cependant le PAN, parti conservateur sans surprise : clérical, pro-impérialiste, anti-avortement, pour le soutien à la *contra*, pour l'initiative privée, etc. Il remplit avec zèle une double fonction. D'un côté, il légitime le système électoral en réalisant des scores honnêtes : 9,4 % en 1956, 11 % en 1964, 14 % en 1970 et 16,4 % en 1982 ; il y a une opposition, donc le régime est démocratique. De l'autre, il fonctionne comme un repoussoir. La politique réactionnaire du PAN est menée avec tant de candeur et de clarté qu'il sert d'épouvantail à la gauche : toute critique au gouvernement fait le jeu du PAN, principal parti d'opposition, et donc de la réaction et de l'impérialisme.

Tableau 1

Place des partis politiques aux élections (en %)

	Présidentielles 1982	Législatives 1985
Gauche	5,30	6,46
dont : PSUM	3,65	3,29
PRT	1,85	1,58
PMT		1,59
Droite (PAN et PDM)	18,34	18,25
PRI + satellites (PARM, PST, PPS)	76,16	67,99
Nuls		7,30

L'une des figures classiques des discours du PRI consiste à évoquer les menaces que « certains » font planer sur les acquis de la révolution mexicaine ; très souvent, il s'agit d'allusions à usage interne ou d'invocations rituelles. Le PAN

incarne ce vague péril, plus imaginaire que réel, et permet au PRI de s'adresser à ses critiques de gauche pour leur demander si c'est cela qu'ils veulent. Dans le même ordre d'idées, un thème classique de la rhétorique priiste consiste à évoquer le cauchemar du bipartisme dont la seule perspective d'ouverture démocratique déboucherait inévitablement – on ne sait pas pourquoi – sur une alternance PAN-PRI.

Par ailleurs, l'appartenance du PAN à l'opposition est liée à deux paramètres variables. Le premier se rapporte à l'analyse de la situation politique que fait le patronat de ses relations avec le pouvoir. L'une des manifestations du bonapartisme consiste à faire la politique de la bourgeoisie en feignant de s'attaquer à elle : cependant, certaines fractions du patronat jouent trop bien le jeu et poussent de hauts cris à la moindre décision « populiste » du gouvernement, ce qui les amène à mettre en avant le PAN. Second paramètre : dans certaines circonstances, le patronat a effectivement besoin d'un point d'appui extérieur à ses représentants patentés au sein du PRI. En réalité, le patronat a deux fers au feu, le PRI et le PAN ; il dosera ces moyens d'intervention politique selon la conjoncture. Fervent défenseur de la propriété privée, le PAN ne représente pas, face au PRI, une alternative en matière de politique économique. Il ne s'en cache d'ailleurs pas, puisque, quelques mois après de fortes tensions liées à l'élection du gouverneur de Chihuahua, le même PAN, qui avait organisé des mobilisations de masse contre le PRI accusé de fraude électorale, déclare qu'il n'a rien à redire quant aux orientations économiques énoncées par le président dans son quatrième rapport annuel, du 1^{er} septembre 1986.

Toutefois, le PAN ne se réduit pas à un simple instrument patronal. Les paradoxes du système politique mexicain – une contrepartie du bonapartisme en quelque sorte – amènent le PAN à capitaliser de plus en plus fréquemment, notamment dans les Etats du nord, l'opposition populaire au

gouvernement, posant de difficiles problèmes d'intervention à la gauche.

L'une des inventions particulièrement réussie du système tient à l'existence de trois partis qui, au fond, ne sont que des annexes du PRI mais n'en maintiennent pas moins une trajectoire propre. Du premier, il vaut mieux rire que pleurer : le PARM, créé en 1954, accueille les anciens combattants de la révolution mexicaine maintenus à l'écart par le hasard des luttes de factions. Ce parti grotesque promet une « ère nouvelle » aux Mexicains et ne vit que par les votes que lui octroie ici ou là le PRI. Il soutient systématiquement le candidat du PRI aux élections présidentielles et rend de menus services dans diverses municipalités.

Le PPS est un étrange rejeton du lombardisme. Créée comme Parti populaire par Lombardo Toledano en 1948, cette formation fut d'emblée conçue comme un groupe de pression sur le PRI, tandis qu'elle maintenait des liens assez étroits avec la bureaucratie stalinienne internationale. A l'image de son fondateur, cette organisation a toujours mené une politique marquée par l'abjection. On peut en citer trois exemples. Le premier : le lâchage de la grève des cheminots en 1958 ; au début, elle soutient cette action mais retire ses billes dès qu'éclate la grève. Celle-ci, une fois défaite, est critiquée par Lombardo, qui cautionne la répression gouvernementale ; dans l'éditorial du *Popular* du 27 mars 1959, il écrit : « Dans le cas de la grève contre l'entreprise des chemins de fer nationaux, il aurait été possible d'obtenir un succès complet en acceptant les propositions du gouvernement. (...) Cela aurait donné au syndicat une grande influence face aux pouvoirs publics¹ »

Second exemple : en 1968, le PPS développe une analyse policière du mouvement étudiant « dans lequel interviennent tous les groupes influencés par les courants idéologiques contraires au marxisme-léninisme qui dominaient durant ces

années, impulsés et orientés par les agents provocateurs de l'impérialisme² ». Dans ses écrits, Lombardo insultera le mouvement. Le PPS ne dira pas un mot contre la répression de Tlatelolco.

Troisième exemple : en 1975, Alejandro Gascón Mercado, candidat PPS, pense avoir gagné l'élection au poste de gouverneur de l'Etat de Nayarit. Elle sera annulée et, en échange, Jorge Cruickshank, nouveau secrétaire général du PPS, sera élu sénateur d'Oaxaca, avec le soutien du PRI. Gascón Mercado sortira alors du PPS pour fonder le Parti du peuple mexicain (PPM). Malgré son verbiage « marxiste-léniniste », le PPS soutient les candidatures d'Echeverria et de López Portillo et fonctionne comme relais du PRI. L'une des ses activités consiste à attaquer les trotskystes du PRT, à leur proposer de vagues cartels dont il devait les exclure pour finalement s'en retirer au dernier moment après avoir provoqué division et confusion.

Le dernier satellite du PRI, le PST, a suivi un itinéraire différent. Il s'agit en effet d'un produit du mouvement de 1968 et plus précisément d'une scission en 1974 du PMT. Ce parti fournit un bon exemple de la capacité de récupération du PRI et de son habileté. En apparence, le PST multiplie les mobilisations, organise une base paysanne non négligeable, ainsi que diverses associations de quartier. Malgré une phraséologie tout aussi radicale et un mot d'ordre de gouvernement ouvrier, la trajectoire du PST est intégralement liée à celle du PRI. Peu de temps après sa fondation, il déclarait en décembre 1975 que « la seule force capable de gouverner aujourd'hui est la gauche gouvernementale, la gauche du PRI³ ». Dans la pratique, les méthodes du PST sont souvent plus proches du gangstérisme que du militantisme. Ainsi, pour prendre un exemple récent cité dans *Uno más uno* du 24 mars 1986, les bandes paramilitaires du PST interviennent dans la Huasteca de

Hidalgo pour menacer les paysans de Pepeyocatitla, imposer à l'*ejido* local une direction plus favorable aux cumulards, liquider un dirigeant du village de Mesa Larga.

Ce phénomène des partis marionnettes est en un certain sens marginal. Pourtant, on ne peut pas le négliger, car il remplit une fonction extrêmement dangereuse de dévoiement et de pourrissement des idées mêmes de démocratie, sans parler de socialisme. Cette caricature grotesque de l'activité politique est proprement révoltante lorsque l'on voit les groupes de paysans, sincèrement convaincus de lutter contre le gouvernement, baladés sur le Zocalo dans les cars du PST. Voici l'une des illustrations de l'immense démagogie et de cet incroyable cynisme, parue dans *La Jornada* du 9 juillet 1986 : à un dirigeant d'une tendance du Syndicat des travailleurs du pétrole, rallié au PST, un journaliste pose une question sur la corruption des dirigeants du syndicat :

« - Et s'il n'y a pas de corruption, d'où vient alors l'argent pour que les dirigeants du pétrole vivent comme des rois, dans des flots de whisky et de cognac [sic] ?

- C'est qu'on les leur offre.

- Qui donc ?

- Les rois mages. »

Le phénomène n'est d'ailleurs pas si marginal, si l'on ajoute aux partis tels que le PST ou le PPS les diverses troupes de choc du PRI qui interviennent avec une phraséologie ultra-gauche. Comme la sinistre Avant-Garde révolutionnaire qui, au sein du Syndicat national des travailleurs de l'enseignement (SNTE *), bloque toute tentative de syndicalisme offensif, depuis le 22 septembre 1972, jour où cette tendance prit d'assaut le siège du syndicat, avec pistolets et mitraillettes, pour y installer son dirigeant, Carlos Jonguitud Barrios. Plus inquiétante encore, la Fédération nationale des organisations bolchéviques (*sic*) qui se réclame

du marxisme-léninisme et dont l'organisation paysanne, Flambeau paysan, est intégrée au PRI. Produit de la dégénérescence d'une organisation d'extrême gauche, ce groupe fonctionne dans la pratique comme bande armée terrorisant les organisations paysannes indépendantes, notamment dans l'Etat de Puebla. Vanguardia Revolucionaria et Antorcha Campesina, soutenues par le pouvoir priiste, constituent l'exemple limite de la perversion des mots et des idées. Non contentes d'organiser des troupes de choc, il faut encore que celles-ci se drapent dans les idéaux progressistes et se dissimulent sous la phraséologie marxiste-léniniste.

L'idéologie nationaliste révolutionnaire

Dans un système tel que celui du PRI, les formes jouent considérablement. Cet aspect provient de la nature bonapartiste d'un régime qui, de surcroît, se réclame d'un processus révolutionnaire avorté. Commençons par le petit bout de la lorgnette. En France, un syndicaliste réformiste comme Bergeron ne se réclame pas de la révolution socialiste ou du syndicalisme révolutionnaire ; il se donne pour ce qu'il est, un réformiste.

Au Mexique, c'est pratiquement impossible. On a récemment assisté à un débat surréaliste pour savoir qui y représentait l'avant-garde ouvrière révolutionnaire. Ainsi, Blas Chumacero revendiquait ce rôle pour le PRI qui, selon lui, représente « la gauche révolutionnaire ». C'est en effet le discours officiel tel qu'il apparaît par exemple sur un placard du PRI publié dans la presse du 22 novembre 1985 ; son dernier paragraphe est tout à fait symptomatique. « La révolution mexicaine n'est pas un fait historique consommé, c'est une bataille quotidienne que continue de livrer le peuple mexicain. Ce n'est pas un mouvement paralysé ou en retrait.

Nourrie du peuple, son origine, sa force et son inspiration, la révolution mexicaine est debout et continue d'avancer. »

Cette littérature rébarbative fait partie du bagage du parfait petit priiste. Citons encore une adresse du PRI aux travailleurs à la veille du 1^{er} Mai 1985 où un certain nombre d'entre eux devaient se faire matraquer par la police du pouvoir : « L'une des thèses centrales du Parti affirme qu'il faut réorienter en permanence l'accumulation du capital en vue d'une distribution égalitaire de la richesse. »

Pour un parti dont l'une des réalisations principales est d'avoir baissé le pouvoir d'achat des travailleurs de 40 % en cinq ans, cela ne manque pas de culot ! Mais la « thèse » s'explique mieux si l'on tient compte de la précision suivante : « Le mouvement ouvrier mexicain a su dépasser le cadre d'un syndicalisme confiné aux strictes revendications de classe pour revendiquer un syndicalisme révolutionnaire qui, en même temps qu'il épouse les causes légitimes de ses membres, assume des positions d'avant-garde à l'intérieur du projet constitutionnel de la nation que soutiennent les majorités du pays. »

Pour ceux à qui échappe le sens de ce galimatias, l'inévitable Fidel Velázquez fournit une traduction compréhensible : bien que l'ouvrier soit sacrifié, il ne causera pas de problèmes. On pourrait multiplier jusqu'à l'écœurement ces discours hypocrites, cyniques, lot commun des orateurs du PRI. Une question se pose : à quoi sert toute cette phraséologie et comment peut-elle être assumée ? Dans toute société de classes, un discours idéologique légitime son organisation. Mais on a l'impression qu'au Mexique ce discours se déroule imperturbablement, sans se soucier de rechercher un minimum de vraisemblance. Cette caractéristique rappelle irrésistiblement les sociétés bureaucratiques de l'Est. Les structures sociales sont certes différentes car la « gauche révolutionnaire » mexicaine n'a

pas été jusqu'à supprimer la propriété privée des moyens de production, mais de nombreux aspects rapprochent les deux régimes.

Principal point commun : les usurpateurs se proclament successeurs. Le PCUS se réclame de Lénine, de la même manière que le PRI se réclame de Villa, de Zapata ou même Flores Magon et, pour affirmer cette continuité, base de leur légitimité, ils nient jusqu'à l'évidence. Un régime bourgeois classique dirait que Villa était un bandit, Zapata un ambitieux et Flores Magon un illuminé : après tout, Chirac ne se réclame pas de la Commune de Paris. Mais, pour le PRI, renoncer à ces références reviendrait à se priver de toute légitimité historique. Ce type de discours, véritable code, sert à communiquer à l'intérieur de la classe politique. L'une des fonctions des journalistes, ceux que l'on appelle éditorialistes, consiste à proposer une interprétation de ces messages à usage largement interne.

Reste la question centrale : qui croit à ces grands discours fumeux ? D'une certaine manière, personne ; et certainement pas ceux qui les prononcent. Ils servent non pas à être pris au pied de la lettre mais, plutôt, à déclencher un certain nombre de ressorts.

Le premier, quasiment de l'ordre du message subliminal, ne saurait être négligé. La révolution a fait des millions de morts et reste dans l'inconscient collectif comme un traumatisme ; ses acquis ont été durement payés et le thème de la « paix sociale » trouve un certain répondant. L'évocation de la révolution et de ses violences évoque, par un glissement logique (qui doit correspondre à un terme dans le langage publicitaire), d'autres violences plus contemporaines comme celles que côtoient quotidiennement les travailleurs mexicains, ou qui rythment l'histoire récente du pays. On vit à peu près tranquille et changer vainement les choses coûte extrêmement cher, tel est le message sous-jacent de

nombreux discours se référant à la révolution.

Seconde pièce du dispositif : le pouvoir a assuré, comme on l'a vu, une amélioration réelle des conditions de vie d'importantes fractions de la population, et a su admirablement capitaliser ces acquis, en jouant notamment sur le réflexe nationaliste. Soulignons d'abord que, dans un pays comme le Mexique, toutes sortes de raisons objectives, que l'on retrouve tout au long de son histoire, légitiment un tel sentiment : lutte pour l'indépendance, annexion par les Etats-Unis de près de la moitié du territoire, intervention française, prépondérance du capital étranger dans les principales branches de l'industrie dès l'époque de Porfirio Díaz, pression constante de la diplomatie nord-américaine après un dernier débarquement à Veracruz en 1914, pillage des ressources minières et opposition à la nationalisation du pétrole. Deux sources alimentent en permanence le sentiment national et anti-impérialiste. D'un côté, la politique des Etats-Unis, tour à tour paternaliste, condescendante ou arrogante, les différences sociales considérables qui séparent les deux côtés de la frontière, les humiliations subies par les millions de Mexicains obligés d'aller vendre leur force de travail au nord, tout cela entretient un ressentiment à l'égard des *gringos*, souvent accompagné d'une fascination pour la civilisation américaine. De l'autre, une bonne partie de la classe dominante mexicaine sombre dans le *malinchismo*, c'est-à-dire l'imitation et la soumission aux mœurs nord-américaines, dont la télévision contribue ardemment à diffuser le modèle, qui constitue un moyen de domination culturelle assez sidérant. Le ressentiment à l'égard du *gringo* englobe ceux qui l'imitent dans la méfiance de l'exploité vis-à-vis de l'exploiteur. Le pouvoir en place tire constamment parti de ce sentiment légitime. Il développe le raisonnement simpliste selon lequel critiquer le régime, le président, les institutions, etc. revient à critiquer la nation et donc à se

ranger du côté de l'impérialisme.

On dit souvent dans les guides touristiques que les Mexicains versent facilement dans l'autodénigrement, mais que toute critique venant d'un étranger provoque les crispations les plus immédiates : c'est assez vrai. Les mêmes, par exemple, prêts à écrire des diatribes contre la corruption du régime ont été scandalisés par le chapitre du livre d'Alan Riding – ancien correspondant du *New York Times* à Mexico – consacré à ce même sujet. L'argument principal des critiques a consisté à rappeler que Riding était un yankee. Le même réflexe a joué au moment du tremblement de terre : que celui-ci ait mis à nu les tares du système, en dénonçant un architecte véreux au ministère de l'Urbanisme et des corps torturés sous les décombres des bâtiments de police, cela était une évidence. Mais que la presse internationale, à cette occasion, fasse du régime un portrait peu flatteur réveilla de nouveau le sentiment nationaliste mexicain.

L'insistance sur ce phénomène peut paraître exagérée ; en fait, elle est nécessaire pour souligner à quel point le réflexe s'intègre parfaitement au décor idéologique et combien il est difficile d'y échapper. Témoin de ce phénomène, l'anecdote suivante : au cours d'une intervention télévisée, un dirigeant d'extrême gauche a commis cet extraordinaire lapsus en parlant d'« un policier, certes corrompu, mais mexicain ».

Le stalinisme et le lombardisme ne sont évidemment pas étrangers à la mise en place de cette conjoncture idéologique. La conjonction historique entre le cardénisme et la période des fronts populaires, la ligne d'unité nationale impulsée durant la Seconde Guerre mondiale ont dégagé une interprétation de la révolution mexicaine et une orientation stratégique que l'on peut qualifier de « menchévique » : les tâches de la révolution bourgeoise ne sont pas entièrement parachevées, la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme reste un trait central de l'économie, l'approfondissement de la

révolution dans sa dimension nationale et anti-impérialiste reste donc à l'ordre du jour. La lutte des classes, la perspective socialiste sont subordonnées à cette tâche. On retrouve la matrice stalinienne classique : soutien à la bourgeoisie nationale anti-impérialiste et soumission aux tâches d'industrialisation, capitaliste mais nationale. La gauche, dans son ensemble, soutiendra les candidatures d'Avila Camacho et d'Alemán dont la politique constante reviendra sur les acquis de la période cardéniste. En 1945, l'ensemble des forces syndicales signe le Pacte ouvrier-industriel. Celui-ci constitue la charte d'une collaboration de classes on ne peut plus transparente, que le journal de la CTM commentait ainsi :

« 1. Le pacte a pour base la nécessité incontournable dans laquelle se trouve le Mexique de “liquider l'étape de l'économie féodale, coloniale et précapitaliste, pour se convertir en un pays disposant d'une agriculture moderne et d'une industrie importante qui lui assurent son autonomie économique et l'élévation du niveau matériel et culturel de ses grandes masses”.

« 2. L'industrialisation du Mexique requiert une série de conditions favorables, en premier lieu, “la collaboration et l'effort commun des principaux facteurs de la production”, c'est-à-dire entrepreneurs et ouvriers.

« 3. La collaboration des ouvriers et des patrons ne peut passer dans la pratique qu'à travers un accord qui en établisse la finalité patriotique⁴. »

Le contrôle social

Le système mexicain est un mélange déroutant de répression d'une extrême brutalité et de libertés formelles étendues. Par exemple, le PRT, section mexicaine de la IV^e

Internationale, a obtenu avec 1,6 % de voix six députés. Comme tous les autres partis ayant reçu le « registre », il dispose de locaux et d'un financement officiel non négligeable. Si l'on compare la situation mexicaine à la situation française, d'après ce critère, le système mexicain paraît plus démocratique. Mais, parallèlement, ce même système « démocratique » se caractérise par une violence antisyndicale ouverte. Pour prendre un exemple parmi cent, voici celui de Juan Lira. Cheminot d'origine, il était passé à la musique et devenu en même temps secrétaire du Syndicat des musiciens de la CTM. Cette élection ne fut pas reconnue et, en fin de compte, les musiciens de la région de Durango quittèrent la CTM pour former un syndicat indépendant. Juan Lira devait être le candidat de la coalition entre le PRT et le Comité de défense populaire (CDP *).

« Le vendredi 4 avril au matin, trois personnes se présentent à l'hôtel dont il est le gérant [faute de pouvoir exercer sa profession, parce que la CTM l'avait inscrit sur ses listes noires] et s'emparent de lui. La nuit suivante, on identifia son corps dans un hôpital : il avait reçu quinze balles de revolver. Mais le tuer ne suffisait pas. Les premières déclarations officielles affirmèrent qu'il s'agissait d'un règlement de compte entre trafiquants de drogue, que Juan Lira était un drogué qui portait sur lui un kilogramme de coca. Le rapport de l'expert démentit cette version : il n'était pas consommateur de drogue. Les témoins de l'enlèvement ne se limitèrent pas à donner le nombre des assassins, ils purent aussi les identifier. Il s'agit de Nicolás Quinter, Flores, Santiago et Roberto N., policiers connus pour leurs liens avec le trafic de drogue⁵. »

Comment concilier ces deux visages d'un même régime ? Et comment celui-ci réussit-il à conserver des allures démocratiques par rapport aux dictatures qu'ont connues le Brésil, l'Argentine et le Chili ? L'astuce du régime, et cela

souligne une nouvelle fois la particularité de son histoire, a consisté à conserver les instruments légués par le cardénisme, mais à les vider de leur contenu, à les dévoyer, à inverser leur finalité, d'instruments d'émancipation dans l'esprit et la pratique de l'époque cardéniste en outils de contrôle et d'oppression.

Ce mélange de répression et d'ouverture récupératrice a atteint son paroxysme le 2 octobre 1968, quand Díaz Ordaz donna l'ordre à sa police et son armée d'ouvrir le feu sur les étudiants réunis dans l'enceinte de la place des Trois Cultures. Le piège mortel de la nuit de Tlatelolco se referma sur plusieurs centaines de jeunes. La brutalité de la répression, sans commune mesure apparente avec la menace réelle, dévoile les points faibles de la cuirasse du système qui, chaque fois qu'ils sont exposés, entraînent une réaction de violence absolue. C'est bien le système qui réagit ainsi : Díaz Ordaz reçoit périodiquement des hommages officiels et le parti au pouvoir n'a jamais désavoué sa politique, laissant jouer le mécanisme selon lequel, avec chaque nouveau président, on efface les comptes et on repart sur de nouvelles bases.

Parallèlement, le système maintient toujours sa volonté de récupération. Ainsi, en 1941, Alemán avait tenu à représenter le gouvernement à la tête d'un cortège qui suivait les cercueils d'ouvriers abattus, devant sa résidence, par la garde personnelle du président Avila Camacho. En 1976, à l'enterrement de Jose Revueltas, qui ne s'était jamais remis des mauvais traitements subis en prison, il fallut faire taire le ministre délégué pour éviter qu'il ne récupère, en un dernier affront, la mémoire du révolutionnaire. Ce mélange de répression et de récupération, où les mêmes tuent et viennent s'incliner sur la tombe des victimes illustre bien le double langage qui imprègne toute la vie publique mexicaine.

Comprendre le fonctionnement de ce système de contrôle

revient à répondre en grande partie à cette question centrale que pose la société mexicaine contemporaine : comment le régime a-t-il pu à ce point baisser les salaires sans provoquer d'explosion ? La tactique essentielle réside dans la gradation des moyens, de la récupération à la répression, que deux analystes du mouvement ouvrier ont décrite avec précision de la manière suivante : « Les méthodes permettant d'assurer la pérennité de ce puissant système sont très variées. Les principales sont la coercition, la corruption, la cooptation et la répression (...) qui se présentent souvent associées, comme s'il s'agissait d'un seul processus au sein duquel l'ordre et le poids relatif par rapport aux autres mécanismes ne font que changer au gré des circonstances. Aucune de ces ressources de contrôle, de domination n'est linéaire ni ne s'épuise en elle-même. La cooptation des dirigeants, par exemple, liée à la corruption, fonctionne à coups de prébendes, sinécures, postes de représentation populaire [ce qui, en un certain sens, revient au même]. (...) Parallèlement, la cooptation est souvent précédée de menaces de répression (pas seulement physique) exercées contre certains dirigeants ou contre les organisations dans leur ensemble⁶. »

Si l'on résume : face à un dirigeant syndical ou d'organisation remuant, on commence par l'acheter. Si, contrairement à l'adage attribué à Obregón, selon lequel « aucun général ne résiste à une canonnade de cinquante mille pesos », il insiste, on le menace, et si cela ne suffit pas encore, on l'abat. La philosophie centrale c'est une (relative) économie des moyens dans l'usage de la répression. Selon les dirigeants du Front national contre la répression (FNCR *), on dénombre, entre le 10 avril 1984 et décembre 1985, cent assassinats dans les Etats de Puebla, Veracruz, Guerrero, Chiapas et Oaxaca (*Uno mas Uno*, 18 décembre 1985)

En plus de cette ligne de conduite générale, le système fait preuve d'un don de la manipulation, de la division

extrêmement subtil, en jouant sur tous les artifices à sa disposition. Quelques exemples donnent une idée de cet arsenal. Il faut savoir, pour commencer, que la création d'un syndicat est soumise à l'approbation du ministère du Travail. Pour prendre un exemple fameux, le syndicat des couturières, 19 Septembre, fut, compte tenu du rapport de forces, reconnu sans trop de résistance au lendemain du tremblement de terre ; mais le même Farrel, ministre du Travail, lui avait refusé le droit d'existence légale quelques mois auparavant.

En outre, les travailleurs de la fonction publique (dits de l'alinéa B) « doivent obligatoirement adhérer à l'un des syndicats de la Fédération des syndicats de travailleurs au service de l'Etat (FSTSE *) intégrée à la CNOP et pour qui le droit de grève est soumis à de très fortes restrictions⁷. » Pour les autres travailleurs (alinéa A), le cadre est en principe plus souple : « Tout groupe de plus de vingt travailleurs peut former un syndicat. Cependant, seul le syndicat majoritaire participe à la négociation collective. Ainsi, si la loi fédérale précise que l'affiliation n'est pas obligatoire, elle l'est le plus souvent dans les faits, car le monopole de l'embauche assorti d'une clause d'exclusion stipule que le patron ne recrutera que des travailleurs appartenant au syndicat⁸. »

De manière surréaliste, une grève peut être déclarée « inexistante » par la Junte de conciliation et d'arbitrage, si cette grève sort du cadre étroit défini par la loi fédérale du travail. Dans de nombreuses circonstances, le syndicalisme officiel pourra utiliser ces dispositions pour décapiter un syndicat indépendant, liquider une grève, sans jamais oublier, pour autant, de sauvegarder les apparences en négociant en sous-main avec les patrons. Tous les cas de figure ou presque peuvent être imaginés. On peut, pour le moins, qualifier ce cadre juridique de semi-corporatiste. Il explique la difficulté, malgré des tentatives répétées, de créer une centrale syndicale indépendante et le fait que beaucoup de syndicats

combatifs se retrouvent à l'intérieur du Congrès du travail. Ce syndicalisme a un contenu ambigu : bien que les dirigeants, de toute évidence, représentent l'Etat dans le mouvement ouvrier, en même temps, ils sont obligés d'entretenir avec ceux qu'ils représentent un minimum de liens conflictuels et contradictoires et de constamment refonder leur légitimité : cela, ainsi que la genèse des syndicats mexicains, conduit à parler de semi-corporatisme. Le Congrès du travail, qui chapeaute la CTM et d'autres centrales officielles, est, par exemple, né d'un compromis reflétant, certes de manière déformée, les confrontations au sein du mouvement ouvrier. On y retrouve ainsi le Syndicat mexicain des électriciens (SME *), actuel pôle de référence du syndicalisme combatif, et le Syndicat des travailleurs de l'Université nationale autonome de Mexico (STUNAM *) vient récemment de demander son incorporation.

Sur le terrain, la situation extrêmement contrastée entraîne l'absence d'une position générale sur la nécessité, localement, de militer dans les syndicats officiels. Dans certaines branches comme l'automobile, il existe une tradition de syndicalisme indépendant (mais pas de syndicat d'industrie au niveau national) ; dans d'autres, comme les mines et la métallurgie, les courants de gauche, souvent d'origine maoïste, mènent un patient travail (qui aboutit parfois à leur propre absorption dans le système) ; dans l'enseignement, la Coordination nationale des travailleurs de l'Education (CNTE *) lutte pour la démocratie syndicale.

Mais le syndicalisme officiel dominant atteint, dans ses prises de position, des sommets dont voici un exemple tout récent qui sera cité sans commentaire. Il s'agit d'une lettre ouverte du Syndicat uni des travailleurs électriciens de la République mexicaine (SUTERM *) au président, signée par Rodriguez Alcaine qui, en 1976, avait liquidé la tendance démocratique de cet autre syndicat d'électriciens : « Cette

représentation syndicale a signé la convention accordant aux travailleurs de la commission fédérale d'électricité une augmentation salariale de 23,4 %. Ce pourcentage, nous devons l'admettre, ne compense pas la totalité de la perte du pouvoir d'achat que nous, les électriciens, avons subie, mais démontre le grand effort réalisé par le gouvernement pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, malgré les moments de crise qu'il traverse, dans les limites budgétaires qui ont dû être imposées. Reconnaisant cet effort, nous, les membres du SUTERM, nous engageons à compenser par plus d'ardeur ce sacrifice et à réduire l'effort du gouvernement fédéral pour ne pas affecter les programmes d'investissement. (...) Nous demeurons à vos côtés, Monsieur le Président, pour renforcer le pays que nous aimons, malgré les pressions impérialistes qui cherchent à miner notre patrimoine, notre nation et notre souveraineté. » (*La Jornada*, 4 novembre 1986)

Dans un contexte différent, en général beaucoup plus violent, les mêmes mécanismes jouent à la campagne où le poids de l'endettement a un rôle décisif. On use de procédés analogues, avec le même art de la gradation dans le domaine, par exemple, des élections : cela va des « urnes enceintes », c'est-à-dire bourrées de bulletins priistes avant l'heure d'ouverture du scrutin, aux pressions plus ou moins indirectes (secret du vote peu assuré, nécessité d'une carte d'électeur à jour pour diverses démarches administratives), aux menaces de représailles ou d'annulation en cas de vote adverse.

Mécanique bien huilée, aux ressources multiformes, ce système s'adapte à des conjonctures différentes. En même temps, il serait tout à fait faux de le considérer comme une structure fixe, bien déterminée et immuable.

Le système d'aujourd'hui ne ressemble guère à celui de la fin des années quarante, même si certains aspects

fondamentaux n'ont pas évolué. : la configuration actuelle du système s'est progressivement construite par réactions et inventions successives face aux menaces qui pesaient sur lui. Cette histoire est une longue suite de vagues d'assauts qui, les unes après les autres, viennent se briser sur la forteresse PRI tout en la contraignant à se remodeler. Pour se perpétuer, le système a besoin de recréer constamment un contexte favorable.

Ce qui signifie essentiellement deux choses. Sur le plan institutionnel, il lui faut absorber ou détruire (ou un mélange des deux) toute forme d'action sociale qui naît en dehors du contrôle direct du système. Mais, seconde condition, il lui faut disposer, pour reproduire cette domination, d'une marge de manœuvre, d'une monnaie d'échange, autrement dit d'une croissance économique forte qui assure au système la malléabilité et l'adaptabilité suffisantes. Cette nature ambiguë est certes difficile à saisir avec des références européennes. De manière générale, le PRI, sauf peut-être dans le nord, et malgré les fraudes, les pressions et l'abstention croissantes, est hégémonique. Et cela pour trois raisons essentielles :

- Parce qu'il sait incarner à la fois la révolution et sa stabilisation en « paix sociale ».
- Parce qu'il a apporté d'incontestables améliorations des conditions de vie aux travailleurs, au moins jusqu'au début des années quatre-vingt, moins sous forme de salaire que de services publics : transport, eau, électricité, écoles, santé, produits de base subventionnés. Pour reprendre la comparaison avec le Brésil : si le Mexique est en net retard du point de vue de sa spécialisation industrielle, la situation est inverse en matière de réalisations sociales.
- Parce qu'il n'existe pas d'alternative crédible, ce qui découle en grande partie du contrôle social exercé par le système.

1

Cité par Alonsó A., *El Movimiento ferrocarrilero en México (1958-1959)*, éd. Era, 1972, note 35, p. 159.

2

Cité par Rodriguez Araujo O., *La Reforma politica y los Partidos politicos en México*, éd. Siglo XXI, 1979, p. 148.

3

Id., *ibid.*, p. 148.

4

Cité par Basurto, *Del Avilacamachismo al Alemanismo*, p. 79.

5

Ana Marguerita Hernández, « De cómo asesinaron a Juan Lira », *Fin de Siglo* n° 2, 1986.

6

Fernández Christlieb et Rodriguez Araujo, *En el Sexenio de Tlatelolco. La Clase obrera en la Historia de México*, vol. 13, éd. Siglo XXI, 1985, p. 118-119.

7

Prévot-Schapira M.F., « L'évolution de l'organisation syndicale mexicaine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 69, la Documentation française, 1983, p. 93.

8

Id., *op. cit.*, p. 92.

10. Les luttes sociales

Contrairement aux pays de l'Est, avec lesquels il présente certaines ressemblances formelles, le Mexique est un pays de grands conflits sociaux, multiformes et constamment renaissants. Paradoxalement, on constate une relative stabilité du régime, qui doit être reconstruite en permanence.

L'histoire de ces luttes sociales a un sens évident : il s'agit d'une succession de tentatives avortées, réprimées, étouffées ou récupérées pour construire dans l'action un mouvement indépendant, c'est-à-dire, au bout du compte, l'histoire d'une conscience de classe prolétarienne.

La naissance du « charrismo »

Le premier rendez-vous important de l'après-cardénisme a lieu à la fin des années quarante au moment de la remise en cause de la domination sans partage d'une CTM collaborationniste. Avec l'élection, en 1947, d'Amilpa, l'un des « cinq petits loups » de Fidel Velázquez, la CTM opère un net tournant : elle quitte la FSM et se rapproche des centrales nord-américaines. A l'époque, diverses dissidences semblent converger : les cheminots et les électriciens du Syndicat mexicain des électriciens (SME *) vont jusqu'à refuser de soutenir la candidature d'Avila Camacho, d'autres participent à des projets de nouvelle centrale syndicale : Confédération unique des travailleurs (CUT *), Alliance des ouvriers et paysans du Mexique (ACOM *) et Union générale des ouvriers

et paysans du Mexique (UGOCM *). Le conflit le plus virulent surgit au sein du syndicat des cheminots qui présente, au lendemain de la dévaluation de 1948, un ensemble de revendications liant la hausse des salaires à celle des tarifs de faveur consentis aux entreprises, notamment étrangères. Cette proposition se heurte de front à la politique d'industrialisation telle que la conçoit le gouvernement. Celui-ci sait tirer parti des querelles internes au syndicat. D'un côté, Luis Gomez fait bloc avec les communistes regroupés autour de Valentin Campa et participe à la création de la CUT ; de l'autre, Jesus Díaz, de León, surnommé *El Charro*. Un *charro* est un cavalier élégamment habillé qui pratique la *charrería*, un sport semblable au rodéo texan. Le 14 octobre 1948, un groupe d'agents de la police fédérale prend d'assaut le siège du syndicat et *El Charro* devient secrétaire général : « Ainsi naquit le *charrismo* syndical. Dorénavant, on utilise le surnom de Diaz de León pour désigner les dirigeants imposés à l'aide de l'armée ou de la police aux syndicalistes après avoir expulsé les dirigeants démocratiquement élus¹. »

Cette pratique devient une pièce essentielle dans l'arsenal étatique et est loin d'avoir disparu : un exemple très récent en témoigne, celui de l'usine Babcock et Wilcox de Naucalpan. Le 24 octobre 1986, un groupe de *pistoleros* de la CTM la prend d'assaut militairement (on retrouvera plusieurs centaines de douilles). But de la manoeuvre : extirper le syndicalisme indépendant et assurer le succès de la CTM aux élections syndicales. C'est chose faite, mais il aura fallu pour cela faire voter 396 ouvriers dans une usine de 200, selon *La Jornada* du 13 novembre 1986.

La décennie 1948-1958 représente la période de *charrificación* primitive. Ainsi, en décembre 1949, Ramirez Vazquez, *El Chato*, est installé selon le même scénario à la tête du syndicat des pétroliers, mettant fin à plusieurs années de mobilisation en rupture avec le gouvernement et la CTM.

Notons qu'à l'époque, le PCM dénonce ces luttes des pétroliers comme une provocation des trotskystes. Il accuse ceux-ci d'« avoir monté un complot contre le gouvernement lors de l'entrée en fonctions de Miguel Alemán et échafaudé des plans en connivence avec des employés de PEMEX pour faire exploser les puits de pétrole de Poza Rica ». Pire, ces mêmes provocateurs « affirment que l'attitude du gouvernement d'Alemán à l'égard du secteur pétrolier marque le début d'une offensive contre le mouvement ouvrier² ». Ces rappels montrent la myopie et le caractère suicidaire de la politique menée par le PCM en ces années décisives. Elle laisse la place libre à la constitution d'une fantastique bureaucratie syndicale qui, encore aujourd'hui, représente un véritable Etat dans l'Etat. Il s'agit d'une « organisation syndicale de type nord-américain, apparemment constituée en sections autonomes, mais en fait sous la dépendance de l'historique *seccion uno* de Ciudad Madero et de ses patrons à forte stature, tels Barragan *la Quina*, pères, ou plutôt parrains de la famille pétrolière. (...) Cette puissance financière repose sur la gestion de cotisations obligatoires versées directement par la comptabilité des entreprises au syndicat, mais aussi sur la gestion d'autres prélèvements provenant d'activités sociales dont PEMEX se décharge sur le syndicat. (...) Elle est tentaculaire. Le syndicat se charge de gérer les coopératives de consommation, de créer les lotissements pour les ouvriers. (...) Aujourd'hui, il va plus loin, organisant ses propres filiales de *contratistas* (entrepreneurs) ou ses propres chantiers de construction de plates-formes. Incontournable, elle dispose du monopole d'embauche : en dehors de l'exception des "travailleurs de confiance", réduite à une minorité de cadres et d'employés, tout le personnel de PEMEX est statutairement syndiqué et doit être membre du syndicat avant d'intégrer PEMEX, comme titulaire ou même contractuel³. »

Du mouvement des cheminots à celui des étudiants

La seconde vague de luttes ouvrières, marquée par le mouvement des enseignants et, surtout, par celui des cheminots, caractérise la période 1958-1959. Ceux-ci, après avoir expulsé les dirigeants *charros* et élu leur direction, défient l'Etat avec un mouvement de grève paralysant à peu près tout le pays. Une répression brutale s'abat sur ce mouvement qui se conclut par l'emprisonnement – pour de longues années – de ses dirigeants, parmi lesquels Vallejo et Campa. La lutte des cheminots représente en effet un triple danger : l'affirmation consciente et pratique du refus du syndicalisme officiel ; la formation d'une coalition avec les trois partis de gauche (PCM, POCM et PPS) ; enfin, la menace d'extension de leur action à d'autres branches industrielles.

La période qui s'ouvre alors marque une nouvelle forme de pacte social implicite fondé sur une croissance du salaire ouvrier amorcée vers la fin des années cinquante et qui s'accélère ensuite. Au milieu des années soixante, le pouvoir d'achat du salaire minimum retrouve le niveau atteint sous Cárdenas. Après la défaite des cheminots, les zones de conflit se déplacent vers les étudiants et les paysans. A cela, trois raisons : l'impact de la révolution cubaine, des guérillas, des luttes anti-impérialistes, la montée des classes moyennes et la crise agricole qui éclate en 1965.

Il faudra ainsi l'intervention des *granaderos* pour déloger les personnels hospitaliers en grève en octobre 1965. En province, se développent des mobilisations universitaires dont les mots d'ordre s'élargissent au soutien à la révolution cubaine et à la libération des détenus politiques, notamment Vallejo et Campa. Le 23 septembre 1965, un instituteur de campagne, Arturo Gamiz Garcia, attaque avec un groupe de jeunes gens la caserne de Ciudad Madero, sur le modèle évident de Fidel Castro et de La Moncada ; les soldats,

prévenus par un traître, abattent les assaillants⁴. Cette date devient le symbole de la Ligue 23 septembre qui naîtra au début des années soixante-dix. Dans un autre registre, un groupe d'intellectuels (dont Carlos Fuentes, Octavio Paz, Heberto Castillo) forment le Mouvement de libération nationale (MLN *) d'inspiration cardéniste.

Cette dynamique débouche sur le mouvement étudiant de 1968 dont nous soulignons essentiellement deux aspects. Tout d'abord, son relatif isolement ; malgré la popularité dont il jouit, il ne s'élargit pas en direction des usines. Seconde observation, le mouvement, malgré ses limites, dépasse le « seuil de tolérance » du système. D'où le massacre du 2 octobre 1968. Toute une génération de dirigeants se retrouve dans la prison de Lecumberri, ce qui explique la relative absence de sectarisme dans la gauche mexicaine. Si le massacre de 1968 représente l'une des pages les plus sombres de l'histoire mexicaine, ce n'est pas seulement à cause des centaines de morts de la place des Trois Cultures, mais peut-être plus encore, rétrospectivement, en raison de la relative facilité avec laquelle cet acte barbare a été « digéré ». Octavio Paz a eu l'honnêteté morale de démissionner de son poste d'ambassadeur, mais peu de réactions semblables peuvent être citées.

Cárdenas, en 1963, avait fait son paquetage pour aller défendre Cuba contre l'invasion de la baie des Cochons. En 1968, il garde en son for intérieur – ou dans son journal intime – les commentaires qu'auraient pu lui inspirer Tlatelolco. Un an plus tard, il prononcera ces édifiantes paroles :

« Dans le cadre des changements et mutations universels, le Mexique ne saurait constituer une exception et, prenant en compte les conditions spécifiques de notre milieu, il faudrait pénétrer les causes locales du malaise de la jeunesse mexicaine pour comprendre et partager ses inquiétudes, se

montrer disposés à examiner avec attention et respect les reproches qu'elle adresse à la société contemporaine, et accueillir avec esprit d'autocritique les jugements qu'elle porte elle-même sur les héritages négatifs que nous, les adultes, lui avons légués⁵. » Il y a des discours pires que le silence.

Après le traumatisme de 1968, la présidence d'Echeverria marque une tentative d'ouverture démocratique et, en même temps, le début de ce que Manuel Aguilar Mora appelle le « crépuscule du bonapartisme ». Echeverria se trouve en effet coincé entre une montée des luttes sociales et la réduction de sa marge de manœuvre économique. Plus simplement, la constante augmentation du déficit budgétaire fournit le meilleur indicateur de l'intensité de ces luttes.

La radicalisation des années soixante-dix

Cette période se caractérise par l'entrée en crise de l'économie paysanne, une vague de luttes qui fait dire à Armando Bartra⁶ que « Zapata chevauche de nouveau ». Ces actions, le plus souvent d'une grande violence, tournent autour des quatre grandes questions sociales de la campagne : les prix de garantie, les salaires des ouvriers agricoles, la démocratie et la terre. Les quelques exemples qui suivent sont empruntés à la longue liste de Bartra⁷ :

- « En novembre 1969, les producteurs de canne à sucre d'Atencingo (Puebla) entament une grève d'approvisionnement en canne. En juillet 1970, le cacique Jose Guadalupe Ramirez manque d'être lynché...

- « En janvier 1971, des centaines de producteurs de hennequen de Tecoh (village du Yucatan) prennent d'assaut les bureaux de la banque agricole, séquestrent quatre fonctionnaires et exproprient les sommes en litige. En

octobre 1972, mille producteurs de Izamal lapident un agent agraire, couvrent le cadavre de chaux et mettent le feu à ses bureaux.

– « En janvier 1970, cinq cents paysans de Chila (Puebla) s'emparent des terres et sont réprimés par l'armée qui bombarde le village (entre autres avec du napalm !).

– « En septembre 1972, un contingent de mille personnes, paysans et étudiants, attaque, armés de machettes, la prison de Angostura et, après avoir enfoncé les portes, libèrent quatre prisonniers accusés d'invasion de terres. »

Durant cette même période, surgissent des dizaines d'organisations paysannes indépendantes, ainsi que des mouvements de masse qui constituent une forme d'organisation intermédiaire entre le parti et le syndicat, étroitement liée à la dynamique des luttes populaires. Parmi les plus importants de ces mouvements, citons la COCEI d'Oaxaca, le CDP de Chihuahua, le FPZ de Zacatecas.

Le pouvoir répond, sur le plan économique, par une forte hausse des prix de garantie, du budget et du crédit agricoles. Sur le plan organisationnel, il tente de regrouper toutes les centrales paysannes officielles autour du Pacte d'Ocampo. Cela ne suffit pas : « Dans tout le pays, la lutte paysanne pour la terre rompt les cadres institutionnels. De toute part, la bourgeoisie agraire réagit avec violence ; si, dans le nord-ouest, les entrepreneurs modernes et “civilisés” recourent principalement au lock-out, les éleveurs de Veracruz, plus primitifs, renforcent leurs “colonnes volantes” et les “gardes blancs” se multiplient dans les Etats d'Oaxaca, du Chiapas, d'Hidalgo, etc. La politique menée par Echeverria en faveur des propriétaires agricoles échoue à la fin de son sexennat, vaincue politiquement par le radicalisme des paysans et l'intransigeance de la bourgeoisie⁸. »

A cette époque fleurissent des expériences d'auto-organisation dont la plus célèbre reste sans doute la colonie

Ruben Jaramillo, du nom d'un dirigeant paysan assassiné par l'armée en 1962, en même temps que sa femme enceinte et trois de ses enfants. La colonie naît le 31 mars 1973, lors d'une occupation de terres près de Cuernavaca, c'est-à-dire à environ 80 kilomètres de Mexico. Peu à peu, viennent s'installer plus de 3 000 familles. La colonie constitue un pôle de référence pour des étudiants de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM *) et des ouvriers de l'usine Datsun⁹. Cette expérience qu'Elene Poniatowska relate dans son beau livre, *Fuertes es el silencio*, n'est pas longtemps tolérée et tout est mis en œuvre pour faire dégénérer cet « îlot de socialisme ». Le dirigeant, Francisco Madero, fondera un pathétique Parti prolétarien unifié d'Amérique (PPUA *) qui ne réussira pas à déboucher sur un foyer de guérilla.

Les guérillas

Celles-ci se développent un peu plus au sud, dans l'Etat de Guerrero, autour de deux expériences, celle de l'Association civique nationale révolutionnaire de Genaro Vazquez, et celle du Parti des pauvres (PDLP *) de Lucio Cabañas. Leurs trajectoires sont assez semblables : instituteurs de campagne, ces deux dirigeants, liés aux luttes locales, subissent une telle répression que la guérilla apparaît comme la seule issue possible. Les deux organisations proviennent du PCM et s'en détachent progressivement ; enfin, elles connaissent la même fin : malgré des liens réels avec les paysans, la répression emporte la partie. Vazquez trouve la mort en 1972 « dans un accident de voiture », et Cabañas, en 1974, dans un affrontement avec l'armée. Quelques mois auparavant, le PDLP avait, en enlevant le candidat-gouverneur de l'Etat, Ruben Figueroa, retiré de ce rapt une confortable rançon. L'histoire de celle-ci vaut la peine d'être contée. Elle est

confiée à Felix Bautista, toujours membre du PCM à l'époque. Celui-ci, au début de l'année 1985, est sequestré par un groupe affirmant être le successeur du PDLP et qui réclame la rançon. En juin 1985, ce même groupe kidnappe Arnoldo Martinez Verdugo, dirigeant national du PSUM, pour le même motif. Cet enlèvement, réalisé quelques jours avant les élections législatives, revêt un caractère provocateur évident. Le PSUM réalise une collecte, Martinez Verdugo est relâché, et élu député. Mais le plus extraordinaire, sans doute, tient à ce que le PSUM n'a jamais vraiment nié avoir reçu la rançon : sa ligne de défense consiste à dire qu'il l'a bien employée, en construisant des locaux pour le parti !

Durant cette même période surgissent différents groupes de guérilla urbaine, à partir de la radicalisation de noyaux étudiants face à la répression de 1968, renouvelée le 10 juin 1971 lors d'une violente attaque contre une manifestation par *los Haecones*, groupe para-militaire dont, Echeverria, bien sûr, prétend ignorer l'existence. Parmi ces groupes, citons le Front urbain zapatiste (FUZ *) et la Ligue 23 septembre. Attaques de banques, séquestrations de fonctionnaires, puis exécutions de policiers constituent leurs principales formes d'action. Ce tournant vers la guérilla s'explique par l'absence d'alternative, par ailleurs phénomène courant en Amérique latine à cette époque (ERP en Argentine, Tupamaros en Uruguay, etc.). L'isolement manifeste de ces actions conduit à une nouvelle vague de répression et à l'utilisation de la guérilla pour des actions provocatrices dont l'enlèvement en 1973 du consul nord-américain Williams est sans doute le meilleur exemple. Après que trente et un détenus politiques, sentant la provocation, eurent eux-mêmes refusé l'échange proposé, les ravisseurs relâchent le consul avec cette explication abracadabrante : « Le tribunal guérillero a décidé qu'il n'appartenait pas à la classe des exploiters, et qu'il était pauvre¹⁰. » Outre celui de patrons, on attribue ainsi à la Ligue

23 septembre l'assassinat, le 12 mai 1977, d'Alfonso Peralta Reyes, dirigeant et fondateur du PRT, ce qui, vu l'état de dégénérescence atteint par la Ligue, ne peut être exclu.

De cette période, il ne reste pas grand-chose, sinon une longue liste de « disparus politiques » et l'admirable combat de Rosario Ibarra de Piedra : son fils Jesus est arrêté en 1975 par la police politique, *desaparecido*, et refusant d'accepter sa mort (« On nous les a pris vivants, qu'on nous les rende vivant. »), elle mène depuis une lutte ininterrompue pour retrouver les disparus, et a contribué à la création du Front national contre la répression qui regroupe toute la gauche. Remarquable candidate présidentielle du PRT en 1982, elle fait son entrée au Parlement en juillet 1985, et aurait fait un exemplaire prix Nobel de la paix en 1986. Ce combat difficile mais efficace a permis d'obtenir la libération de plusieurs dizaines de prisonniers. Ce combat est incessant car la détention illégale et la torture sont monnaie courante, de façon distillée mais omniprésente. De 1969 à 1986, le FNCR a répertorié cinq cent treize cas de disparition politique, documentés de manière détaillée. Une loi d'amnistie ainsi qu'une loi contre la torture ont été présentées au Parlement, mais la loi sur la torture finalement votée était tellement insuffisante que les députés du PRT ont voté contre.

De ce rapide tableau de la radicalisation des années soixante-dix, retenons plusieurs caractéristiques. La première tient à l'assez grande perméabilité entre les diverses options de la gauche, une certaine indétermination de leur trajectoire. On a vu les liens qui existaient à l'origine entre le PDLP et le PCM ; de même, beaucoup d'anciens membres de la guérilla se retrouvent au PRT, au PSUM ou dans des organisations comme Courant socialiste (CS *) qui s'est transformé en Parti patriotique révolutionnaire (PPR *). Cette perméabilité se retrouve également entre courants étudiants, ouvriers et paysans : il n'existe pas ou peu de tradition anti-

intellectuelle dans le mouvement ouvrier et les conditions de vie des enseignants les rapprochent des autres travailleurs. Plus récemment, l'austérité a eu pour conséquence de resserrer l'éventail des salaires. Cette même perméabilité entre parti et syndicat, souvent calquée sur les pratiques de PRI, permet la double appartenance, politique et syndicale, sans que cela entraîne le moindre problème. Ces passerelles multiples représentent l'une des grandes potentialités du mouvement social mexicain, qui se manifestent, par exemple, par les alliances passées entre ces multiples mouvements de masse avec les partis de gauche au moment des élections. Le dirigeant du CDP a ainsi été élu avec l'étiquette du PRT sur la base d'un accord aujourd'hui rompu en raison d'attitudes opposées sur le conflit opposant le PRI au PAN de Chihuahua.

L'« insurgencia obrera »

Ce phénomène se développe au début des années soixante-dix, autour du Syndicat des travailleurs électriciens de la République mexicaine (STERM *) de Rafael Galvan en concurrence avec le Syndicat national des électriciens assimilés et connexes de la République mexicaine (SNESCRM *) officialiste qui bénéficie du soutien gouvernemental. Dans un premier temps, celui-ci est seul reconnu comme titulaire du contrat de travail. S'ouvre alors une période de mobilisation ouvrière, les « journées pour la démocratie syndicale » le 14 décembre 1971, le 27 janvier et le 27 avril 1972 où s'engouffrent toutes les organisations un peu combattives du mouvement ouvrier. Le 1^{er} Mai 1972, Galvan crée une nouvelle centrale, l'Union nationale des travailleurs. Puis, il choisit la voie du compromis avec l'unification des deux syndicats en un seul, le SUTERM, à l'intérieur duquel Galvan organise la Tendance démocratique. Le nouveau

syndicat est affilié à la CTM. La cohabitation ne réussit pas à se stabiliser : le 22 mars 1975, la Tendance démocratique est exclue. Celle-ci lance la déclaration de Guadalajara en avril 1975 et contribue à la constitution du Front national d'action populaire (FNAP *).

Puis, face à la répression qui commence : « Le courant joue sa dernière carte, celle de la grève, à laquelle le gouvernement répond le 16 juillet 1976 par l'occupation militaire des centres en grève ; les travailleurs du nucléaire sont détachés du SUTERM, ce qui prive la Tendance démocratique de son aile combative. » Le 18 novembre 1978, elle disparaît en tant que telle pour former un courant politique-à l'intérieur des syndicats, le Mouvement syndical révolutionnaire qui se propose d'œuvrer à la démocratisation du mouvement ouvrier¹¹

Durant la même période, se créent différents courants syndicaux dont le plus important, l'Unité ouvrière indépendante (UOI *) de Juan Ortega Arenas, a une influence notable dans l'industrie automobile. Si l'UOI s'oppose effectivement à la CTM, elle refuse tout front unitaire avec d'autres courants de gauche. L'UOI est ainsi à l'origine de la première grève civique nationale, mais se retire au dernier moment. Le Front authentique des travailleurs (FAT *), d'orientation chrétienne de gauche, ainsi que le syndicalisme universitaire, forment d'autres composantes du syndicalisme indépendant.

Il convient d'avancer ici quelques éléments de bilan de la tendance de Rafael Galvan. Son inspiration néo-cardéniste transparaît clairement dans la déclaration de Guadalajara qui établit un programme radical visant à « suivre le chemin tracé par la révolution » où figurent, outre les revendications salariales et sociales, l'indépendance et la démocratie syndicales, la collectivisation de la terre, l'expropriation des entreprises impérialistes et le monopole du commerce

extérieur. Il s'agit pratiquement d'un programme de transition et, surtout, c'est un programme porté par une vague de mobilisations qui culmine avec une manifestation du 150 000 personnes le 15 novembre 1975. Malgré cet aspect éminemment positif, le mouvement ne débouche pas ; la grève des travailleurs du téléphone de 1979 constitue l'échec le plus significatif : ceux-ci demandent une augmentation de 35,5 %, alors que le maximum officiel (*tope*) s'élève à 13,5 %. Le 1^{er} Mai, « le président de la République demande au syndicat de cesser sa grève, les téléphonistes acceptent¹² ». Cette attitude surprend d'autant plus que, TELMEX étant une entreprise nationale, le même gouvernement, responsable du plafond salarial contre lequel les travailleurs étaient entrés en grève les convainc de reprendre le travail.

Cette démarche illustre bien les illusions, typiques du nationalisme révolutionnaire du SUTERM, qui se traduisent très clairement dans son adresse à Echeverria du 20 novembre 1972 : « Nous adressons un salut respectueux à Monsieur le Président de la République et reconnaissons que son effort pour réaliser la démocratisation du pays dans tous les domaines dessine clairement les perspectives d'une réactivation de l'alliance populaire dont le Mexique a besoin pour continuer son mouvement nationaliste populaire¹³. »

Il faut y ajouter une analyse assez délirante selon laquelle Fidel Velázquez « découvre à temps le véritable maître, l'impérialisme, et se vend à l'ORIT et à la CIA sans la moindre hésitation. Le gouvernement perd ainsi le contrôle d'une bonne partie de l'appareil *charrista*, celle qui correspond à la CTM. (...) Fidel ne dépend pas du gouvernement, mais de l'impérialisme¹⁴ ».

Bien sûr, il faut distinguer le lombardisme du courant cardéniste comme celui de Galvan. Alors que le premier conduit à « s'opposer au mouvement ouvrier chaque fois que sa mobilisation se heurte ou menace de se heurter à l'Etat, et

à subordonner aux nécessités et à la politique contingente de l'Etat tout affrontement ouvrier avec le patronat », le second amène à soutenir les mobilisations ouvrières, même si celles-ci se heurtent à l'Etat. Son but consiste non pas à les amener à une perspective politique indépendante, mais plutôt à attendre que ces mobilisations réussissent à modifier la politique de cet Etat¹⁵ ». La différence entre les deux courants rend l'échec d'autant plus grave. Il n'est pas sûr que, de ce point de vue, « la démarche de la Tendance démocratique ouvrait une possibilité pour avancer dans cette direction¹⁶ ». Débattre de cette question est d'autant plus nécessaire que Galvan reprenait à son compte les thèses de *La Revolución interrumpida* de Gilly. Dans sa même adresse à Echeverría, le SUTERM écrit : « Nous comprenons la révolution comme un processus inachevé qui s'est arrêté en 1940, mais conserve ses points d'appui matériels et sociaux pour se remettre en marche (*reanudarse*)¹⁷. »

Le débat sur la révolution et la nature du cardénisme comporte, comme on le voit, des implications actuelles. Dans la première partie de ce livre, nous avons systématiquement insisté sur le contenu progressiste du cardénisme pour couper court à des interprétations réductrices sous-estimant la dynamique de masse du cardénisme. Nous avons également montré que le retournement du système vers d'autres fins, tel qu'il a été réalisé par Avila Camacho et surtout Alemán, ne représente pas une réelle rupture, que l'on pourrait qualifier de contre-révolution. Il nous faut maintenant tordre le bâton dans l'autre sens pour insister sur un point essentiel et néanmoins difficile à expliquer : d'un côté, la classe ouvrière mexicaine est, pourrait-on dire, spontanément cardéniste en ce sens que sa formation de classe, toute son histoire, la conduisent à concevoir son action comme une pression régénératrice sur un Etat encore malléable. Il faut donc tenir compte de cette réalité qui constitue le nerf de la mobilisation

ouvrière. Mais, d'un autre côté, la constitution d'une authentique conscience de classe prolétarienne suppose la rupture, dans la pratique, de cette position de subordination relative. A l'intérieur de la gauche révolutionnaire, tout le monde s'accorde, *grosso modo*, sur ces deux points. Le problème consiste, en tenant compte de ce phénomène, à donner la priorité à la rupture sur la continuité, car, comme le dit bien Gilly : « La classe ouvrière prend conscience d'elle-même quand elle commence à concevoir l'Etat comme une réalité étrangère et imposée¹⁸. »

Ou bien on considère qu'il est possible de donner un second souffle à l'Etat afin de réactiver le processus de réformes sociales cardénistes, et cela conduit à adopter une vision étapiste. Ou bien, et cela nous semble être la vraie signification de l'idée de « révolution interrompue », on fait le bilan de trente années de luttes sociales, et l'on insiste sur la nécessité de reprendre la révolution, mais pour réaliser immédiatement sa « transcroissance » en révolution socialiste, dont l'objectif n'est pas de peser sur l'Etat-PRI, mais de le détruire.

Ce débat théorique difficile induit deux options stratégiques qui ne se différencient pas suffisamment dans les actions concrètes. Voilà peut-être l'une des raisons de la faiblesse relative des luttes de masse.

Les années quatre-vingt

On peut décrire ainsi la courbe des luttes dans les années récentes : une progression régulière, avec processus de centralisation et d'unification, débouche sur un « auto-étouffement » marqué par l'échec de la seconde grève civique nationale du 5 juin 1984, puis le maintien d'une combativité réelle mais diffuse, manquant de perspectives.

Les illusions sur la nationalisation du secteur bancaire se dissipent assez rapidement. L'année 1983 marque une vague d'offensives (plus de 5 000 grèves au mois de juin) et de recomposition du mouvement social. A la campagne, la Coordination nationale Plan de Ayala (CNPA *) impulse l'unification d'organisations locales, ainsi que la convergence et l'unité d'action avec la Centrale indépendante des ouvriers agricoles et des paysans (CIOAC *) et l'UGOCM-Roja, proches de courants du PSUM. Il s'agit là d'une nécessité objective qui joue encore aujourd'hui, malgré des luttes fractionnelles dont on peut penser qu'elles seront progressivement surmontées, tant est essentiel ce besoin de centralisation.

Depuis 1978, le Front national de lutte pour la libération et les droits de la femme (FNALIDM *) regroupe associations et groupes féministes¹⁹. La Coordination nationale des mouvements urbains populaires (CONAMUP *) joue ce même rôle de centralisation des associations de voisinage ou de quartier qui luttent pour obtenir les services élémentaires : eau, électricité, ramassage d'ordures, écoles... Face à la montée de l'austérité se sont constitués deux grands pôles de regroupement : le Front national de défense du salaire minimum contre l'austérité et la cherté (FNDSAC *), où l'on retrouve précisément la CNPA, la CONAMUP, la CNTE qui lutte pour la démocratisation du SNTE et le Comité de défense de l'économie populaire (CNDEP *), proche du PSUM. Sous la pression de luttes comme celles de Dina-Renault, Kelvinator, des enseignants, ces deux organismes se regroupent pour former, en juin 1983, l'Assemblée nationale ouvrière paysanne populaire (ANOCP *) qui organise, le 19 octobre 1983, la première grève civique nationale (*Paro civico nacional*). C'est un énorme succès marqué par des manifestations, des blocages de route, des grèves d'enseignants dans tout le pays. Au Parlement, le PSUM et le PRT sont accusés de vouloir déstabiliser le pays. Pourtant, cette montée s'épuise et la

seconde grève civique nationale du 5 juin 1984 échoue. Une brochure de bilan du PRT explique ainsi : « La majorité des groupes qui prirent leurs distances étaient des syndicats qui, dans l'ardeur des grèves de juin, s'unirent à l'ANOCF en quête de solidarité ; mais il faut également signaler des organisations syndicales indépendantes avec une tradition de lutte comme le Syndicat uni des travailleurs de l'industrie nucléaire (SUTIN *) et le FAF qui cessèrent de participer à la grève. C'est là que réside l'une des principales faiblesses de l'ANOCF : son incapacité à se convertir en un pôle de référence des travailleurs indépendants organisés surtout au sein du Pacte d'unité et de solidarité syndicale (PAUSS *), et dans l'Union ouvrière indépendante (UOI), à trouver des moyens de communication et tisser des liens réels non sectaires avec les travailleurs de la majorité des syndicats du pays, regroupés dans le Congrès du travail²⁰. »

La répression qui s'exerce en août 1984 contre le SUTIN, avec l'expulsion des travailleurs et la fermeture de l'entreprise URAMEX, marque la fin d'une phase, même si ce n'est pas celle d'une période. Les deux années suivantes, les luttes multiformes se poursuivent, dans l'industrie automobile, chez les enseignants, mais changent progressivement de nature. De grèves offensives, dont la plus marquante est celle de l'usine sidérurgique Sicartsa du Michoacán, avec sept mille ouvriers en grève durant trente-trois jours de l'été 1985, les luttes passent à la défensive face aux licenciements et aux fermetures d'usine, bref à la « modernisation », notamment dans le cas des fonderies Monterrey et des implantations Renault qui, finalement, ferment leurs portes. La chape de plomb de la crise et de l'austérité explique en grande partie cette relative inefficacité de l'action ouvrière, mais il faut évidemment y ajouter, malgré des tensions internes croissantes, le corset du syndicalisme officiel et enfin, du côté de la gauche, l'absence

de perspective politique globale et crédible.

1

Basurto J., *Del Avilacamachismo al Alemanismo. La Clase obrera en la Historia de México*, vol. 11, éd. Siglo XXI, 1984, p. 221.

2

El Popular en México de 1946, cité par Colmenares F., *Petróleo y Lucha de Clases*, p. 144.

3

Revel-Mouroz J. et Vanneph A., « Stratégie, entreprise et espace pétroliers », *Problèmes d'Amérique latine* n° 70. La Documentation française, 1983, p. 34.

4

Poniatowska E., *Fuerte es el silencio*, ed. Era, 1980, p. 150.

5

Cárdenas L., *Ideario político*, ed. Era. 1972, p. 236.

6

Bartra A., *Los Herederos de Zapata*. ed. Era, 1985.

7

Id., *ibid.*, p. 103-142.

8

Id., *ibid.*, p. 130.

9

Huacuja M. et Woldenberg J.. *Estado y Lucha política en el México actual*, éd. El Caballito. 4^e ed.. 1983. p. 150.

10

Cité par Huacuja et Woldenberg. p. 150.

11

Prevot-Schapira M.-F.. « L'évolution de l'organisation syndicale mexicaine », *Problèmes d'Amérique latine* n° 69, La Documentation française. p. 89.

12

Trejo et Woldenberg, « Los Trabajadores ante la Crisis », p. 692 in Cordera R.. *Desarrollo y Crisis de la Economía mexicana*, éd. FCE, 1984.

13

STERM, *Insurgencia obrera y Nacionalismo revolucionario*, éd. El Caballito, 1973, p. 499.

14

Id., *ibid.*, p. 467.

15

Gilly A., *Arriba los de abajo*, éd. Océano, 1986, p. 75.

16

Id., *ibid.*

17

STERM, *ibid.*, p. 493.

18

Gilly A., *Por todos los Caminos*, éd. Nueva Imagen, 1983, p. 269.

19

Sur ce point, on peut se reporter à l'article de Sylvie Matamoros et Christiane Vegas, « La condition de la femme au Mexique » dans le bulletin n° 10 d'avril 1986 du Comité français de défense des droits de l'homme au Mexique. (Informations et collaboration : 1, rue Mont-martre, 75001 Paris. Tél. : 43 25 23 67.)

PRT, *El Paro civico nacional a las Perspectivas de la Unidad*, 1984.

11. La gauche

La gauche mexicaine se caractérise par sa faiblesse organique, c'est-à-dire essentiellement par son extériorité vis-à-vis de la classe ouvrière et des travailleurs en général. A quelques exceptions près, les partis politiques de gauche n'ont aucun des relais qui permettent d'intervenir quotidiennement dans l'action sociale : aucun syndicat industriel d'importance n'est dirigé par un courant proche de partis de gauche, ni aucune municipalité significative. Encore une fois, des exceptions, des domaines réservés existent mais, globalement, une cassure sépare les partis des travailleurs. Cette réalité, la faiblesse de la gauche, n'est que l'envers de la force du système PRI : elle résulte, encore une fois, d'un long processus historique, d'une combinaison d'occasions manquées du côté de la gauche et de répression du côté du pouvoir.

La longue marche du PCM

Jusqu'aux lendemains du mouvement des cheminots de 1958, trois partis essentiels composent la gauche : le PCM, le Parti ouvrier-paysan du Mexique (PCOM *) formé par Laborde et Campa après leur exclusion de 1940 et, enfin, le Parti populaire (PP *) de Lombardo. On a vu plus haut comment ces partis ou courants (le lombardisme existait avant la formation du Parti populaire en 1948) ont manqué des occasions historiques, c'est-à-dire refusé de prendre les

responsabilités que la classe ouvrière organisée attendait d'eux : la soumission à Fidel Velázquez au sein de la CTM en 1937 constitue sans doute le tournant le plus significatif. Mais il ne s'agit pas d'une erreur tactique conjoncturelle qui aurait pu être corrigée et il faut voir ici une illustration dramatique du stalinisme, dans sa réalité pratique. Le PCM a, en somme, refusé d'exister historiquement en raison d'une analyse intrinsèquement stalinienne – et contre laquelle Trotsky a élaboré la théorie de la révolution permanente – qui a, pendant plusieurs dizaines d'années, privilégié une ligne de compromis avec une hypothétique bourgeoisie nationale progressiste.

La résolution du X^e Congrès de 1948 indique clairement que « cette situation même [une position formellement anti-impérialiste de la bourgeoisie industrielle] fait du gouvernement actuel un représentant de la bourgeoisie progressiste. (...) C'est pourquoi notre parti ne se situe pas dans l'opposition... Nous devons critiquer fortement les erreurs du gouvernement, tout en appuyant les mesures progressistes qu'il prend pour développer les tendances anti-impérialistes qui se manifestent et éviter qu'il évolue jusqu'à se transformer en gouvernement réactionnaire¹ ». Ces thèses, très proches de celles de Lombardo, l'emportent lors d'une table ronde qui réunit en janvier 1947 les différents partis et groupes mexicains se réclamant du marxisme-léninisme. Lombardo déclare : « La tâche historique du prolétariat consiste à appuyer de manière déterminante la transformation de notre pays, son passage d'un régime économique retardé à une étape ou à un régime d'économie plus développée... de choisir, de continuer la révolution démocratique bourgeoise en lui donnant un contenu chaque fois plus populaire². » L'une des tâches centrales assignées au mouvement révolutionnaire était de renforcer l'unité de la CTM. Cette position domine encore les réflexes politiques de

toute une génération de communistes et conduit à une sorte de suicide organisationnel. Elle aboutit à une quasi-disparition de la vie sociale et à un écartèlement sur le terrain, particulièrement évident durant la grève des cheminots en 1958.

Bien que dans l'action ouvrière la direction de la CTM se range manifestement du côté du maintien de l'ordre, le thème lombardo-communiste de l'unité à tout prix l'amène à se trouver en porte à faux vis-à-vis de la réalité des luttes : Arnaldo Martinez Verdugo, actuel dirigeant du PSUM, le reconnaîtra quelques années plus tard en décrivant ainsi ces déchirures : « Alors que la direction du Parti appelait à la conciliation les instituteurs en lutte contre la direction corrompue du SNTE, les enseignants communistes et le comité du district fédéral appuyèrent résolument la lutte des enseignants regroupés au sein du mouvement révolutionnaire de l'enseignement ; la direction se montra également hésitante face à l'action des cheminots, surtout au moment où l'immense majorité des travailleurs se regroupa autour des comités pour l'augmentation des salaires et proposa la désignation d'une nouvelle direction syndicale au niveau national et local. Les cheminots communistes, dans cette situation, se virent obligés, dans leur grande majorité, d'appliquer une ligne différente de celle de la direction³. »

La répression qui suit le mouvement des cheminots modifie la situation de la gauche. Le Parti populaire se transforme en 1960 en Parti populaire socialiste et ne tente jamais plus de sortir de son rôle de fidèle soutien du régime. Le PCOM éclate en deux, la majorité rejoignant le PCM, la minorité le PPS. La grève a par ailleurs révélé, si cela était nécessaire, la vraie fonction de la CTM et du Bloc d'unification ouvrière (BUO *) qui la fédère avec d'autres centrales plus petites. Ainsi, en février 1959, le BUO rédige un programme d'action se proposant d'adresser « un manifeste à la nation pour faire

connaître les activités subversives menées par les communistes, expliquer leur ampleur et convoquer le peuple pour qu'il se tienne prêt à les combattre⁴ ». Le même manifeste réclame l'arrestation du dirigeant cheminot Demetrio Vallejo pour délit de subversion.

La révolution cubaine, en 1960, influence le PCM qui rompt avec la conception privilégiant le soutien à une prétendue bourgeoisie nationale progressiste. Mais cette rupture est timide. Voici un extrait du débat, assez révélateur de la faible portée du tournant : « Ceux qui soutiennent la thèse selon laquelle le mouvement ouvrier doit, non pas entrer en choc frontal, mais au contraire, mener les luttes jusqu'à la limite de la rupture avec le gouvernement oublient que, dans les conditions d'un pays comme le nôtre, opprimé par l'impérialisme, la bourgeoisie nationale, en des conditions et circonstances déterminées, peut jouer un rôle politique déterminant de lutte contre l'impérialisme. La tactique révolutionnaire du prolétariat consiste alors à unir toutes les forces nationales, y compris la bourgeoisie, autour des tâches démocratiques et anti-impérialistes, mais sans laisser de côté ses propres intérêts et revendications de classe exploitée qui lutte pour de meilleures conditions de vie et pour le socialisme⁵. »

Cette prégnance de la stratégie stalinienne s'explique en partie par le soutien diplomatique, bien formel d'ailleurs, apporté par le gouvernement mexicain à la jeune révolution cubaine. Mais cela va évidemment plus loin. Le poids d'une vingtaine d'années de dégénérescence du marxisme s'exprime là. La grande innovation théorique du XIII^e Congrès du PCM se résume, en 1960, dans l'objectif d'une « révolution démocratique de libération nationale » ni socialiste ni démocratique, mais bourgeoise, dans laquelle la classe ouvrière constitue le « secteur social hégémonique ». En d'autres termes, la révolution mexicaine n'a pas achevé ses

tâches historiques et, « en des conditions et circonstances déterminées », la bourgeoisie nationale progressiste peut, sous la pression des masses, adopter une politique anti-impérialiste et populaire. Ce schéma imprègne la pensée de toute une partie de la gauche réformiste mexicaine mais aussi celle de bon nombre de travailleurs.

Encore une fois, ce phénomène tient à la nature du régime et aux divers instruments employés pour reproduire sa domination. Les discours démagogiques jamais abandonnés, un sens politique très précis des concessions et dosages nécessaires, la marge de manœuvre autorisée par la croissance économique, le degré minimal de combativité simulé par les organisations ouvrières officielles, les appels répétés au sentiment national et la répression, quand il n'y a pas d'autre moyen permettent au régime de recréer constamment les illusions sur la possibilité de lui faire retrouver un cours progressiste et, dans le même mouvement, d'écraser dans l'œuf ce qui met en cause les fondements du régime.

Cependant, si l'on s'en tient aux textes, la ligne du PCM évolue à gauche. Ainsi, si, en 1960, la révolution démocratique de libération nationale constitue son objectif principal, en 1967, le XV^e Congrès définit celui de « révolution démocratique, populaire et anti-impérialiste ». Puis en 1973, au XVI^e Congrès, la perspective devient celle d'une révolution démocratique et socialiste. Entre les deux congrès intervient évidemment le choc de 1968, avec la répression qui s'ensuit mais aussi avec le dégagement au sein du parti d'une aile ultra-gauche, après la répression anti-étudiant du 10 juin 1971. Les « malades », comme se baptise l'aile la plus radicale du mouvement étudiant, évoquant ainsi le livre de Lénine, *le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, tentent quelques insurrections comme dans l'Etat de Sinaloa, fournissent les cadres aux mouvements de guérilla urbaine et à divers

groupes d'extrême gauche.

La montée des luttes, générale et multiforme au début des années soixante-dix, l'apparition de nouvelles générations marquées par une expérience politique différente modifient assez sensiblement le style du PCM. On le classe à l'époque dans la catégorie des partis eurocommunistes, en raison d'une relative indépendance vis-à-vis de Moscou et, à l'intérieur, d'une absence assez inhabituelle de sectarisme : le PC mexicain, à partir de cette époque, acceptera toujours de discuter et même de s'allier avec tous les courants.

Le PCM est le premier parti de gauche à obtenir son registre électoral. A la fin des années soixante-dix, il réussit à enclencher une dynamique unitaire qui aboutit à sa transformation en PSUM, en 1981. Ce nouveau parti rassemble pratiquement tous les courants de la gauche réformiste stalinienne ; toutefois, le PMT d'Heberto Castillo ne s'associe pas au regroupement, et l'intégration du courant de Gascón Mercado, fondateur du PPM après sa sortie du PPS, ne fait pas long feu. Ce courant sort en 1985 pour créer le Parti de la révolution socialiste (PRS *). Pour simplifier, le PSUM actuel fait cohabiter difficilement au moins trois tendances que l'on pourrait taxer rapidement d'archéo-communisme, d'eurocommunisme et de priisme de gauche. Les deux premières tendances peuvent être qualifiées de réformistes de gauche tandis que la dernière se situe à droite : il s'agit des anciens du MAP dont les têtes de file, des intellectuels comme Rolando Cordera et Arnaldo Córdova, disposent d'importantes positions institutionnelles dans l'Université.

La gauche d'après 1968

La maturation des années soixante, notamment marquées

par *l'Ensayo sobre un Proletario sin Cabeza*, de José Revueltas et, évidemment, le mouvement de 1968, provoquent une floraison de courants. Trois composantes essentielles se dégagent : le marxisme révolutionnaire du PRT, le néo-cardénisme du PMT et la nébuleuse maoïste. Celle-ci a connu une importance non négligeable et des évolutions assez contrastées : l'organisation Linea proletaria commence le travail ouvrier, notamment dans le Nord, à partir de 1971, gagne la première section démocratique du SNTE, la section VII de Chiapas⁶. Elle connaît deux scissions dont l'une, bizarrement, donne naissance au Mouvement d'action populaire (MAP *) qui constitue aujourd'hui l'aile droite du PSUM. Cependant, cette trajectoire est, et de loin, plus respectable que celle des petits maîtres du maoïsme français. L'influence de la méthode maoïste se retrouve dans de nombreuses interventions dans les organisations de masse et dans des groupes politiques comme l'Organisation de la gauche révolutionnaire-Ligne de masse (OIR-LM *) qui, bien qu'en recul, dispose d'un réel crédit auprès des masses.

Autre produit de 1968, le PMT, dirigé, tel un caudillo, par l'ingénieur Heberto Castillo. Ce parti néo-cardéniste oscille constamment entre la pression sur le pouvoir et la construction d'un grand parti de gauche, mais ne dispose pas de liens très étroits avec les mouvements de masse. Ce parti a donc suivi un cours assez chaotique, manœuvrier et ambigu : durant la campagne de 1985, les mots d'ordre du PMT étaient souvent les plus agressifs, notamment celui qui proclamait : « Salaire minimum au président, pour qu'il voie l'effet que ça fait ». Cependant, des trois partis de la gauche indépendante représentée au Parlement, le PMT est le plus sensible aux illusions d'ouverture gouvernementale. On a cité sa réaction à la nationalisation de la banque. Plus récemment, Castillo a été reçu par le président et a ainsi commenté cette entrevue : « Le PMT a offert aujourd'hui au président de la République

de collaborer “au coude à coude” avec le gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes des paysans, classe qui a toujours défendu la souveraineté et l’indépendance du Mexique, quand cela était nécessaire. » (*La Jornada*, 16 juillet 1986.) On est loin de l’indépendance de classe !

Enfin, le PRT marque de manière extrêmement dynamique la renaissance du courant marxiste révolutionnaire. Après avoir acquis une certaine influence liée à la présence de Trotsky à Coyoacán, le trotskysme mexicain périclité, puis se reconstitue au début des années soixante, dans la mouvance du Bureau latino-américain posadiste. La plupart des dirigeants du Parti ouvrier révolutionnaire-trotskyiste (PORT *) finissent tués lors de la guérilla guatémaltèque dans les rangs du MR13 (David Aguilar Mora, Eunice Campiran) ou emprisonnés par Díaz Ordaz en 1966, comme Adolfo Gilly qui sort en 1972 de Lecumberri et ne peut retourner au Mexique qu’en 1976, après avoir entre-temps rompu avec le posadisme dégénéré au point de finir par apporter un soutien critique à l’élection de López Portillo en 1976. En 1962 est créée la Ligue ouvrière marxiste (LOM *) qui devient section mexicaine de la IV^e Internationale mais s’autodissout en 1967. Une fraction conservera ce sigle en se rattachant au courant international lambertiste et vient récemment de demander son incorporation au PRT. La vraie renaissance du trotskysme mexicain trouve sa source dans le mouvement de 1968 d’où apparaîtra le Groupe communiste internationaliste (GCI *). Celui-ci connaît plusieurs scissions, dont celle de la Ligue socialiste en 1973. En 1976, les différentes fractions trotskystes soutiennent séparément la candidature de Valentin Campa. Puis un regroupement s’opère cette même année qui donne lieu à la fondation au mois de septembre du Parti révolutionnaire des travailleurs⁷.

La réforme politique et ses effets

Le bilan de ces dix années est largement positif : le PRT est définitivement sorti du milieu étudiant et intervient dans tous les syndicats et mouvements de masse. Grâce à une campagne présidentielle réussie autour de la candidature de Rosario Ibarra en 1982, le PRT a consolidé sa position, confirmée en 1985 avec l'élection de six députés.

Il traite d'égal à égal avec le PSUM et le PMT et constitue un pôle de référence pour la gauche révolutionnaire extra-parlementaire.

Cette réforme a eu des effets indéniables. Elle a tout d'abord, même si elle révélait leur relative faiblesse électorale, donné une certaine « surface sociale » au PSUM, au PRT et au PMT qui ont vu leur existence légale respectivement confirmée depuis les élections de 1979, 1982 et 1985. Elle a cependant des effets pervers importants dont le plus subtil résulte de la nécessité de confirmer à chaque élection son existence en obtenant 1,5 % et, surtout, de l'impossibilité pour un parti de le faire s'il se fonde dans une alliance politique plus large. Ces deux dispositions poussent à l'électoratisme permanent, quelle que soit l'importance accordée par ces partis aux élections, freinent les regroupements électoraux. Par ailleurs, la participation des partis aux commissions électorales les « mouillent » inévitablement dans des tractations aussi sordides que peu publiques tandis que s'exerce le mécanisme de fascination pour la vie parlementaire. Enfin, la dépendance financière place entre les mains du pouvoir une épée de Damoclès ; quand on examine les scores de 1985 du PMT (1,58 %) et du PRT (1,59 %), on s'aperçoit que de petites manipulations dans le décompte des votes suffiraient à les faire plonger à 1,49 % et à déclencher inévitablement une crise organisationnelle. Enfin, l'orientation, même involontaire, vers les tâches

parlementaires peut (mais pas forcément) distendre les liens avec le mouvement populaire et les organisations révolutionnaires qui refusent de participer aux élections. Naturellement, ces observations ne conduisent pas pour autant à aller dans ce sens, mais elles montrent que l'ouverture démocratique du régime n'a pas que des effets positifs. De toute façon, la question électorale n'est pas le problème de fond de la gauche, qui réside dans la définition de son projet.

Deux projets, deux gauches

Nous allons ici faire preuve d'un schématisme néanmoins utile. La thèse avancée est la suivante : il existe deux projets possibles pour la gauche. Le premier, réformiste, définit assez clairement ses intentions mais débouche sur une impasse. Le second a pour objectif la transformation socialiste du Mexique, mais reste en gestation.

Le premier projet, avec de nombreuses variantes, peut cependant être qualifié de néo-cardéniste. Sa charte se trouve dans le livre *La Disputa por la Nación*, rédigé par Carlos Tello, membre de la gauche du PRI, et Roland Cordera, membre de l'ex-MAP, c'est-à-dire de la droite du PSUM. L'extrait suivant est tout à fait éclairant : « Le projet nationaliste part de l'hypothèse générale selon laquelle, en l'étape actuelle du développement national, les besoins du pays seraient mieux satisfaits si l'on reprenait, en les actualisant, les positions et les revendications populaires qui donnèrent naissance à la révolution mexicaine, si l'on appliquait au pied de la lettre les postulats de la Constitution politique des Etats-Unis mexicains et si l'on profitait, pour la développer, de la riche expérience de l'alliance entre organisations de masse et gouvernement, comme celle qu'il y eut durant

l'administration du président Cárdenas et qui rendit possible la réalisation de profondes réformes sociales et la formation d'un Etat national vigoureux et soucieux des intérêts populaires⁸. »

Cette hypothèse reste valide pour la grande majorité des travailleurs mexicains, et pour une bonne partie des organisations, même les plus combatives de la gauche mexicaine. Cette réalité se manifeste en premier lieu par la propension de la gauche à se laisser aspirer par l'idéologie prétendument nationaliste révolutionnaire du pouvoir.

Cette logique contamine la gauche et la piège à l'occasion. Prenons quelques exemples dans l'actualité récente. Depuis plusieurs mois, notamment pour faire contrepoids au rôle joué par la diplomatie mexicaine en Amérique centrale, Reagan mène une offensive dénonçant les atteintes aux droits de l'homme au Mexique et la complicité des autorités à l'égard des *narcotraficantes*. Ces deux accusations, globalement exactes, enferment la gauche dans un piège idéologique. Devant une telle ingérence, la gauche est en effet coincée : si elle abonde dans le sens de Reagan, elle prête le flanc aux qualificatifs que l'on imagine ; si elle proteste contre ces déclarations, elle couvre de fait le gouvernement. Certes, on peut toujours rétorquer, et ce fut fait, que Reagan est bien peu qualifié pour parler des droits de l'homme et qu'il devrait commencer par balayer devant sa porte. Mais on voit bien que cette position reste en retrait et laisse ouvert l'espace offert au régime.

D'une certaine façon, toute offensive de ce genre rend un grand service au gouvernement mexicain. Les attaques de Helms, sénateur forcené d'extrême droite, grand admirateur de Pinochet, dénonçant le trucage des élections mexicaines, a permis au PRI de réaliser une opération politique passablement réussie, à savoir une véritable manifestation d'union nationale assez large. Voici ce qu'en disait, le 22 mai

1986, l'éditorialiste de *La Jornada*, le plus à gauche des quotidiens mexicains. « Plusieurs valeurs politiques ont été illustrées par la marche en défense de la souveraineté nationale et contre l'intervention nord-américaine qui s'est déroulée hier dans la capitale. La première d'entre elles fut la rencontre, en une démarche pluraliste, de citoyens indépendants et de groupes sociaux et politiques d'inspirations diverses. Le fait que l'addition des forces permette la conjonction du PRI et de partis d'opposition aux divergences radicales, particulièrement en ce moment où la crise aiguise les différences et les prises de position, montre que la cause qui réunit les manifestants est primordiale dans la vie mexicaine... C'est un indice de maturité politique de voir qu'au-delà d'une simple coexistence, des forces, qui d'ordinaire s'affrontent, trouvent un point de convergence qui leur permette d'unir leurs revendications autour d'un objectif commun. », etc. Il y eut peu de voix discordantes, parmi lesquelles celle du PRT qui, en une déclaration de son comité politique (citée dans *La Jornada* du 23 mai 1986) déclara opportunément que « la souveraineté et l'indépendance nationales ne peuvent se défendre dans l'abstrait. La défense de la nation passe par des revendications concrètes comme la suspension du paiement de la dette extérieure et ne peut être séparée de la défense des conquêtes du peuple travailleur. C'est pourquoi toute lutte anti-impérialiste conséquente est en même temps anticapitaliste et antigouvernementale ».

Il n'empêche que le bénéfice politique de l'opération va au PRI et que, périodiquement, ce mécanisme est enclenché par le pouvoir. Ainsi, au lendemain de quelques phrases creuses prononcées par De La Madrid, le 24 septembre 1986, devant l'assemblée générale de l'ONU, paraît dans la presse un placard publicitaire en provenance du Palais législatif où tous les partis, à l'exception du PAN, manifestent « leur accord

avec le contenu de l'important message » du président, notamment « pour avoir signalé l'inégalité qui caractérise l'actuel système économique, qui a impulsé la prospérité de pays industrialisés au détriment des économies sous-développées en produisant d'énormes profits en faveur de la Banque internationale, et pour avoir déclaré qu'il est indispensable de relier dette, commerce et monnaie à la recherche de solutions structurelles ».

Le même texte exalte « son rejet des schémas rigides qui prévalent dans la solution des conflits politiques et sociaux du monde contemporain et son appel à une vision plus large, imaginative et pluraliste des relations internationales ». Que le PRI et ses annexes, PPS, PARM et PST, apposent leur signature au bas de ce charabias, rien de plus normal. Mais qu'à côté figurent celles des partis de la gauche indépendante – PSUM, PMT et PRT -, qui acceptent ainsi l'idée de l'acte de Contadora comme « la seule voie pour dégager une solution réelle et durable » en Amérique centrale, montre la force de la pression nationaliste.

Sur le plan économique, l'orientation nationaliste-réformiste fait de la dette extérieure le point absolument central. Le raisonnement est le suivant : si le gouvernement choisissait de renouer avec les traditions de la révolution mexicaine, il pourrait, avec le soutien des masses, dénoncer la dette en tout ou partie et, sur la base de cette rupture, réorienter l'économie en fonction des besoins populaires. Qu'il existe un lien entre l'austérité pour les travailleurs et le paiement des intérêts, rien de plus évident. Un travail sur ce thème permet de rapprocher ces deux concepts économiques ; si l'on prend comme référence une part des salaires représentant, comme ce fut le cas en 1976, 40 % du PIB et que l'on calcule par rapport à cette référence les pertes cumulées des travailleurs entre 1977 et 1984, on arrive à une estimation de l'ordre de 64 milliards de dollars⁹. Dans la

même publication sur les salaires, un article a été à juste titre intitulé « Non au moratoire de la dette envers les travailleurs ». Et, en effet, le paiement d'intérêts de la dette publique extérieure représente sur la même période une somme d'environ 47 milliards de dollars. Un rapprochement hâtif consisterait à désigner la dette vis-à-vis de l'impérialisme comme la cause de l'austérité. Rompons avec l'un et l'on pourra rompre avec l'autre.

En proposant ce calcul, nous nous attendions plus ou moins à ce genre de déduction, un peu rapide. Sur la même période, en effet, les intérêts cumulés de la dette publique intérieure se sont élevés à 37 milliards de dollars. Or, qui souscrit aux emprunts et aux bons émis par l'Etat pour financer sa dette ? Ce n'est pas l'impérialisme, ce ne sont pas les travailleurs, mais bien la bourgeoisie mexicaine. C'est également elle qui exporte une autre partie de ses capitaux, contribuant ainsi, comme on l'a vu, à l'essor de la dette. Pourquoi, alors, ne pas avancer le mot d'ordre de moratoire de la dette intérieure ? Ce silence est révélateur d'un mode de pensée qui revient, schématiquement, à nier l'existence de classe de la bourgeoisie mexicaine : il s'agirait d'une sorte d'ectoplasme dont la posture dépendrait du rapport de forces entre l'Etat mexicain et l'impérialisme. Les patrons et leurs intérêts de classe sont à peu près complètement absents du livre de Cordera et Tello sinon lorsqu'ils sont dénoncés comme de mauvais Mexicains que l'Etat, toujours lui, devrait remettre à leur place. Le plus grave est qu'il s'agit, à une échelle de masse, de la conscience spontanée des travailleurs mexicains.

Or, le projet néo-cardéniste est réactionnaire, au sens propre du terme, parce qu'il veut remonter le cours de l'histoire. Cela n'est pas possible. Au contraire, la bourgeoisie et l'Etat mexicain, non sans conflits, cherchent à restructurer le capitalisme mexicain en fonction de leur projet où les besoins populaires ne sont pas une fin mais une contrainte

dont il faut tenir compte. Or, ce projet réformiste n'a aucun espace car les marges de manœuvre du régime se sont rétrécies. Les seules contradictions qui le traversent résultent essentiellement d'appréciations divergentes quant aux risques d'explosion sociale. Le drame du Mexique est sans doute d'être déchiré par la confrontation de deux projets qui n'offrent ni l'un ni l'autre une réponse cohérente aux contradictions actuelles.

Où va la gauche ?

Toute une série de luttes, d'expériences sociales et organisationnelles contribuent à esquisser une issue socialiste à la crise. De ce point de vue, il faut savoir entretenir l'espoir. Le peuple mexicain fait preuve d'une immense capacité à supporter les épreuves qui peut, de façon apparemment paradoxale, prendre tantôt la forme d'une sourde passivité, tantôt celle d'une explosion sociale bien difficile à endiguer. Ce potentiel d'action, malgré les défaites, la répression, l'usure, le poids de l'austérité et les casse-tête de la vie quotidienne, n'est pas encore émoussé. Par ailleurs, la forme bureaucratique de l'Etat-PRI rend, par contrecoup, tout mouvement s'affrontant réellement à lui, porteur de considérables potentialités d'auto-organisation. Le socialisme mexicain sera par essence antibureaucratique. Il mettra forcément en œuvre des formes d'alliance ouvriers-paysans, de coopération entre ville et campagne qui, compte tenu de l'histoire de la révolution mexicaine, permettrait de sauter de nombreuses étapes et solutions transitoires boiteuses : d'une part, *l'ejido* et, d'autre part, les traditions de luttes paysannes mettront d'emblée à l'ordre du jour le passage à l'agriculture socialiste. Toutes ces potentialités existent et la thèse de la révolution interrompue a raison d'insister sur le fait qu'elles

n'ont pas été brisées, mais seulement mises en veilleuse. Ce lyrisme doit compenser un nécessaire pessimisme à court terme : il ne s'est pas dégagé pour l'instant de pôle organisationnel suffisamment fort pour tracer une voie fondée sur l'indépendance de classe.

Pendant ce temps, pourrait-on dire, les partis de gauche font l'unité. Mais dans quelle cacophonie ! Depuis les élections de 1985 se déroule une valse-hésitation qui donne le tournis. En résumé, un projet de fusion PMT-PRT devait attirer toute une série d'organisations de gauche : PPR, PRS, MRP, Union de la gauche communiste (UIC *), etc., à l'écart duquel le PSUM se tenait. Puis, à l'automne 1986, brusque tournant : le projet bascule vers un axe PSUM, PMT avec idée de fusion à marche forcée puisque l'échéance est fixée au mois de février 1987. Le PRT considère ces délais trop rapprochés et propose de prendre son temps et de constituer, à titre de transition, une fédération des partis de gauche, pourtant censée déjà exister. La raison de fond tient, nous l'avons vu, au divorce relatif entre la gauche et les luttes, l'indétermination du ou des projets de la gauche et, par conséquent, l'absence de sanction concrète des débats qui se développent au sein de celle-ci. Assez secondairement intervient la question de la personnalité du candidat unique de la gauche à la présidentielle de 1988 : Heberto Castillo, tout le monde le sait, postule à la candidature et l'a même déclaré publiquement, faisant preuve d'une fausse modestie passablement détestable (*Uno más Uno*, 7 novembre 1986). Comme le dit Arturo Anguiano dans son article auquel nous avons multiplié les emprunts⁹, la gauche se trouve à la croisée des chemins. Faut-il un grand parti néo-cardéniste qui aurait vocation à regrouper essentiellement PSUM, PMT, PPR, d'un côté, et un grand parti révolutionnaire dans lequel viendraient se fondre le PRT, l'OIR et divers courants politiques ? Ou bien l'objectif est-il le parti unique de toute la

gauche, sur la base d'une fusion PSUM-PMT et PRT ? Le problème, justement, tient au fait que la question ne soit pas posée en ces termes qui paraissent les termes corrects du débat, et qu'il n'existe pas d'échéance prévisible permettant réellement de trancher cette discussion dans la pratique.

1

Cité par Gerardo Unzueta, in Maritinez Verdugo A., *Historia del Comunismo en México*, éd. Grijalbo, 1985, p. 213.

2

Id., *ibid.*, p. 215.

3

Cité par E. Semo in *Un Pueblo en la Historia*, t. 4, éd. Nueva Imagen, 1982, p. 59 ; E. Semo (coordinateur), México.

4

Cité par Alonso A., *El Movimiento ferrocarrilero en México*, p. 143.

5

Cité par I. Semo, *ibid.*, p. 60.

6

Anguiano A., *La Izquierda en su Nadir*, note 5.

7

Rodriguez, « La Réforme politica y los Partidos politicos », in *Breve Historia de nuestra Corriente en México*, *Bandera Socialista*, n° 337, 15 septembre 1986.

8

Cordera R. et Tello C., *La Disputa por la Nación*, éd. Siglo XXI, 1981, p. 105.

9

Anguiano, *ibid.*

Conclusion

La situation actuelle du Mexique peut s'interpréter comme une course de vitesse entre deux phénomènes sociaux qui avancent lentement mais inexorablement, entraînés par un même mouvement qui les unit.

D'un côté, la longue crise du système de domination politique, évidente, irréfutable mais qui se traduit par son lent pourrissement, une perte progressive de substance plutôt que par l'éventualité d'un effondrement brutal. De manière hésitante, l'Etat cherche un moyen de modifier sa forme d'existence, de la rendre cohérente avec son projet économique.

De l'autre côté, de manière tout aussi évidente, mais malheureusement tout aussi lente, émerge une conscience de classe qui se libère progressivement, dans la pratique, d'illusions quant à la possibilité d'une simple revitalisation de l'Etat face à son incapacité croissante à satisfaire un tant soit peu les revendications populaires.

Selon la façon dont se déroule cette course, va se dessiner l'issue à la crise mexicaine. Certes, cette évolution peut progressivement mettre en place les conditions d'une crise révolutionnaire mais elle peut aussi déboucher sur le passage à une forme de dictature bourgeoise ouverte. Les situations intermédiaires vont sans doute s'étirer durant plusieurs années tant est lent le rythme des évolutions majeures. Mais à terme, il nous semble qu'elles n'offrent pas une réponse stable aux enjeux de la crise mexicaine.

Annexe 1

Présidents mexicains depuis 1915

1915-1920	Venustiano Carranza
1920 –	Adolfo De La Huerta
1920-1924	Alvaro Obregón
1924-1928	Plutarco Elías Calles
1928-1930	Emilio Portes Gil
1930-1932	Pascual Ortiz Rubio
1932-1934	Abelardo L. Rodríguez
1934-1940	Lázaro Cárdenas
1940-1946	Manuel Ávila Camacho
1946-1952	Miguel Alemán Valdéz
1952-1958	Adolfo Ruiz Cortines
1958-1964	Adolfo López Mateos
1964-1970	Gustavo Díaz Ordaz
1970-1976	Luis Echeverría Álvarez
1976-1982	José López Portillo
1982-1988	Michel De La Madrid Hurtado

Annexe 2

Lexique des sigles

AOCM	Alianza de obreros y campesinos de México
ANOC	Asamblea nacional obrera campesina popular
BUO	Bloque de unidad obrera
CCE	Consejo coordinador empresarial
CDP	Comité de defensa popular
CEPAL	Comisión económica para América Latina (ONU)
CGCOM	Confédération general de obreros y campesinos de México.
CGT	Confédération general des trabajo
CIDE	Centro de investigación y docencia económicas
CIOAC	Central independiente de obreros agricolas y campesinos
CNC	Confederación nacional campesina
CNDEP	Comité nacional de defensa de la economia popular
CNOP	Confederacion nacional de organizaciones populares
CNPA	Coordinadora nacional Plan de Ayala
CNTE	Coordinadora nacional de trabajadores de la educación
COCEI	Confederación obrero-campesina estudiantil del Istmo
CONAMUP	Coordinadora nacional de movimientos urbanos populares

CONASUPO	Compañía nacional de subsistencias populares
CROM	Confederación regional obrera mexicana
CS	<i>Corriente socialista</i>
CSUM	Confederación sindical unificada de México
CTAL	Confederación de los trabajadores de América Latina
CTM	Confederación de trabajadores de México
CUD	Coordinadora única de damnificados
CUT	Confederación única de trabajadores
FAT	Frente auténtico del trabajo
FCE	Fondo de cultura económica
FNALIDM	Frente nacional de lucha por la liberación y los derechos de las mujeres.
FNAP	Frente nacional de acción popular
FNCR	Frente nacional contra la represiôn
FNDSCAC	Frente nacional de defensa del salario contra la austeridad y la carestia.
FPZ	Frente popular de Zacatecas.
FSM	Fédération syndicale mondiale
FSTSE	Federación de sindicatos de trabajadores al servicio del estado
FUZ	Frente urbano zapatista
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GCI	Grupo comunista intemacionalista
INEGI	Instituto nacional de estadísticas geografia e informática
LOM	Liga obrera marxista
MAP	Movimiento de acción popular
MIT	Massachusetts Institute of Technology
MLN	Movimiento de liberación nacional
OIR-LM	Organización de la izquierda revolucionaria-linea de masas
PAN	Partido de acción nacional

PARM	Partido auténtico de la revolucion mexicana
PAUSS	Pacto de unidad y solidaridad sindical
PCM, PC	Partido comunista mexicano
PDLP	Partido de los pobres
PDM	Partido demócrata mexicano
PEMEX	Petróleos mexicanos
PIB	Produit intérieur brut
PLM	Partido liberal mexicano
PMT	Partido mexicano de los trabajadores
PNR	Partido nacional revolucionario
POCM	Partido obrero-campesina de México
POR-t	Partido obrero revolucionario (trotskista)
PP	Partido popular
PPM	Partido del pueblo mexicano
PPS	Partido popular socialista
PPUA	Partido proletario unido de América
PRI	Partido revolucionario institucional
PRM	Partido de la revolução mexicana
PRS	Partido de la revolução socialista
PRT	Partido revolucionario de los trabajadores
PST	Partido socialista de los trabajadores
PSUM	Partido socialista unificado de México
SAM	Sistema alimentario mexicano
SME	Sindicato mexicano de los electricistas
SNESCRM	Sindicato nacional de electricistas similares y conexos de la República mexicana
SNTE	Sindicato nacional de trabajadores de la educación
STERM	Sindicato de trabajadores electricistas de la República mexicana
STFRM	Sindicato de trabajadores ferrocarriles de la República mexicana
STPRM	Sindicato de trabajadores petroleros de la

	República mexicana
STUNAM	Sindicato unido de trabajadores de la UNAM
SUTERM	Sindicato único de trabajadores electricistas de la República mexicana.
SUTIN	Sindicato unido de trabajadores de la industria nuclear
UAM	Universidad autónoma metropolitana
UGCOM	Unión general de obreros y campesinos de México
UIC	Unión de la izquierda comunista.
UOI	Unidad obrera independiente
UNAM	Universidad nacional autónoma de México

Annexe 3

Bibliographie

Cette bibliographie présente les ouvrages et articles cités ou utilisés. Les titres en espagnol correspondent à des éditions mexicaines. Les ouvrages qui nous ont paru les plus intéressants, à des titres divers, sont signalés d'un astérisque.

Aglietta Michel, « Les régimes monétaires de crise », *Critiques de l'économie politique* n° 26-27, 1984.

Aguilar Alonso, *El Capital extranjero en México*, éd. Nuestro Tiempo, 1986.

Aguilar Mora Manuel, *La Crisis de la Izquierda en México*, éd. Juan Pablo, 1977.

Aguilar Mora Manuel, *El Bonapartismo mexicano*, t. 1. *Ascenso y decadencia*, t. II. *Crisis y petróleo*, éd. Juan Pablo, 1982.

Aguilera Manuel, « La Agricultura hacia el Año 2 000 : Opciones, Limites y Desafios », *Investigación Económica* n° 171, UNAM, 1985.

Alcocer Jorge (editor), *México, Presente y Futuro*, Ed. de Cultura Popular, 1985.

Alonso Antonio, *El Movimiento ferrocarrilero en México (1958-1959)*, éd. Era, 1972.

Anguiano Arturo, *El Estado y la Política obrera del Cardenismo*, éd. Era, 1975.

Anguiano Arturo, Pacheco Guadalupe, Vizcaino Rogelio,

Cárdenas y la Izquierda mexicana, éd. Juan Pablo, 1975.

* Anguiano Arturo, *La Izquierda en su Nadir*, Brecha n° 3, 1987.
Astorga Lira Enrique, *Mercado de Trabajo rural en México*, éd. Era, 1985.

Barkin David, Suarez Blanca, *El Fin de la Autosuficiencia alimentaria*, éd. Océano, 1985.

* Bartra Armando, *Los Herederos de Zapata*, éd. Era, 1985.
Bartra Róger, *Estructura agraria y clases sociales en México*, éd. Era, 1974.

Basanez Miguel, *La Lucha por la Hegemonia en México*, ed. Siglo XXI, 1981.

Basurto Jorge, *Del Avilacamachismo al Alemanismo, La Clase obrera en la Historia de México*, vol. 11, éd. Siglo XXI, 1981.

Bendesky León, Rodriguez Gonzalo, « Perfil regional y Estructural de la Agricultura mexicana », *Economía Mexicana* n° 3, CIDE, 1982.

Besnainou Denis, « L'industrie mexicaine : les limites de l'atout pétrolier », *Economie prospective internationale* n° 10, CEPPI, 1982.

Bortz Jeff, *La Estructura de Salarios en México*, UAM-Azcapotzalco, 1986.

Caballero Emilio, Zermeno Felipe, « La Agricultura en el sexenio de JLP », *Economía : Teoría y Práctica* n° 5, UAM, 1984.

Caballero Emilio, Zermeno Felipe, « La Larga Crisis de la Agricultura y su Impacto en la Economía nacional », in Alcocer Jorge, 1985.

* Cardenás Lázaro, *Idéario político*, éd. Era, 1972.

Carr Barry, *El Movimiento obrero y la Política en México 1910-1920*, éd. Era, 1976.

Casar José, « Ciclos económicos en la Industria y Sustitución de Importaciones : 1950-1980 », *Economía Mexicana* n° 4, CIDE, 1982.

Casar José, « Les perspectives de la politique de stabilisation », *Problèmes d'Amérique latine* n° 69, la

Documentation française, 1983.

Casar Maria Amparo, Marquez Carlos, « La Política de Salarios mínimos legales », *Economía Mexicana* n° 5, CIDE, 1983

CDEST (Centro de Documentación y Estudios Sindicales y del Trabajo), « Los Salarios de la Crisis », *Cuadernos obreros del CDEST* n° 1, 1986.

Chudnovsky Daniel, *El Comercio de Bienes de Capital en América Latina*, Comercio exterior, sept. 1985.

Colmenares Francisco, *Petróleo y Lucha de Clases en México*, éd. El Caballito, 1982.

COPLAMAR, *Macroeconomía de las Necesidades esenciales en México*, éd. Siglo XXI, 1983.

*Cordera Rolando (editor), « Desarrollo y Crisis de la Economía Mexicana », *Lecturas del Trimestre económico* n° 39, éd. FCE, 1981.

*Cordera Rolando, Tello Carlos, *La Disputa por la Nación*, éd. Siglo XXI, 1981.

Cordova Arnaldo, *La Ideología de la Revolución mexicana*, éd. Era, 1973.

*Cordova Arnaldo, *La Política de masas del Cardenismo*, éd. Era, 1974.

Dávila Hilda, Rodriguez Lilia, « Evolución en la Estructura de Consumo de los Trabajadores y su Participación dentro del Consumo privado », *Análisis económico* n° 7, UAM-Azcapotzalco, 1985.

Dumont René, Mottin Marie-France, *le Mal-Développement en Amérique latine*, le Seuil, 1982.

Durand Maxime, « La crise économique et ses enjeux », *Critique communiste* n° 51, avril 1986.

Esteva Gustavo, « ¿ Y si los campesinos existen ? », in Garcia Antonio, 1981.

Fajnzylber Fernando. Martinez Trinidad, *Las Empresas transnacionales*, éd. FCE, 1976.

Fajnzylber Fernando, *La Industrialización trunca de América*

Latina, éd. Nueva Imagen, 1983.

* Feder Ernest, « Campesinistas y descampesinistas » in García Antonio, 1981.

Fernández Christlieb Paulina, Rodríguez Octavio, *En el Sexenio de*

Tlatelolco, La Clase obrera en la Historia de México, vol. 13, éd. Siglo XXI, 1985.

Fernández Santisteban José Luis, « Causas y Perspectivas de la Deuda externa en México », *Economía Mexicana* n° 6, CIDE, 1985.

Fitzgerald E.V. K, « El Déficit presupuestal y el Financiamiento de la

Inversión : Una Nota sobre la Acumulación de Capital en México », in

Cordera Rolando, 1981.

García Antonio (editor), « Desarrollo agrario y la América Latina », *Lecturas del Trimestre Económico* n° 41, éd. FCE, 1981.

Garrido Luis Javier, *El Partido de la Revolución institucionalizada*, éd. Siglo XXI, 1982.

* Gilly Adolfo, *la Revolución interrumpida*, éd. El Caballito, 1971.

*Gilly Adolfo, Cordova Arnaldo, Bartra Armando, Aguilar Mora

Manuel, Semo Enrique. *Interpretaciones de la Revolución mexicana*, éd. Nueva Imagen, 1979.

Gilly Adolfo, *Por todos los Caminos I*, éd. Nueva Imagen, 1983.

Gilly Adolfo, *México, la Larga Traversía*, éd. Nueva Imagen, 1985.

Gilly Adolfo, *Arriba los de abajo*, éd. Océano, 1986

* Guillén Romo Hector, *Orígenes de la Crisis en México 1940-1980*, éd. Era, 1984.

Gutelman Michel, *Réforme et Mystifications agraires en Amérique latine. Le cas du Mexique*, éd. Maspero, 1971.

Harris Richard, « El Marxismo y la Cuestión agraria en América Latina », *Investigación Económica* n° 169, UNAM, 1984.

Hernández Laos Enrique, *La Productividad y el Desarrollo industrial en México*, éd. FCE, 1985.

Hernández Chávez Alicia, *La Mecánica cardenista, Historia de la Revolución mexicana*, vol. 16. El Colegio de México, 1979.

Hernández Salvador, *El Magonismo : Historia de una Pasión libertaria 1900-1922*, éd. Era, 1984.

* Hewitt de Alcantara Cynthia, *La Modernización de la Agricultura mexicana 1940-1970*, éd. Siglo XXI, 1978.

Huacuja Mario, Woldenberg José, *Estado y Lucha política en el México actual*, éd. El Caballito, 4^eéd., 1983.

INEGI, *Estadísticas históricas de México*, 1985.

Jacobs Eduardo. « La Evolución reciente de los Grupos de Capital privado nacional », *Economía Mexicana* n° 3, CIDE, 1981.

Jacobs Eduardo, Peres Wilson, « Tamano de Planta y Financiamiento : dos Problemas centrales del Desarrollo industrial », *Economía Mexicana* n° 5, CIDE, 1983.

Labastida Julio (compilador), *Grupos económicos y Organizaciones empresariales en México*, Alianza Editorial Mexicana-UNAM, 1986.

Leon Samuel, Marvan Ignacio, *En el Cardenismo (1934-1940), La Clase obrera en la Historia de México*, vol. 10, éd. Siglo XXI, 1985.

Lerin François, Tubiana Laurence, « Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine (1980-1982) », *Problèmes d'Amérique latine* n° 70, la Documentation française, 1983.

Lerner Victoria, *La Educación socialista, Historia de la Revolución mexicana*, vol. 17, El Colegio de México, 1979.

Lustig Nora, *Distribución del Ingreso y Crecimiento*, El Colegio de México, 1981.

Lustig Nora, Martín Antonio, « Descripción del Funcionamiento del Sistema CONASUPO », *Investigación Económica* n° 173, UNAM, 1985.

* Martinez Verdugo Arnoldo (editor), *Historia del Comunismo en México*, éd. Grijalbo, 1985.

* Marquez Manuel, Rodriguez Octavio, *El Partido Comunista*

Mexicano, éd. El Caballito, 1973.

Medina Luis, *Del Cardenismo al Avila Camachismo, Historia de la REvolución mexicana*, vol. 18, El Colegio de México, 1978.

Medina Luis, *Civilismo y Modernización del Autoritarismo, Historia de la Revolución mexicana*, vol. 20, El Colegio de México, 1979.

Montes Margarito, « La crise agricole au Mexique », *Quatrième Internationale* n° 1, 1980.

Murdoch William, *la Pobreza de las Naciones*, éd. FCE, 1984.

Nieto Lopez J. de Jesus, *Diccionario histórico del México contemporáneo*, éd. Alhambra Mexicana, 1986.

Nuncio Abraham, *El Grupo Monterrey*, éd. Nueva Imagen, 1982.

Paniagua Ruiz Rafael, *Prolegomenos par una Teoría de los Límites financieros del Estado*, UAM-Iztapalapa Cuadernos Universitarios n° 30, 1985.

Peres Wilson, « La Estructura de la Industria estatal », *Economía Mexicana* n° 4, CIDE, 1982.

* Poniatowska Elena, *La Noche de Tlatelolco*, éd. Era, 1971.

* Poniatowska Elena, *Fuerte es el Silencio*, éd. Era, 1980.

Prevot-Schapira Marie-France, « L'évolution de l'organisation syndicale mexicaine », *Problèmes d'Amérique latine* n° 69, la Documentation française, 1983.

Quatrepoint Jean-Michel, « La Ofensiva de Estados Unidos contra la Informática latinoamericana », *le Monde diplomatique* en espagnol, juillet 1986.

Revel-Mouroz Jean, Vanneph Alain, « Stratégie, entreprise et espace pétroliers (1976-1983) », *Problèmes d'Amérique latine* n° 70, la Documentation française.

* Revueltas José, *Ensayo sobre un Proletariado sin Cabeza*, éd. Era 1980, (édition originale : 1962).

Riding Alan *Vecinos distantes*, éd. Joaquin Mortiz, 1985.

* Rivera Rios Miguel Angel, *Crisis y Reorganización del Capitalismo mexicano*, éd. Era 1986.

Rodriguez Gonzalo (editor), « Sector agropecuario », *Serie Tématica* 1, CIDE, 1983.

Rodriguez Gonzalo, Ortiz Mario, « Expansión ganadera y Crisis agricola : el Papel del Consumo y la Rentabilidad », *Economía Mexicana* n° 5, CIDE, 1983.

Rodriguez Gonzalo, Vuskovic Pedro, « Articulación Sector agropecuario-Resto de la Economia en el Proceso de Desarrollo », *Economía Mexicana* n° 6, CIDE, 1985.

Rodriguez Araujo Octavio, « La Reforma politica y los Partidos politicos en México », éd. Siglo XXI, 1979.

* Schejtman Alejandro (CEPAL), *Economía campesina y Agricultura empresarial*, éd. Siglo XXI, 1982.

Semo Enrique (coordinador), *México, un Pueblo en la Historia*, t. IV, éd. Nueva Imagen, 1982.

Shulgovski Anatoli, *México en la Encrucijada de su Historia*, éd. Cultura popular, 1968.

Silva Herzog Jesus, *Breve Historia de la Revolución mexicana*, éd. FCE, 1960 (traduction chez Maspero).

* Solis Leopoldo, *La Realidad económica mexicana : Retrovisión y Perspectivas*, éd. Siglo XXI, 1970.

Spindola Alejandro, Ortiz Efrén, « El Consumo de Alimentos en Epocas de Crisis : Resultados de una Prueba piloto en la Delegación Cuauhtémoc del Distrito Federal », *Estudios Sociológicos Mayo-Agosto*, 1985.

STERM, *Insurgencia obrera y nacionalismo revolucionario*, Ed. El Caballito, 1973.

Taibo II Paco Ignacio, *Bolsheviks. Historia narrativa de los Orígenes del Comunismo en México*. Ed. Joaquim Mortiz, 1986.

* Tello Carlos, *La Política económica en México 1970-1976*, éd. Siglo XXI, 1979.

* Unger Kurt, *Competencia monopólica y Tecnología en la Industria mexicana*, El Colegio de México, 1985.

* Valenzuela José, *El Capitalismo mexicano en los Ochenta*, éd. Era, 1986.

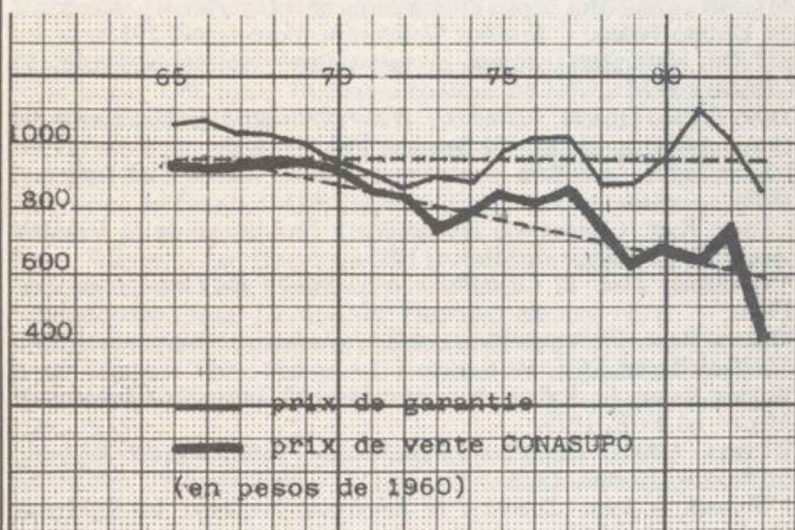
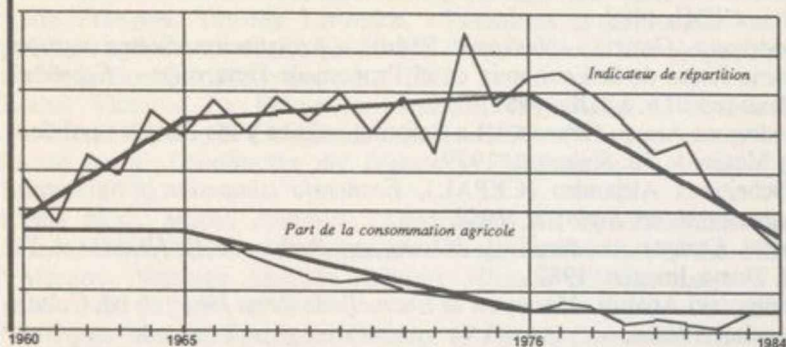
Villareal Rene, *El Desequilibrio externo en la Industrialización de México (1929-1975)*, éd. FCE, 1976.

Wallace Bruce, *La Política de protección en el Desarrollo económico de México*, éd. FCE, 1979.

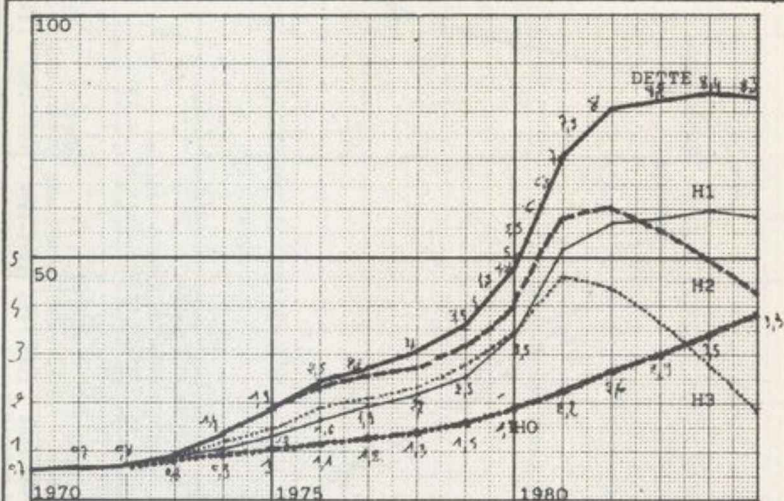
Warman Arturo, *Los Campesinos, Hijos Predilectos del Régimen*, éd. Nuestro Tiempo, 1972.

* Womack Jr John, *Zapata y la Revolución mexicana*, éd. Siglo XXI, (traduction chez Maspero).

GRAPHIQUE 1
Répartition du revenu et consommation agricole

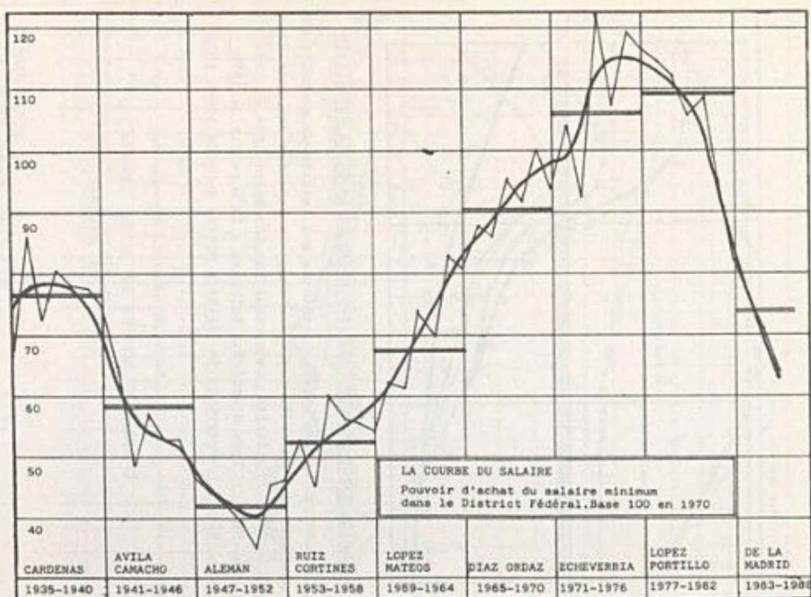


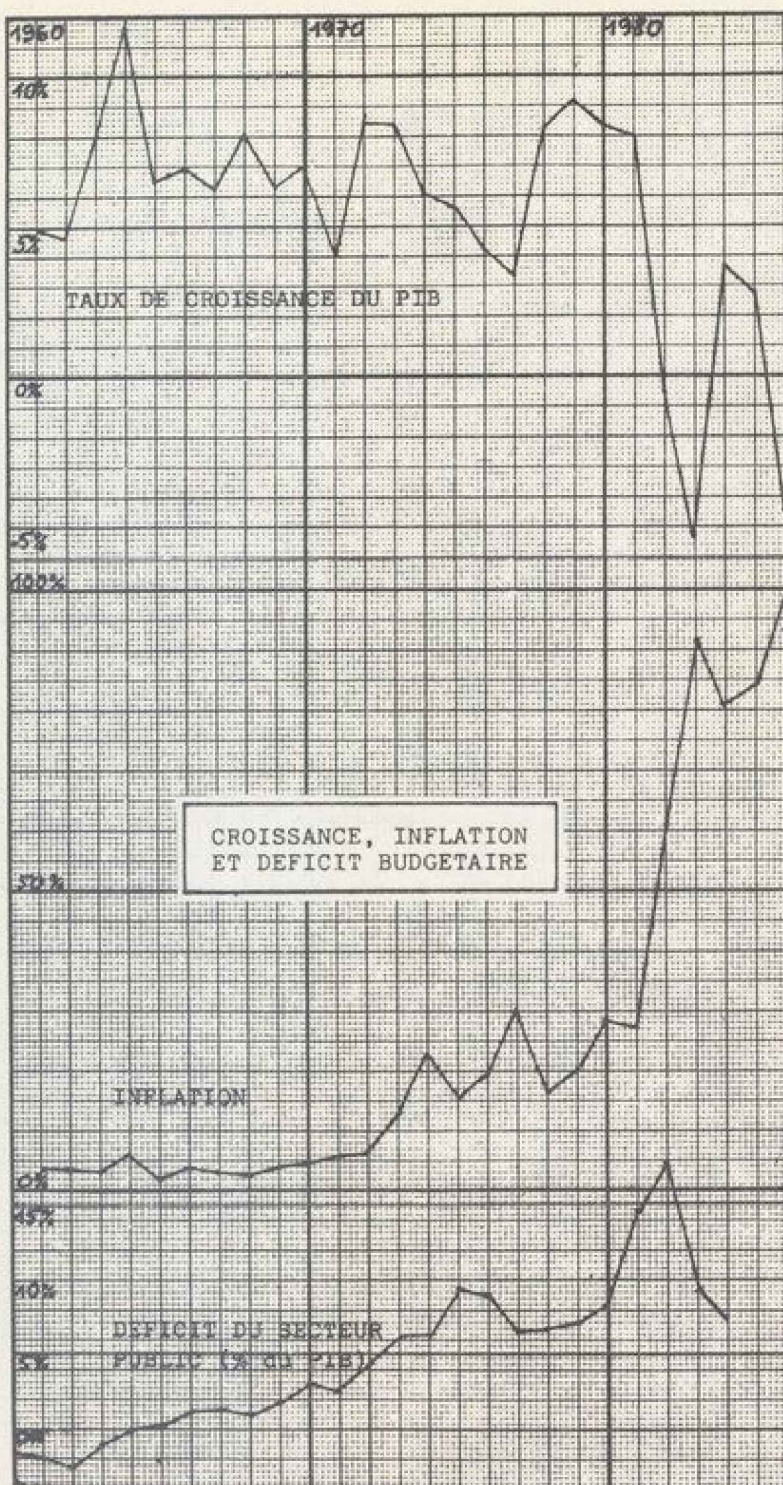
GRAPHIQUE 2
LES DEUX PRIX DU MAÏS

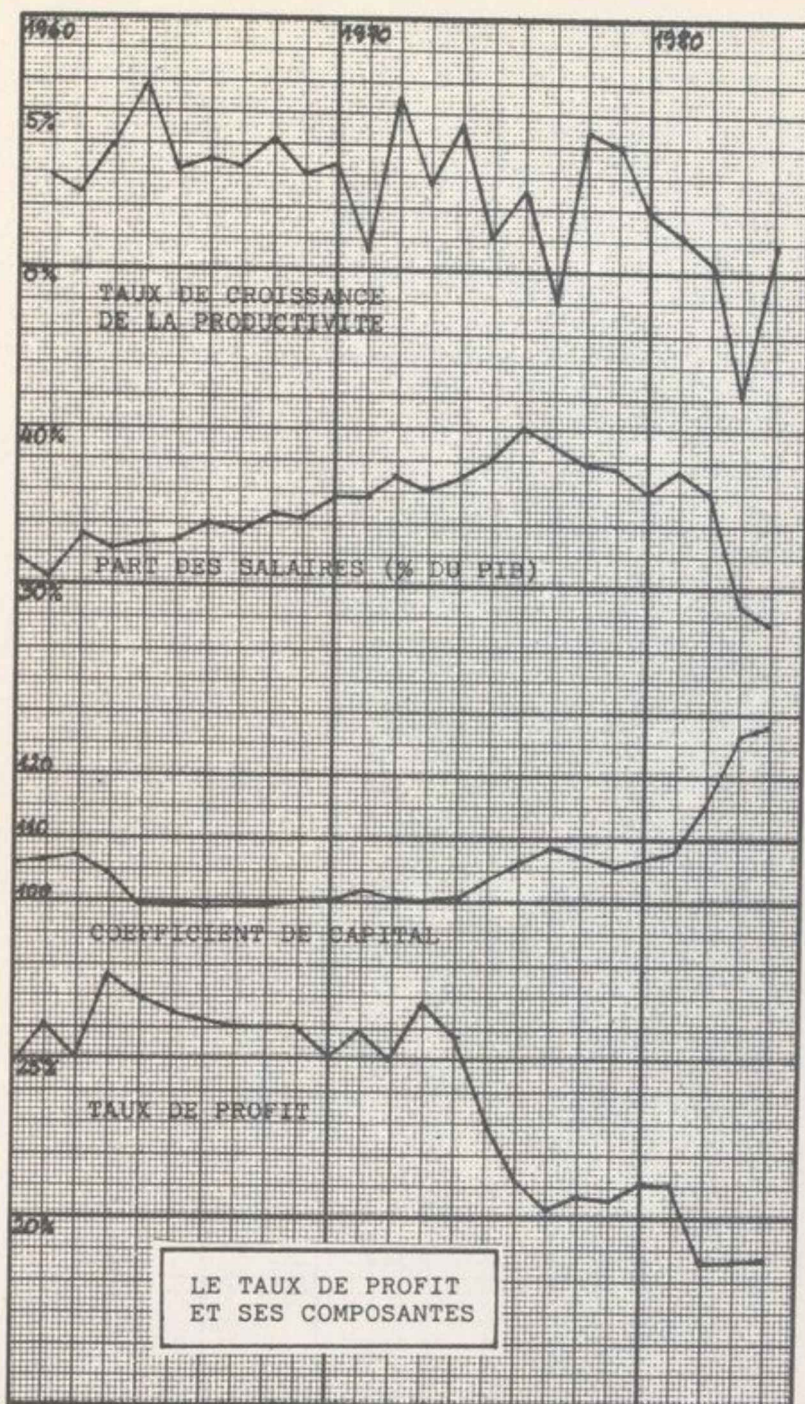


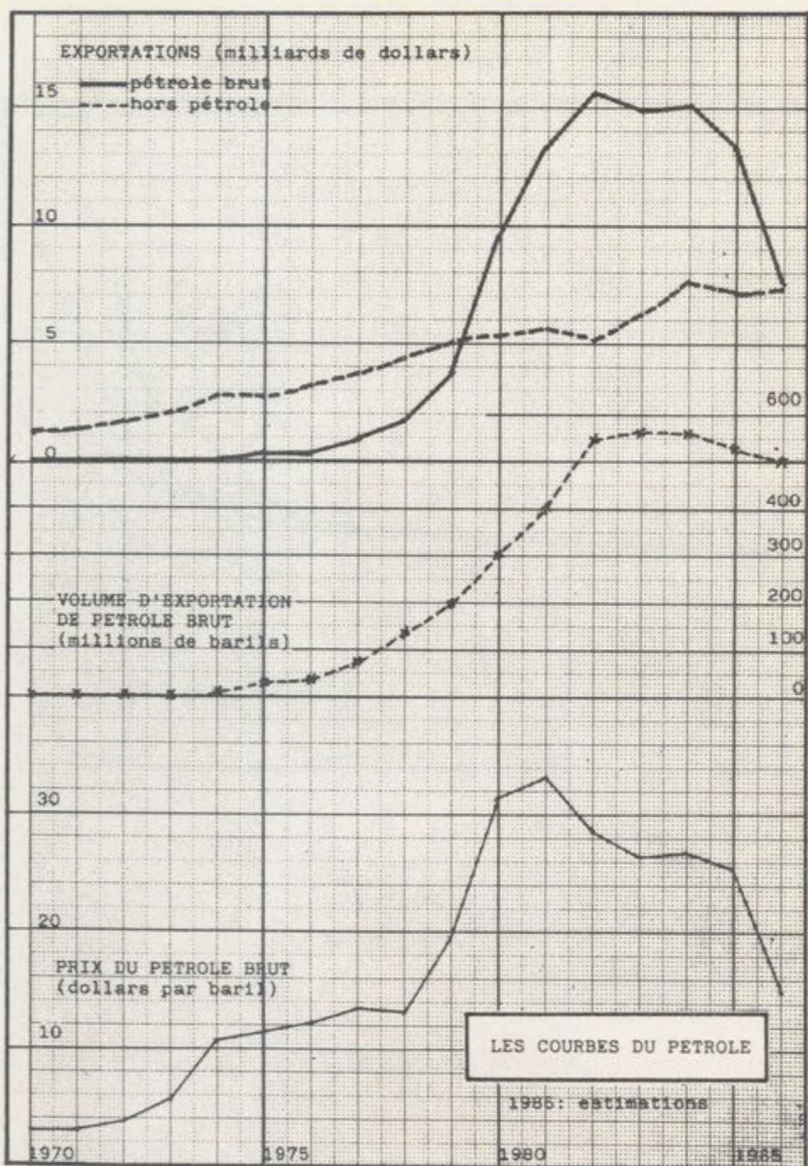
SCENARIOS HYPOTHETIQUES SUR L'EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE

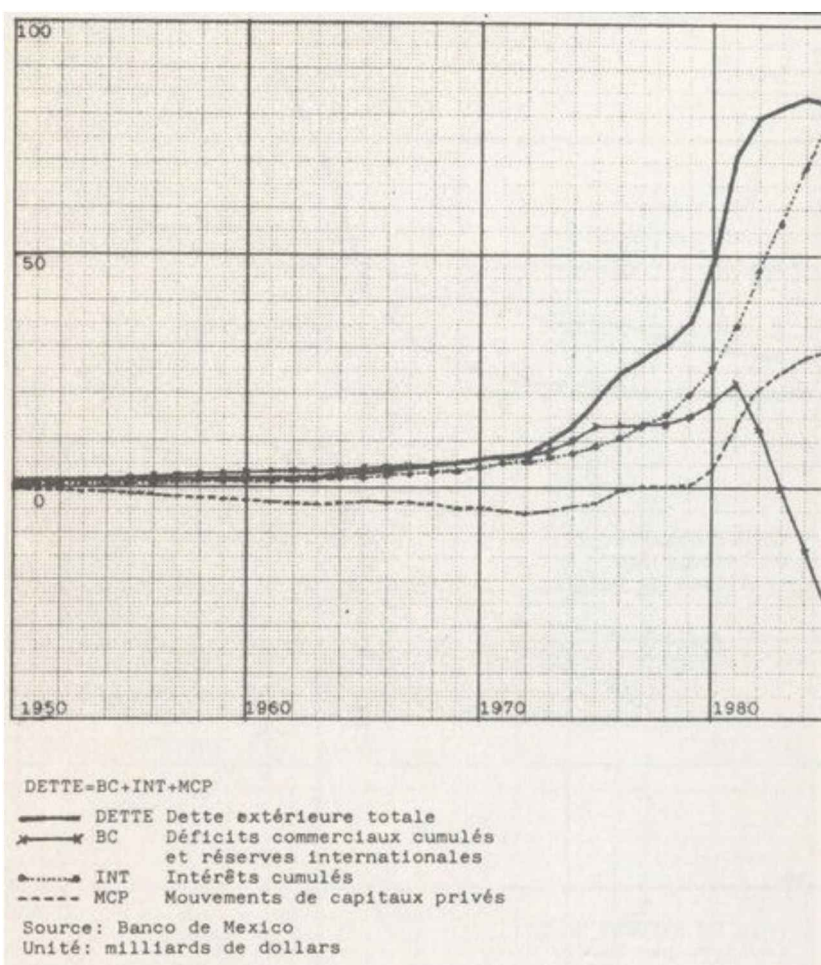
- | | | |
|-------|-------|--|
| —— | DETTE | Dette extérieure historique (milliards de dollars) |
| ----- | H0 | La dette croît seulement en fonction des intérêts |
| —— | H1 | Déficits commerciaux annulés entre 1973 et 1981 |
| ---- | H2 | Taux d'intérêts maintenu à 7% à partir de 1972 |
| | H3 | Mouvements de capitaux privés annulés après 1973 |











LA COURBE DE LA DETTE

Maxime Durand nous guide à travers ce Mexique.

Dans l'histoire d'abord, celle de la révolution qui n'évoque souvent à l'extérieur que l'image mythifiée par le cinéma de ses figures principales, Zapata et Pancho Villa.

Dans le présent ensuite, issu de cette révolution, celui d'un Mexique affiché comme exemple du miracle économique il y a quelques années, et plongé aujourd'hui dans une profonde crise.

Des luttes sociales multiformes sont venues éroder un système apparemment inébranlable.

Aujourd'hui, une course de vitesse s'est engagée pour savoir qui décidera des lendemains de la crise mexicaine. Maxime Durand dissèque l'ensemble de ces données économiques et sociales pour en dresser un tableau précis et passionnant.

Distribution pour les librairies : Distique

17, rue Hoche 92240 Malakoff

© PEC

2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

ISBN 2-902524-42-0

ISSN 0292-689X –